



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries décembre 2014

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
---------	---------	------	-------	-----	------	---------	------	-----------	---------	----------	----------

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	1
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er décembre 2014

CAUSERIE

Deux erreurs de lien réparées.

- Irak : Riyad soutient directement Daech (french.trib.ir) (10.11.14)
- Irak : Daech profite de la présence des militaires US (french.trib.ir) (10.11.14)

On a ajouté 19 articles.

Vous pouvez sauter le passage suivant si ma démarche vous indispose.

Le petit texte qui accompagne ma demande de soutien financier aux lecteurs.

Il y a deux ans, le 6 décembre 2012 un de mes beaux-frères débarquait chez moi avec un de ses copains. Motif de leur visite : me soutirer de l'argent. Cette personne que je ne connaissais pas me demanda de lui prêter 300.000 roupies pour terminer la construction de sa maison estimée à 7 millions de roupies, m'assurant qu'il me rendrait cette somme lorsqu'il l'aurait vendue, me proposant de me verser 3% d'intérêts par mois.

Sur le coup je lui indiquais que je détestais ce genre d'opération et que je ne souhaitais pas lui prêter de l'argent, car je n'avais pas besoin de ces intérêts pour vivre. Sur ce, mon épouse s'emmêla exigeant que je lui prête cet argent, car selon elle je n'étais pas seul à décider, et il n'y avait aucune raison que je n'ai pas confiance en cette personne, un ami d'enfance de son frère.

Evidemment, quand ils débarquèrent à l'improviste chez moi, j'étais en train de travailler et j'avais l'esprit ailleurs, j'étais très occupé comme toujours, aussi pour me débarrasser de ces importuns, car entre temps la discussion s'était envenimée entre moi et mon épouse parce que je persistais à refuser d'accorder ce prêt à ce qui était pour moi qu'un inconnu, ayant déjà perdu trop de temps pour une question d'argent que je méprise en règle générale, pour en finir et pouvoir me remettre au travail, je finissais par lui céder.

A cet instant là, ce monsieur sortit de sa poche un formulaire servant à établir une reconnaissance de dette qu'il se mit à remplir promptement avec l'aide de mon beau-frère et mon épouse pendant que je retournais travailler. Une fois rempli il me le remit en échange de quoi je lui tendis un chèque de 300.000 roupies.

Trois semaines plus tard la même scène se renouvela avec les mêmes personnages, cette fois il me demanda de prêter 200.000 roupies à sa soeur qui voulait effectuer des travaux dans sa maison, et pour me prouver sa bonne foi il me montra le titre de propriété de sa soeur qu'il était prêt à me remettre si j'acceptais de lui prêter cet argent, accompagnée d'une reconnaissance de dette aux mêmes conditions que précédemment. Là encore je refusais pour finalement céder à mon épouse hystérique qui s'était mise à crier et à me menacer, je vous passe les détails lamentables.

Ce monsieur me versa les intérêts jusqu'au début du mois d'août 2014, puis plus rien. Il le justifia en m'expliquant qu'il avait trouvé un acheteur pour sa maison et qu'il allait me rendre mon argent d'ici deux semaines. Ensuite vint la mousson, et il me demanda un nouveau délai parce que la rue où était située sa maison était inondée et il n'était pas possible de réaliser sa transaction dans de telles conditions. Un mois passa, puis deux. Enfin, il me fit savoir qu'il avait reçu une partie du montant de la vente de sa maison et qu'il allait me rendre mon argent dans quelques jours.

Effectivement, quelques jours plus tard il débarqua chez moi avec une autre personne. Il me proposa de me remettre un chèque en échange de quoi je devais lui remettre les documents qu'il m'avait donnés deux ans auparavant. M'ayant versé les intérêts sans problème pendant deux ans et tenant un discours très virulent contre mon épouse et son frère que dorénavant il qualifiait de voyou, je me suis dit que je devais lui faire confiance une fois de plus, en réalité une fois de trop.

C'était un samedi soir. Le lendemain, dimanche, je l'appelai en lui disant que la signature qui figurait sur le chèque que m'avait remis son copain (car lui n'avait soi-disant pas de compte en banque en Inde parce qu'il vit en France) me semblait étrange ou incomplète, là encore il me rassura en m'affirmant qu'il n'y avait pas de problème. Le matin suivant, donc lundi, il m'appela en me demandant de ne pas aller à la banque car le compte de son copain était vide, il aurait mis la main sur son argent, et il me proposa un rendez-vous à Pondichéry pour m'expliquer la situation et trouver une solution.

Je me rendis à Pondichéry, là il m'affirma qu'il allait demander à la personne qui lui avait versé des arrhes de rajouter 500.000 roupies pour pouvoir me rembourser au plus tard sous huitaine, en échange de quoi il me demanda de lui remettre le chèque et il me donna en garantie une nouvelle reconnaissance de dette rédigée sur un formulaire qui me paraissait officiel mais différent des précédents.

Evidemment depuis le jour où il m'avait remis ce chèque, je le soupçonnais de vouloir me rouler, et les événements se précipitant les jours suivants, j'en étais absolument persuadé, je vous expliquerai plus loin pourquoi je ne pouvais pas éviter qu'il en soit ainsi à l'arrivée.

Le soir même je l'appelle pour lui demander si sa démarche auprès de son acheteur a avancé, et là il me répond : quelle démarche, ce matin je vous ai donné votre argent, maintenant je ne vous dois plus rien, foutez-moi la paix, etc. L'affaire était terminée et j'avais définitivement perdu ces 500.000 roupies.

Maintenant je vais vous expliquer pourquoi il ne pouvait pas en être autrement.

Pour plusieurs raisons qui s'additionnent. La première, c'est qu'il habite dans la même commune que mes beaux-frères située sur le Territoire de Pondichéry, moi j'habite au Tamil Nadu, si je voulais porter plainte je devrais me déplacer à proximité de chez eux. Or mon épouse et mes beaux-frères se sont jurés de me faire la peau et m'ont déjà menacé de mort, il était évident qu'ils feraient cause commune avec ce sale type dont la famille aussi réside dans cette commune, plus tous leurs copains. Autrement dit, si je voulais effectuer cette démarche, je devrais prendre le risque de me faire massacrer ou d'y laisser ma peau. Etant Blanc et qui plus est séparé de mon épouse qui me fait passer pour l'être le plus abominable de la terre, j'aurais forcément toute la population et les autorités locales contre moi. Donc mon cas était désespéré si j'empruntais cette voie, c'est la raison pour laquelle j'ai préféré m'abstenir.

Ensuite, dans ce pays rongé par une bureaucratie pléthorique et la corruption généralisée, il est quasi impossible de porter plainte ou d'engager des poursuites judiciaires, sans devoir dépenser une somme considérable sans être sûr d'obtenir gain de cause. Là encore, je devais abandonner cette démarche qui plus est prendrait des années, alors que ce type réside en France, il n'était revenu en Inde que pour revendre sa maison.

Tous les papiers qu'il m'avait donnés et qu'il avait signés étaient donc pour ainsi dire sans valeur puisqu'il me serait impossible de les utiliser contre lui en cas de problème, je le savais depuis le premier jour, et c'est la raison pour laquelle je ne voulais pas lui prêter d'argent.

Maintenant en reprenant la chronologie des faits et en recoupant tous les éléments depuis le début du mois de septembre, j'en suis arrivé à la conclusion qu'il a dû remettre cet argent à mon épouse, et que le discours qu'il m'avait tenu sur elle, était uniquement destiné à me mettre en confiance, car il a cessé de me verser des intérêts juste après notre séparation, coïncidence qui n'en était pas vraiment une en réalité, car étant Blanc et désormais étranger à la famille de mon épouse, il était déterminé à ne pas me rendre mon argent, voilà tout, et en tout état de cause, je n'y pouvais absolument rien.

Sachez qu'en 19 ans passés en Inde, je n'ai jamais rencontré une personne qui soit plus honnête, et j'imagine évidemment qu'il

en ainsi dans tous les pays comparables en Asie et en Afrique ou en Amérique latine.

Vous devez vous demander comment j'ai réagi après qu'il m'eut appris par téléphone qu'il m'avait voler cette importante somme d'argent.

Au départ, très mal, parce que pendant près de trois mois il m'a fait croire qu'il allait me la rendre, donc je l'avais incluse dans mon budget, j'ai réalisé des dépenses en prévision de recevoir cet argent et maintenant je me retrouve totalement à sec avec 261 euros par mois pour vivre à deux.

J'étais très en colère et effondré sur le coup, mais comme je l'ai indiqué plus haut, je savais que je ne pourrais rien tenter contre lui, donc valait mieux oublier cette histoire rapidement. Sauf que les heures suivantes je ne pouvais pas m'empêcher d'y penser sans cesse, je ne sais pas pourquoi, peut-être que j'espérais trouver une parade ou qu'une idée lumineuse me viendrait à l'esprit, en vain dans ce cas de figure évidemment. Je ne parvins pas à trouver le sommeil pendant plusieurs heures. Il me fallu aborder cette histoire sur le plan social pour retrouver ma sérénité et enfin m'endormir sur les coups de trois heures du matin.

Je me suis dit qu'il était inutile et stupide d'en vouloir à cette personne, un voleur certes, en réalité un pauvre type issu du même milieu que moi, mais n'ayant pas vécu dans les mêmes conditions et n'ayant pas développé d'autres rapports que ceux dont il venait de faire la démonstration, des rapports pourris que je connais bien pour y être confronté depuis 25 ans, date à laquelle j'ai mis le pied la première fois en Inde.

Là encore, je me suis dit qu'il ne pouvait pas en être autrement dans un pays économiquement sous-développé, où forcément tous les rapports sociaux devaient l'être également, les valeurs et les principes qui régissent ces rapports en France n'ayant jamais été développés en Inde, il n'y avait rien d'étonnant à son comportement qui reflète le niveau de développement de l'Inde, dont le régime est semi-féodal et les rapports au sein de la population sont plus proches de la barbarie que de la civilisation humaine telle qu'elle existe à des degrés divers dans la société occidentale, bien que depuis quelques décennies elle est en train de se désagréger et présage un retour rapide à la barbarie (sur fond de servage) qui ne l'a jamais vraiment quittée, qu'elle a exportée comme la guerre en quelque sorte.

Le développement social a accompagné le développement économique en France, dans tous les pays dits développés, pas dans n'importe quelles circonstances. Il fallut que les forces productives se développent et atteignent un niveau suffisant pour envisager la possibilité de satisfaire tous les besoins matériels de la société ou une répartition des richesses produites entre toutes les classes qui n'alla pas de soi, mais fut imposé par la lutte de classe du prolétariat, qui ainsi pu satisfaire une partie de ses besoins sociaux élémentaires ou accéda à un niveau de vie meilleur, une fois obtenu des droits politiques.

Comparativement, sous l'Ancien Régime et durant les premières décennies ou même les premiers siècles au cours duquel le capitalisme et le prolétariat se développa, le progrès social était exclusivement réservé aux aristocrates ou à la noblesse, aux ecclésiastiques, aux marchands bourgeois des grandes villes, tandis que les exploités n'y avaient pas accès et n'avaient absolument aucun droit.

A cette époque les rapports sociaux tenaient à la fois du despotisme absolu ou de la tyrannie sanguinaire, et les masses totalement incultes, comme l'est aujourd'hui le type qui m'a volé, entretenaient des rapports qui ne pouvaient tenir que de la barbarie, ne respectant rien ni personne puisqu'elles faisaient l'objet de ce traitement de la part de ceux qui détenaient le pouvoir et qu'elles imitaient, guerroyant, se livrant au pillage, massacrant des populations innocentes, etc. cela devait forcément donner des voleurs, détresseurs, pilleurs, violeurs, égorgeurs, tueurs en série, l'insécurité régnant dans tout le pays était le pendant de la précarité absolue.

C'est uniquement le gigantesque développement des forces productives à partir de la moitié du XIXe siècle et la lutte des classes qui furent (à nouveau) les moteurs du développement de la civilisation humaine, qui permirent d'entrevoir d'autres rapports sociaux entre les classes et au sein de la société toute entière, depuis l'avènement de la République qui reconnaissait la lutte des classes et accordait, tout du moins en principe, une représentation politique à toutes les classes au sein des institutions. République dont les valeurs devaient empiéter sur le pré carré de la religion, qui jusque là avaient servi de police des mœurs et des esprits ou tenu lieu de support à la morale pour dicter le comportement de la population et assurer la stabilité des régimes en place, maintenir dans la servitude les opprimés et leur inculquer le respect de leurs maîtres, après dieu évidemment, d'où la haine farouche que voue l'Eglise à la République.

Dès lors, sans même évoquer un quelconque niveau de connaissance ou de conscience politique, en Inde ou dans un pays semblable, croire qu'une personne pourrait avoir suffisamment évolué pour adopter nos valeurs ou principes alors que règne encore les rapports qui existaient au Moyen-Age ou sous la féodalité, relève de l'illusion, de l'inconscience ou de l'ignorance. Et quand bien même les apparences tendraient à prouver le contraire, ce n'est en réalité qu'une posture dictée par la foi qui comme chacun sait est aussi stable ou fiable qu'une prédiction ou un oracle, autrement par la crainte du châtement qui n'a rien de divin car imposé par le législateur, mais lorsque la justice est corrompue autant que les institutions, cette crainte s'estompe ou disparaît au profit d'un comportement individualiste débridé qui se croit tout permis et sait qu'il bénéficiera de l'impunité.

En 25 ans d'expérience, j'ai eu l'occasion de le vérifier une multitude de fois, ce type-là m'a volé, mais avant lui tous les frères de mon épouse que j'avais aidé financièrement m'avaient tous volé, et autour de moi dans chaque famille ce sont les mêmes histoires qu'on entend inlassablement, en pire, car un grand nombre comptent également des meurtres ou des agressions violentes qui n'ont jamais donné lieu à des poursuites judiciaires.

A la différence de la France, en Inde le développement économique qui a démarré au début des années 90 n'a pas été accompagné d'une révolution, et les rapports sociaux qui existaient sous l'Ancien Régime n'ont pas disparu, on en a l'illustration avec le système des castes qui s'est maintenu, bien que mis à mal, ou encore avec le traitement réservé aux femmes considérées comme appartenant à une sous-espèce du genre humain. Le développement matériel camoufle souvent ce genre de rapports, on s'imagine que les Indiens ont évolué ou sont plus évolués que sous l'Ancien Régime, alors qu'en réalité pas du tout, ce serait même l'inverse qui serait vrai, car l'attrait des biens matériels que l'on peut parfaitement comprendre les rend littéralement fous, alors que l'emprise de la religion diminue, il est plus important aujourd'hui d'avoir une moto par exemple ou de quoi se payer une bière que d'être un bon serviteur de je ne sais quel dieu, qu'ils prient d'ailleurs en espérant qu'il leur apportera la prospérité ou bien pire encore que je ne préfère pas évoquer ici par crainte de vous choquer.

Il n'y a donc pas de miracle social, n'en déplaise aux tiers-mondistes et autres droitsdelhommistes dégénérés.

Ce qu'il faut retenir, c'est qu'à partir du moment où le niveau de développement économique ou le régime en place dans un pays ne permet pas à toutes les classes et toutes les couches de la société de satisfaire leurs besoins matériels ou leurs aspirations élémentaires ou d'accéder à un certain bien-être social, qui demeure toutefois relatif dans un système basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme, et là pour le coup cela vaut pour un pays comme la France plus encore de nos jours qu'il y a 40 ans, il est impossible d'exiger que celles qui en sont victimes se comportent dans la vie quotidienne comme si elles profitaient du progrès social ou qu'elles modifient leur mode de pensée qui demeure forcément archaïque, sauf à leur imposer par la force, à violer leur conception des rapports qui doivent exister dans la société qui est déterminée par la place qu'il y occupe, ce que font les pseudo-progressistes de gauche ou d'extrême gauche, ces grands humanistes qui se préoccupent davantage d'imposer leur conception des rapports qui doivent exister sous un régime capitaliste, et qui sont compatibles avec lui et en tire profit, plutôt de combattre dans la perspective de renverser l'ordre établi, car il est plus facile de s'attaquer aux couches les plus faibles ou les plus arriérées de la société que de s'attaquer à la classe des capitalistes.

Pour ma part, j'ai décidé de demeurer sur le terrain de la lutte des classes, de demeurer fidèle au marxisme et au socialisme, de ne pas verser dans cet opportunisme nauséabond qui consisterait dans le cas présent à haïr ce pauvre type, mon voleur, à exiger vengeance, ce qui serait faire preuve d'un aveuglement indigne des idées que je défends, et je considère que si je devais m'en prendre à quelqu'un, ce serait avant tout à cette société basée sur des inégalités sociales et profondément injuste, je ne me vois pas faire preuve d'une pareille injustice, sauf à me renier, ce qui signifierait ma mort politique.

Je ne prône pas la soumission ou la résignation des missionnaires de la foi ou des lâches face à l'adversité ou en présence d'une expérience désagréable, mais le courage de l'affronter, de regarder la réalité en face, de faire preuve de lucidité et de rigueur, de discipline ici comme ailleurs, pour en tirer les enseignements qui permettront de continuer le combat pour changer cette société infâme.

Je ne prétends pas être meilleur qu'un autre, mais peut-être moins injuste, plus lucide, plus pragmatique et toujours désintéressé. Se morfondre sur son sort ou finir par haïr la terre entière, car il s'agit bien de cela dans l'attitude de nos soi-disant humanistes de pacotille, car ils ont pour ennemi plus des trois quarts de la population mondiale qui demeurent ignorante et arriérée, franchement je ne vois comment je pourrais continuer à vivre en Inde si je devais leur ressembler ou adopter leur comportement.

Bien que j'ai atteint un niveau de conscience nettement supérieur à ces masses, c'est juste un constat, je rappelle que ma compagne indienne de 44 ans est illettrée ou analphabète, je préfère demeurer à leur côté pour combattre notre ennemi commun sur le terrain politique, celui du socialisme.

Les Indiens que je côtoie connaissent mes idées et je connais les leurs. On en discute, on parle de tout sans tabou ou retenu, sans jamais essayer de les convaincre de quoi que soit, encore moins de leur imposer mes idées, cela ne me viendrait pas à l'esprit tant mon comportement dans la vie quotidienne est calquée sur mes idées, sans jamais les juger, c'est une question de respect, de principe. Et là pour le coup, sur cette question précisément, je suis intransigeant. Je ne fais pas semblant d'être d'accord avec quelqu'un qui a des idées différentes ou opposées des miennes, je ne sais pas faire preuve d'hypocrisie, j'écoute et lorsque le moment que j'estime le plus favorable pour lui dire ce que je pense vraiment se présente je me lance, ensuite la personne le prend bien ou mal, cela passe ou casse, peu importe, j'estime être dans mon droit, je l'ai respectée, donc à son tour elle doit me respecter, et si elle en est incapable, tant pis, je ne changerai pas d'idée pour lui être agréable. Sinon à quoi bon avoir des convictions si on les brade à la première occasion, c'est être faible ou inconsistant, cette conduite est méprisante en vérité, indigne d'un militant ouvrier combattant pour le socialisme.

La plupart des militants refusent de prendre en compte la manière de penser des travailleurs ou d'aborder les rapports qui existent dans la société tels qu'ils les perçoivent, cela ne les intéresse pas ou ils en sont incapables, ils n'ont reçu aucune formation pour les aborder autrement qu'en leur tenant un discours politique, ils considèrent que dès qu'on en sort on quitterait le terrain de la lutte des classes, ce qui est une grave erreur, car la lutte des classes se situe sur différents plans,

idéologique, psychologique, culturel, etc. et concernent les actes les plus infimes ou anodins qui rythment la vie quotidienne des travailleurs, absolument tous les rapports dans la société reflète la lutte des classes et la division, l'opposition entre classe dominante et classe dominée, par exemple chaque fois qu'on se sent inférieur ou complexé.

Pour conclure le récit de cette expérience et les enseignements que j'en ai tiré, n'allez pas croire que je ne supporterais pas les Indiens ou que j'aurais forcément de mauvais rapports avec eux, disons qu'il est préférable d'éviter les rapports d'argent, pour le reste, j'ai de meilleures relations avec eux qu'ils en ont entre eux. Par exemple chaque fois que je sors faire des courses, je discute avec des gens que je croise, parfois ils m'ont simplement adressé un regard et je leur adresse la parole, et j'échange souvent quelques mots avec les vendeurs ou les caissières, ils me parlent de leur boulot, je les questionne sur leur salaire, c'est très amicales comme relations même si cela ne va pas très loin, tandis que les Indiens les ignorent, ils apprécient qu'on s'intéresse à eux, pour un mot gentil on décroche un sourire chez quelqu'un qui avait l'air triste ou contracté la seconde précédente, c'est peu de chose, mais c'est toujours mieux que l'indifférence qui n'est pas faite pour vous donner le moral, or on en a tous besoins.

On parle toujours des besoins et des souffrances des travailleurs, alors pourquoi dans une société aussi sauvage qui ne raisonne qu'en terme de profit et de pouvoir, ne pas faire le geste qui rend les rapports plus sympathiques, plus agréables, plus humains, sans verser dans la démagogie à la Mélenchon que j'ai en horreur, dès lors qu'il est sincère et désintéressé.

On arrêtera là si vous le voulez bien.

Maintenant à vous de voir si vous voulez ou non m'aider financièrement pour combler cette énorme perte d'argent qui me fait gravement défaut et qui aurait dû me permettre de joindre les deux bouts jusqu'à ma retraite en septembre 2016, si selon je le mérite ou non, sachant que votre argent ne sera pas destinée à faire la fête ou ne servira pas à des dépenses superflues, compte tenu que je me passe depuis de longues années déjà d'un certain nombre de biens d'équipement que j'aurais pu acquérir, mais qui m'étaient inutiles et le resteront puisque je n'en aurais jamais le moindre usage. Cela pourra tout au plus me soulager dans la vie quotidienne ou me permettre de ne pas négliger ma santé et celle de Selvi, et puis je ne suis plus tout jeune. J'ai littéralement sacrifié 10 ans de ma vie à réaliser ce portail à raison de 10 heures en moyenne par jour, 7j/7, 365j/365, faites le calcul, c'est considérable.

A vous de voir si j'en vaudrais la peine ainsi que le travail que je fournis, comme d'habitude entre nous, chacun est parfaitement libre de penser ce qu'il veut et d'agir à sa guise. Je vous rappelle le nom et l'adresse de la personne à qui vous pouvez envoyer un chèque, ma mère : Madame Tardieu Lise, 26, rue Diderot - 92500 Rueil.

ACTUALITE EN TITRES

[En visite en Turquie qui est une base arrière et un camp d'entraînement de l'Emirat islamique](#)

- Le pape demande au monde musulman de condamner le terrorisme - L'Express.fr

- L'appel du Pape aux musulmans contre le terrorisme islamique - LeFigaro.fr

Le pape François a profité de son entretien avec le président Recep Tayyip Erdogan pour lui dire "*qu'il serait beau que tous les dirigeants musulmans du monde, politiques, religieux et universitaires, se prononcent clairement et condamnent*" le terrorisme islamiste. C'est le pape lui-même qui a rapporté ces propos lors d'une conférence de presse dans l'avion le ramenant d'Istanbul à Rome dimanche soir. L'Express.fr 30.11

Ainsi, après Hollande récemment, le pape légitime le salafiste Erdogan qui soutient ouvertement les barbares de l'Emirat islamique. Pour rappel, à toutes les époques les papes ont soutenu les monarchies, les féodaux, les dictatures et le fascisme.

[Intox. Incroyable !](#)

- Les réseaux sociaux accusés de faire le jeu des mouvements djihadistes - L'Express.fr

- Qatar: deux Américains, condamnés pour la mort de leur fille, acquittés en appel - AFP

[Après une visite récente du petit monarque français au Canada...](#)

- Difficiles tractations à Dakar pour trouver le chef de la Francophonie - AFP

- La Canadienne Michaëlle Jean élue à la tête de la Francophonie - LeFigaro.fr

Stratégie du chaos, déstabilisation et barbarie.

- Quatre cents tués à Benghazi en un mois et demi de combats - Reuters

- Longue guerre en prévision en Irak contre l'Etat islamique - Reuters

Les marchands de canons s'en frottent les mains d'avance...

- Hong Kong: la police interpelle 40 militants prodémocratie, des blessés - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Egypte.

- Colère dans des campus égyptiens après la décision sur Moubarak - Reuters

Des manifestations ont eu lieu dimanche sur plusieurs campus universitaires d'Egypte pour protester contre la décision de justice d'abandonner les charges de complicité de meurtre visant l'ex-président Hosni Moubarak, qui était accusé d'avoir ordonné de tirer sur des manifestants lors de la révolution du début 2011.

Des centaines de protestataires se sont rassemblés à l'université du Caire, brandissant des portraits de l'ancien raïs derrière les barreaux et exigeant la "*chute du régime*", cri de ralliement des soulèvements du "*printemps arabe*" en 2011.

Les policiers s'étaient déployés aux portes de l'université pour empêcher les étudiants qui l'auraient voulu de quitter le campus pour aller manifester dans les rues.

Samedi, la justice égyptienne a abandonné les charges de complicité de meurtre contre Moubarak, et l'ancien ministre de l'Intérieur Habib el Adli et six dirigeants des services de sécurité d'alors ont également été acquittés.

Deux personnes ont été tuées et neuf autres blessées samedi soir dans le centre du Caire, lorsque les forces de sécurité ont tiré des gaz lacrymogènes et de la grenaille pour disperser un millier de manifestants qui tentaient d'atteindre la place Tahrir, épice de la contestation contre le régime Moubarak au début 2011.

Les forces de sécurité ont fermé une station de métro du Caire dimanche, rapporte l'agence de presse officielle Mena, semble-t-il pour éviter les rassemblements dans le centre.

Des heurts ont éclaté dimanche à l'université Zagazig, dans le delta du Nil, et le journal gouvernemental Al Ahram écrit que 11 étudiants ont été interpellés pour avoir incendié un bâtiment. Reuters 30.11

Uruguay

- Uruguay : Tabaré Vazquez élu président pour la deuxième fois - LeMonde.fr

Tabaré Vazquez a été élu dimanche 30 novembre à la présidence de l'Uruguay avec 55,5 % des suffrages, selon les résultats partiels. L'homme de 74 ans fait donc son retour à la tête du pays, dont il a été le premier chef d'Etat de gauche entre 2005 et 2010. Son opposant de centre-droit, Luis Lacalle Pou, 41 ans, recueillerait quant à lui 44,5% des suffrages.

Le scrutin s'est déroulé de manière « normale » dans tous le pays, les fortes pluies qui ont touché une grande partie du pays ayant toutefois provoqué quelques lenteurs dans le déroulement de cette journée électorale. Dans ce pays de 3,3 millions d'habitants où le vote est obligatoire sous peine d'amende, 2,6 millions d'électeurs étaient appelés aux urnes, cinq semaines après le premier tour qui était associé à un scrutin législatif. LeMonde.fr 30.11

Haut de page ↗

Le 2 décembre 2014

CAUSERIE

On a ajouté 3 articles + le n°8 de Révolution Communiste du Groupe marxiste internationaliste (GMI), un excellent outil politique.

A propos de notre portail.

21253 visites en novembre et 40433 documents téléchargés, on a pulvérisé nos précédents records ! Et le portail n'est pas du tout connu.

Je n'ai pas le temps de consacrer à figoler les adresses des articles que je mets en ligne et c'est bien dommage, car c'est à partir de là et des mots clés que les internautes tapent dans les moteurs de recherche qu'ils tombent par hasard sur notre site. A vous de le faire connaître.

Aujourd'hui pas grand chose d'intéressant dans l'actualité. J'ai peu travaillé car j'ai dû m'occuper de mes affaires, les tâches domestiques, etc.

La causerie du mois de novembre est disponible au format pdf (Adobe Reader), 264 pages, on peut être crevé après cela, quel boulot de dingue !

Conditionnement.

Autant leur faire dire ce qu'on a envie d'entendre, ensuite ce sera plus facile à faire passer en prétendant qu'ils étaient demandeurs.

Francetv info - Selon un sondage Ipsos pour l'Union mutualiste retraite (UMR) et le mensuel Liaisons sociales magazine, publié lundi 1er décembre.

Une forte majorité de Français (72%) pense qu'il sera nécessaire de faire une nouvelle réforme des retraites dans les deux ans qui viennent. La dernière a pris effet début 2014. Et ils sont encore plus nombreux, 78%, à estimer que l'âge légal du départ à la retraite sera repoussé dans les années à venir au-delà de 62 ans. Francetv info 01.12

Mais pourquoi ne lui a-t-il pas tiré dessus, il aurait pu avoir un revolver au fond de sa poche ?

Un policier du Michigan arrête un homme noir parce qu'il marche avec ses mains dans les poches et que ça «*rend les gens nerveux*». Slate.fr

Il fait peut-être un froid de canard à Pontiac, dans le Michigan, près de Détroit, dans le nord-est des Etats-Unis, mais si vous êtes un homme noir et que vous avez décidé d'aller faire un tour dehors, vous feriez mieux de ne pas garder vos mains dans vos poches. Ou alors vous prenez le risque d'être arrêté par la police parce que ce que vous faites rendent les gens nerveux.

Brandon McKean a publié sur sa page Facebook et sur YouTube une vidéo assez incroyable qui le montre en train de parler avec un policier blanc qui l'a brièvement retenu lors de Thanksgiving, jeudi 27 novembre, alors qu'il était allé faire un tour dehors.

«*Vous étiez en train de marcher... vous rendiez les gens nerveux*», répond l'officier de police quand Brandon McKean lui demande pourquoi il lui a demandé de s'arrêter.

«*Parce que je marchais?*», demande McKean, incrédule.

«*Oui, ils ont dit que vous aviez vos mains dans vos poches*», répond l'officier, qui commence alors à enregistrer la conversation sur son téléphone.

«*Wow! Marcher avec les mains dans ses poches rend les gens nerveux au point d'appeler la police quand il neige dehors.*»

«*Oui*», répond calmement l'officier.

Il lui demande ensuite, étant toujours un peu méfiant:

«*Qu'est-ce que vous faites aujourd'hui?*»

Visiblement, cela énerve McKean:

«*Je marche, avec les mains dans mes poches*»

Et l'officier demande ensuite:

«*Est-ce que cela vous gêne de me parler?*»

«*Un peu ouais*», répond McKean, qui fait au passage référence à «tous ces problèmes avec la police au sein du pays».

Mais l'officier se défend:

«*Nous avons eu beaucoup de cambriolages, donc je vérifie juste que tout va bien.*»

McKean a ensuite publié la vidéo sur Facebook, accompagné de ce commentaire:

«*On m'a demandé d'arrêter de marcher PARCE QUE J'AVAIS LES MAINS DANS MES POCHEs... ETAT POLICIER.*» Slate.fr 01.12

En complément. En voilà une aubaine pour le marché de la sécurité.

- Obama demande 263 millions de dollars au Congrès après Ferguson - Reuters

Le président Barack Obama a demandé lundi au Congrès de voter une enveloppe de 263 millions de dollars (210,5 millions d'euros) pour mieux former et équiper les forces de police afin de prévenir de nouveaux drames comme celui de Ferguson (Missouri) l'été dernier.

Cette somme servira notamment à équiper les policiers de petites caméras portatives lorsqu'ils sont en service. Reuters 01.12

Si j'ai bonne mémoire, depuis le 11 septembre 2001 le marché de la sécurité aux Etats-Unis s'est envolé et avoisine les 100 milliards de dollars (à vérifier).

Guerre interimpérialistes.

- Le rouble dévise et perd 8% en quelques heures face au dollar et à l'euro - AFP

Le pays subit ces derniers mois des fuites massives de capitaux, estimées par la banque centrale à 128 milliards de dollars, et un effondrement du rouble qui a perdu plus du quart de sa valeur face à l'euro depuis le 1er novembre.

En seulement un mois, le rouble a perdu 26% face à l'euro et 27% face au dollar. AFP 01.12

- Russie: fragilisée par les sanctions, Moscou promet le "*Made in Russia*" - AFP

- Crise ukrainienne : Poutine suspend un projet de gazoduc critiqué par l'Europe - LeMonde.fr

- Le baril de pétrole chute à son plus bas niveau en cinq ans - AFP

Le baril de pétrole a chuté lundi à son plus bas niveau depuis cinq ans.

A Londres, le Brent pour livraison en janvier a atteint un plus bas depuis octobre 2009, à 67,53 dollars le baril, tandis que le "*light sweet crude*" (WTI) côté à New York et pour livraison à la même période est tombé au plus bas depuis juillet 2009, à 63,72 dollars le baril. AFP 01.12

- Recul des permis de forage dans le schiste américain - Reuters

Le nombre de permis de forage délivrés pour 12 grands gisements de schiste aux Etats-Unis a reculé de 15% en octobre, selon des données collectées par la société spécialisée DrillingInfo, qui pourraient constituer le premier signe d'un ralentissement attendu du secteur en raison de la chute des cours du pétrole.

"Le premier domino, c'est le prix, qui provoque la chute des autres dominos", souligne Karr Ingham, économiste responsable du Texas PetroIndex, qui fournit une analyse annuelle de la situation du secteur énergétique dans cet Etat. A ses yeux, l'un des premiers "dominos" à chuter après les prix, c'est le nombre de permis.

Directeur général de DrillingInfo, Allen Gilmer souligne que, si les délivrances de permis ont parfois reculé par le passé, il y a cette fois des signes d'un tassement du nombre de puits. Reuters 01.12

ACTUALITÉ DU JOUR

Chut !

- Mesures pro-entreprises : la gauche est-elle sur le point de faire les réformes que la droite n'a pas faites ? - Atlantico.fr

Précisons, qu'elle n'a pas politiquement les moyens de faire, en revanche c'est plus facile quand une partie de la droite se fait passer pour la gauche, le PS et ses satellites, car dans ce cas-là elle bénéficie du soutien ou de la neutralité de la pseudo-gauche, le Front de gauche, et des appareils syndicaux jaunes ou traitres qui cadennassent le mouvement ouvrier.

Les extrémistes se mobilisent.

- Des patrons dans la rue contre une économie "bridée" AFP

- Manifestation de patrons : "Les charges nous asphyxient" - LePoint.fr

- Licenciés économiques: le Medef va proposer un accord non négociable - AFP

Quelques réactions patronales.

"PME cadennassées, libérez nos entreprises !"

"Artisans sacrifiés mais pas résignés"

"Six entreprises de proximité meurent toutes les heures"

Medef, Pierre Gattaz lundi sur Europe 1 : "Nous sommes asphyxiés par ces charges"

Le président de la Confédération des petites et moyennes entreprises(CGPME), Jean-François Roubaud : "très déterminé à aller jusqu'au bout"

Eric Damerio, président de la chambre départementale de Fédération nationale de l'immobilier (Fnaim) des Bouches-du-Rhône : "Les professionnels de l'immobilier sont exaspérés par l'interventionnisme de l'Etat", évoquant "une législation et une fiscalité assassines".

Pierre-Paul Alfonsi, président de l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie (Umih) de la région Paca : "On est poursuivis par des administrations qui nous contrôlent comme si on était des gangsters", ajoutant "l'Urssaf, c'est des racketteurs et la direction du travail, c'est l'extrême gauche". AFP 01.12

En cadeaux en tous genres depuis 1992, les patrons bénéficiés d'exonérations de cotisations sociales ou primes aux bas salaires, emploi gratuit de salariés, suppression de la taxe professionnel et autres aménagements divers de plus de 300 milliards d'euros, combien au juste sans plus près de 500 milliards d'euros toutes aides confondues.

De plus, les actionnaires du CAC 40 se sont partagés chaque année au cours des dernières années entre 30 et 50 milliards d'euros, en 10 ans autour de 300 milliards d'euros. On peu ajouter leurs salaires et leurs retraites mirobolantes, plus les centaines de milliards d'euros qu'ils ont détournés du fisc, évasion fiscale, paradis fiscaux, etc. Bref, il est impossible de savoir à combien

se monte leur richesse aujourd'hui.

Un soutien naturel.

- Valls : C'est difficile pour "certains" chefs d'entreprise - LePoint.fr

Résistance passive

- Réforme Macron: plusieurs barreaux déjà en grève - AFP

- Grève des pilotes, la Lufthansa annule un vol sur deux - Reuters

Sans droit, pas de devoir. A bas l'Etat des capitalistes.

- L'impôt, un devoir citoyen? Seule une petite majorité de Français dit oui - AFP

Déstabilisation et stratégie du chaos.

- Hong-Kong : la fièvre démocratique prend de l'ampleur - Francetv info

- Pékin rejette la mission parlementaire britannique à Hong Kong - LePoint.fr

- Neuf morts dans un attentat lors de funérailles en Afghanistan - Reuters

- Nigeria: des hommes armés attaquent Damaturu dans le nord-est du pays - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

La braderie permanente.

Quel est l'objet de la dernière réunion des dirigeants syndicaux avec leurs partenaires patronaux ? Brader l'allocation versée aux travailleurs licenciés économiques.

Au moins les bureaucrates syndicaux ne pourront pas dire qu'ils ont été pris par surprise ou qu'ils se sont fait "piéger", on le précise car c'est ce que nous sortent régulièrement ceux qui les ménagent ou en sont leurs complices. Lisez, c'est écrit qu'il n'y a rien à négocier... hormis pour les patrons.

AFP - A prendre ou à laisser: le Medef proposera lundi prochain un ultime projet d'accord sur le Contrat de sécurisation professionnelle (CSP), comprenant sans doute une baisse de l'allocation versée aux licenciés économiques bénéficiaires du dispositif.

Organisations syndicales et patronales ont tenu lundi une troisième séance de renégociation du CSP, qui offre aux licenciés économiques une allocation et un accompagnement renforcé vers l'emploi, pour une durée d'un an maximum.

"Il y a deux éléments sur lesquels nous ne reviendrons pas", a dit Jean-François Pilliard, négociateur du Medef, après la séance: la baisse de l'allocation de 80% à 75% du salaire journalier de référence et la création d'une "prime" pour les bénéficiaires trouvant un emploi durable avant la fin de leur CSP.

Pour Eric Aubin (CGT), la question de l'allocation n'est pas un point de blocage: "75% du salaire journalier de référence, cela correspond au minimum à 93% du salaire net", dit-il, en n'excluant pas de "signer" l'accord le 8 décembre.

La CFE-CGC, favorable à l'introduction d'une prime, est en revanche "contre" la baisse de l'allocation. Mais "ce n'est pas un point bloquant", selon Franck Mikula.

De leur côté, la CFDT et Force ouvrière sont nettement plus réservées.

Stéphane Lardy (FO) ne voit, lui, qu'un "mince espoir" de parvenir à un accord. "A ce stade", la baisse de l'allocation n'est

pas acceptable pour FO.

Les négociateurs se sont donné rendez-vous lundi prochain à 8H pour une dernière séance "d'une heure maximum". Le Medef soumettra alors un ultime texte à la signature.

En 2013, environ 120.000 licenciés économiques ont signé un contrat de sécurisation économique. Dans son projet de budget pour 2015, le gouvernement anticipe 144.000 entrées dans le dispositif.

Les licenciés économiques ne contribuent qu'à la marge à la hausse du nombre de demandeurs d'emploi qui, en métropole, étaient 3,46 millions sans activité fin octobre.

Le mois dernier, ils ne représentaient que 2,7% des nouveaux inscrits à Pôle emploi. AFP 01.12

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Turquie

- Ankara submerge Kobani de terroristes de l'ASL - french.irib.ir

Les terroristes opposant au gouvernement syrien examinent l'envoi des renforts, à partir de l'ASL, à Kobani. Selon l'agence de presse Fars, des sources proches du Conseil militaire du groupe terroriste « *Armée Syrienne Libre* », ASL, font part de l'organisation d'une réunion à laquelle ont participé des membres du groupe terroriste « *le Front des Thavar de la Syrie* » (le Front des révolutionnaires de la Syrie) et ceux du groupe « *Coalition de l'Opposition* ».

Selon le journal Al Sharq Al Awsat, citant les sources du Conseil militaire de l'ASL, il y a quelques jours, Jamal Ma'rouf, chef du groupe terroriste « *le Front des Thavar de la Syrie* » (le Front des révolutionnaires de la Syrie) et Hadi Al-Bahra, président de la « *Coalition de l'opposition syrienne* », accompagnés par des membres de ces deux groupes, se sont réunis pour examiner la possibilité de l'envoi d'un nombre plus élevé de terroristes de l'ASL à Kobani.

Cela fait sept mois que les terroristes de Daech lancent des assauts contre la ville syrienne de Kobané mais les combattants kurdes ne leur ont pas permis jusqu'ici de s'infiltrer dans la ville. De leur côté, les Etats-Unis ont mis sur pied une Coalition anti-Daech et ont demandé à la Turquie d'en faire partie.

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a assujéti la coopération d'Ankara avec la Coalition anti-Daech à la permission des Kurdes aux forces de l'ASL voulant entrer à Kobani. Mais les combattants kurdes se sont opposés à cette demande et ont souligné qu'ils ne permettraient jamais aux terroristes de l'ASL d'entrer dans Kobani.

Al Sharq Al Awsat précise que les négociations entre Jamal Ma'rouf et Hadi Al-Bahra n'ont abouti à rien jusqu'ici. french.irib.ir 01.12

Syrie

- Une délégation de la CIA en Syrie - french.irib.ir

Une mission de la CIA s'est rendue, récemment, en Syrie, pour des coordinations sécuritaires, ont fait état des sources bien informées.

«*Une mission américaine s'est rendue, récemment, via le Liban, en Syrie*», ont annoncé, lundi, des sources bien informées au journal libanais "Al-Jumhurria". «*Cette visite se fait, en raison de relations sécuritaires directes entre la Syrie et les Etats-Unis*», toujours, d'après les mêmes sources. Cette mission, qui s'est rendue, via le Liban, en Syrie, comprend des responsables de la CIA, précisent les mêmes sources. «*Cette visite est effectuée, dans le cadre de coordinations, dans la lutte contre Daesh, mais on ignore, encore, les détails, sur cette visite, et les rencontres de la mission américaine*», écrit "Al-Jumhurria". french.irib.ir 01.12

Haut de page ↗

Le 3 décembre 2014

CAUSERIE

Grosse journée de boulot, toute peine mérite salaire, qu'on se le dise... Mais il est vrai que personne ne m'a rien demandé. Effectivement. Il me reste une vingtaine de jours pour y réfléchir.

C'était jour de deuil chez moi aujourd'hui, cela fait un an qu'Yvan est mort, mon fidèle compagnon, mon dogue allemand, il me manque toujours autant, je suis inconsolable. Il était si adorable la brave bête, il n'a jamais grogné sur moi ou attaqué un autre chien, les gosses montaient dessus et lui tiraient les oreilles. Il était toujours à mes côtés et me servait de protection, on faisait une balade d'une heure tous les soirs. Jusqu'au dernier jour il a eu peur que je l'abandonne, je ne sais pas pourquoi, il devait être attaché à moi autant que j'étais attaché à lui il faut croire. Il n'avait pas 9 ans, et durant les dernières années je ne l'ai pas vu vieillir parce que je passais mes journées à bosser comme un forçat pour des prunes.

D'ailleurs je m'en suis voulu, car je n'étais pas à ses côtés lorsqu'il a rendu le dernier souffle, j'étais à ma table de travail, ce fut peut-être mieux ainsi, il a peu souffert sauf les derniers jours et la vétérinaire qui était passée quelques jours plus tôt m'avait fait acheter des médicaments pour un mois, alors qu'il était en train de mourir sous ses yeux. Quand je lui ai dit, elle m'a répondu qu'elle n'avait pas osé me le dire en face, bon j'ai compris après coup et je ne lui en ai pas voulu, à quoi bon, en plus elle est jeune.

Il est 23h51, j'actualise le site sur le serveur et j'écoute quelques morceaux de Satriani en regardant des photos de mon chien, cela me rappellera les morceaux que je fredonnais le soir lors de nos balades, on partageait la même bonne humeur, c'était mon seul moment de détente de la journée, quelque part il m'aidait à vivre et j'ai essayé de lui rendre la vie la plus agréable possible, c'est pour lui que j'avais loué cette maison et ce grand jardin qui m'ont coûté si chères en loyer. Maintenant je peux déménager l'esprit tranquille, il repose en paix au milieu du jardin.

Passons à l'actualité.

Sur les 325 milliards d'euros que la Commission européenne devraient investir dans des projets d'infrastructure ou technologiques dans l'UE, elle ne dispose en réalité que de 21 milliards d'euros. Le reste proviendra d'investisseurs privés, banques, fonds divers.

Ce soir dans une émission de la télévision allemande Deucht Welle, la journaliste a dit que les profits des investisseurs seraient garantis par l'UE. Autrement dit pour eux cela reviendra à miser 304 milliards d'euros en toute sécurité.

Franchement, quel joueur n'aurait pas envie de miser sachant qu'il est sûr d'emporter le jackpot à l'arrivée ?

Génial, non, ce n'est pas pour vous, circulez il n'y a rien à voir.

Apaisement avant la tempête

Transfert de la rente pétrolière des pays producteurs ou du Golfe principalement aux pays consommateurs ou dominants en particuliers, histoire d'alléger la pression excessive qui pèse sur l'économie européenne et diminuer la tension sociale qui menace d'emporter certains régimes, de manière à donner l'impression que la situation s'améliorerait en échange de nouvelles concessions politiques concéder par les chefs d'Etat de l'UE à l'impérialisme américain...

Ce n'est pas parce qu'on traite l'actualité au jour le jour, qu'on perdrait de vue la crise du capitalisme et la situation mondiale ou les échéances politiques qui en font partie ou encore la stratégie politique de l'oligarchie anglo-saxonne qui domine le capitalisme mondial avec ses objectifs, bien au contraire.

On doit admettre que le lecteur qui n'a pas en tête tous ces éléments ou qui n'a pas une vision globale de la situation aura forcément des difficultés à suivre, c'est inévitable et nous n'y pouvons rien.

On essaie de remédier à cet inconvénient en fournissant régulièrement les clés ou grilles de lecture qui permettent d'aborder le développement de la situation ou les événements qui se produisent dans le monde en tenant compte de l'orientation du capitalisme mondiale, ses contraintes et ses échéances ou l'évolution de la situation et de la lutte des classes à cette échelle ou au niveau national, tout dépend de la question ou du sujet que nous avons à traiter. Dans tous les cas de figure on essaie d'intégrer les faits que nous traitons dans un cadre plus large que celui étreint qui nous est proposé par les médias.

Maintenant, on ne peut sans cesse y revenir dans chaque causerie et chacun pourra le comprendre, surtout quand l'actualité est très chargées comme aujourd'hui.

Accumulation dangereuse, car ils ont de plus en plus de mal à gouverner comme avant...

Vous savez ce qui se produit généralement en pareille circonstance...

Crise au sein de tous les partis institutionnels dans un grand nombre de pays sur tous les continents...

Crise en France entre le gouvernement et le patronat...

Rejet en France de la politique du gouvernement par toutes les couches de travailleurs...

Grèves à répétition en Allemagne...

Manifestations de plus en plus violentes en Italie, Grèce, Espagne, France...

Crise entre la Grèce et la troïka...

Limogeage de deux ministres et élections anticipées en Israël...

Crise au sein de l'administration américaine entraînant la "démission" du patron du Pentagone, Chuck Hagel ...

Crise économique qui frappe la Russie...

Affaires de corruption en Allemagne, au Brésil...

Etc. etc. etc.

[Dommage que l'UE n'ait pas le pouvoir de saccager davantage le Code du travail et la Sécurité sociale.](#)

Un regret ou un vœu pour ces porte-parole du patronat.

- Peu de négos sociales au niveau européen - Libération.fr

Dans cet article très court, Libération regrettait semble-t-il que l'Union européenne n'ait pas le pouvoir d'imposer au gouvernement français (notamment) une révision du Code du travail en faveur du patronat ou de s'attaquer davantage à la Sécurité sociale, leurs arrière-pensées devaient porter sur les exonérations de cotisations sociales :

"Les compétences de l'Union étant très réduites dans le domaine social, nul besoin de se battre sur ce front qui restera sans doute longtemps national. Les compétences sociales de l'UE sont limitées à quelques domaines (sécurité, santé, conditions de travail...) et, pour les importants d'entre eux, verrouillés par le vote à l'unanimité (sécurité sociale, protection des travailleurs en cas de licenciement, accès à l'emploi des étrangers)." Libération.fr 02.12

Le lobbying des multinationales compense.

Libération.fr - Depuis 1999, le dialogue social s'est ensablé. Un autre acteur pèse de tout son poids à Bruxelles, l'European Round Table, créé en 1983 et qui regroupe les 49 plus grands industriels européens. Il se réunit à la veille de chaque sommet européen pour envoyer aux chefs d'Etat et de gouvernement leur feuille de route. Libération.fr 02.12

L'European Round Table.

Participants à la réunion annuelle du groupe Bilderberg en 2007 :Etienne Davignon.

Etienne Davignon Président du Groupe de Bilderberg, président et fondateur de l'European Round Table (lobbie des multinationales européennes auprès de la Commission Européenne), ex vice-président de la Commission Européenne, membre de la Commission Trilatérale, membre du directoire du think tank Centre for European Policy Studies, ancien ministre belge des affaires étrangères, président de l'Association pour l'union monétaire en Europe, premier président de l'Agence Internationale de l'Energie, président de la Société Générale de Belgique, vice-président de Suez-Tractebel, administrateur de Kissinger Associates, Fortis, Accor, Fiat, Suez, BASF, Solvay, Gilead, Anglo-american Mining, entre autres...

Le pouvoir que concentre entre ses mains Etienne Davignon vient de son mentor Kissinger, 91 ans, pilier du groupe Bilderberg depuis 50 ans.

On aura compris qui sont les véritables donneurs d'ordres de la "feuille de route remise par l'European Round Table aux chefs d'Etat et de gouvernement la veille de chaque sommet européen. Qui en dehors de l'European Round Table détient un tel pouvoir à Bruxelles ? Personne, l'oligarchie règne en maître absolue.

ACTUALITE EN TITRES

Tas de ferraille !

- GM rappelle 316.000 véhicules pour un problème de phares - Reuters

Sondage garantie 100% sur mesure.

- La gauche à son plus bas historique... si les législatives avaient lieu demain - 20minutes.fr

Un sondage basé sur un taux de participation de... 100% à des élections législatives.

L'UE officine de répression.

- Les pêcheurs protestent contre la baisse de nouveaux quotas - Francetv info

Les artisans-pêcheurs ne veulent pas des nouveaux quotas de pêches demandés par l'Europe. Francetv info 02.12

On pourrait comprendre ces quotas, mais dans la mesure où en dehors de l'UE les autres pêcheurs ne sont pas frappés par les mêmes restrictions, cela revient à favoriser la pêche au coût du travail le plus bas comme dans tous les autres secteurs économiques. Du coup on comprend la colère des pêcheurs qui se disent victimes d'une mesure injuste.

J'imagine que les crétins d'écologistes et de la pseudo-gauche et extrême gauche soutiennent l'UE, non ?

Nous nous combattons pour mettre fin au capitalisme qui ravage notre planète et ses ressources à l'échelle mondiale.

- Déchets: l'UE inflige des dizaines de millions d'amendes à l'Italie - AFP

Venez donc voir ici ce qu'on se coltine en matière de déchets ! Même remarque que pour les pêcheurs.

Personne ne nous soupçonnera de soutenir le gouvernement italien, ce qui se passe en Italie avec les déchets est le produit de la politique d'austérité imposée par Bruxelles à tous les pays de l'UE que les gouvernements successifs en Italie ont appliqué à la lettre.

L'Italie n'a plus d'argent pour traiter ses déchets. Si maintenant la survie et les besoins du capitalisme sont devenus incompatibles avec le traitement des déchets, alors finissons-en avec le capitalisme et la question sera réglée.

Corruption

- La corruption frappe durement les pays développés, selon l'OCDE - LePoint.fr

- Perquisitions chez Airbus en Allemagne pour soupçons de corruption - AFP

Des perquisitions ont été menées par le Parquet de Munich (sud de l'Allemagne) dans des locaux du groupe Airbus en raison de soupçons de corruption sur des contrats avec l'Arabie saoudite et la Roumanie, révèle le quotidien allemand Süddeutsche AFP 02.12

Ah les "grandes oreilles" !

- Arnaud Montebourg a-t-il sous estimé la valeur de son appartement parisien ? - Francetv info

L'appartement qu'il occupait est mis en vente à un prix 54% plus élevé que le montant mentionné dans sa déclaration patrimoine. Francetv info 02.12

[France. Crise du régime. Ils ne veulent pas en assumer la responsabilité.](#)

- Patronat-gouvernement: l'incessante rengaine "*Je t'aime, moi non plus*" - AFP

"*Il y a le jeu de rôle et la part théâtrale qu'il faut toujours prendre en compte*", analyse Bernard Vivier, directeur de l'Institut du travail. AFP 02.12

- Cambadélis: le Medef a "*pris la tête de l'opposition*" - AFP

- Le pacte de responsabilité est "*un échec*", selon Emmanuel Macron - Francetv info

Vieilles peaux.

- UMP: ces ex-Premiers ministres qui ne veulent pas du comité "*naphaline*" - L'Express.fr

[L'Otan traite la Russie comme un pays dominé qui doit se soumettre à son diktat au même titre que l'Irak par exemple .](#)

- L'Otan condamne le renforcement militaire russe en Crimée - Reuters

[La provocation-récréation est terminée.](#)

- Hong Kong : les fondateurs du mouvement prodémocratie appellent les manifestant à "*battre en retraite*" - Francetv info

- Hong Kong : Occupy central, le début de la fin ? - L'obs

- Le mouvement prodémocratie en pleine déroute à Hongkong - LeFigaro.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

[En famille \(élargie\). Voilà qui ne devrait pas rassurer les Palestiniens.](#)

On pourrait se dire que c'est une bonne chose, parce que cela va alimenter la crise politique en Israël... Pourquoi pas. En fait pas du tout, car Netanyahu compte rempiler à l'issue des prochaines élections où son parti le Likoud est donné favori... et former un gouvernement encore plus à droite, donc d'extrême extrême droite.

Et puis l'Etat sioniste s'est assis pendant 66 ans sur toutes les résolutions votées par l'ONU, donc il n'y a aucune raison qu'il change d'attitude, tout comme les Etats-Unis à l'égard de Cuba par exemple.

- Les députés français votent pour la reconnaissance de l'Etat palestinien - AFP

L'Assemblée a adopté mardi à une large majorité, en dépit de l'opposition de la droite, la résolution socialiste sur la reconnaissance de l'Etat palestinien, un texte à portée symbolique au moment où les Palestiniens tentent de faire avancer leur cause à l'ONU.

Le ministre palestinien des Affaires étrangères Riyad al-Malki a aussitôt "*remercié le Parlement et le peuple français*" alors que l'ambassade d'Israël en France a jugé qu'il allait "*éloigner les possibilités d'arriver à un accord*" de paix.

Dans le sillage de leurs homologues britanniques et espagnols, les députés français ont "*invité*", par une majorité de 339 voix contre 151, leur gouvernement à reconnaître officiellement l'Etat palestinien "*en vue d'obtenir un règlement définitif du conflit*".

La quasi-totalité des socialistes, l'ensemble des écologistes et du Front de gauche, les deux-tiers des radicaux de gauche et

une poignée d'UMP (9) et d'UDI (4) ont voté pour le texte, tandis que la grande majorité de l'UMP et la moitié de l'UDI ont voté contre. Seize députés se sont abstenus, dont les deux FN, alors que 48 UMP, 8 UDI et 6 radicaux de gauche n'ont pas pris part au vote.

Laurent Fabius était absent mardi car en déplacement à Bruxelles où il devait notamment parler de la Palestine avec ses collègues de l'Otan. (Allié d'Israël. - ndlr) AFP 02.12

- Reconnaissance de la Palestine : pour la LDJ, les députés sont des « nazis » - Liberation.fr

Pas ceux de Kiev qui comptent dans leurs rangs des néonazis ouvertement antisémites. Qu'est-ce qu'on est bête parfois, comme la FDJ !

En famille (élargie). La gauche décomposée ou l'internationale contre-révolutionnaire

- « Qui est organisé en Internationale ? Les banques. Plus la gauche » - libération.fr

En tournée lundi à Paris, Gregor Gysi, chef des députés Die Linke au Bundestag, demande aux partis pro-européens de se réveiller.

Lundi, accompagné de son homologue du PCF André Chassaigne et de l'ex-député communiste de Seine-Saint-Denis, Jean-Pierre Brard, il a donc vu à la fois le centriste Jean-Christophe Lagarde, le président du Conseil constitutionnel Jean-Louis Debré et celui de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone. Tout comme le patron du PCF Pierre Laurent et l'ex-candidat à la présidentielle Jean-Luc Mélenchon.

« Si on sort de l'euro, plus aucun pays européen n'aura son mot à dire face à la Chine, l'Inde, le Brésil, les Etats-Unis », fait-il valoir après avoir plaidé pour que les partis pro-européens, de gauche comme de droite, portent un « discours positif » sur la construction européenne, actant des « points d'accord » sur le sujet avec les personnalités du centre et socialistes rencontrés lundi. « Il y a deux ou trois ans, cela était encore impossible, dit-il, ça ne réduit pas nos différences mais il faut faire quelque chose avant que les antieuropéens ne l'emportent ». libération.fr 02.12

Ne parlez pas de confusion, mais plutôt de collusion d'intérêts sur le dos des travailleurs. Gregor Gysi réalise l'union nationale du centre, en réalité la droite, jusqu'à Mélenchon. Et après ces gens-là seraient de gauche ? Cela doit être une mauvaise blague.

Une supercherie à bout de souffle.

Le soit-disant modèle social des pays scandinaves n'est que la mouture congelée de l'"Etat providence", des "Trente glorieuses", des "Jours heureux", du réformisme bourgeois des pays du sud de l'Europe, qu'on nous sert ou qu'on nous a servi sans interruption depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, qui confrontée à l'épreuve des convulsions que connaît à nouveau le capitalisme mondial et profitant de l'état de putréfaction avancée du mouvement ouvrier international, s'est mis à fondre ou à partir en morceaux favorisant l'extrême droite.

Bref, le scénario classique pour qui a étudié un tant soit peu l'histoire du XXe siècle, particulièrement celle de la lutte des classes depuis les années 30, qu'on voit se reproduire à des degrés différents dans tous les pays en Europe.

La question réforme sociale ou révolution mérite-t-elle encore d'être posée ? Il faut être sourd, aveugle et d'une mauvaise foi incurable pour ne pas comprendre que le réformisme est l'ennemi du socialisme et des intérêts fondamentaux des travailleurs, car lorsque le jour a sonné d'y mettre un terme parce que les besoins du capitalisme l'exige et que les conditions politiques sont réunies, il est trop tard pour comprendre quelle en était la nature et pour s'y opposer efficacement. Tous nos droits sociaux sont attaqués, amputés, liquidés les uns après les autres, en guise de progrès social vous vous apercevez qu'au bout du compte le réformisme vous avait réservé exactement le contraire, et parce que vous (les masses) êtes théoriquement désarmé et impuissant politiquement pour affronter le capital, il ne vous reste plus qu'à vous lamenter sur votre triste sort, qu'à contempler l'ampleur du désastre, au pire à vous accommoder de la situation et la subir sans réagir, ou au contraire vous dire qu'on ne vous y reprendra plus et lutter dans la perspective du renversement du régime en place, pour le socialisme.

Réforme sociale ou révolution, propriété privée des moyens de production ou propriété collective des moyens de production, dictature du capital ou dictature du prolétariat, barbarie ou socialisme, ceux qui refusent d'admettre que ce sont les seules alternatives politiques possibles, ceux qui refusent de trancher, de choisir entre l'un et l'autre, qui tergiversent sans fin, sont condamnés à mort politiquement et à rejoindre la cohorte des opportunistes ou traîtres, révisionnistes en tous genres qui s'adaptent au régime, par crainte de l'affronter ou parce qu'ils ne croient pas que ce serait possible de le vaincre, parce qu'ils n'ont pas confiance dans la capacité de la classe ouvrière à réaliser la tâche historique qui lui revient d'accomplir, s'emparer du pouvoir politique et s'attaquer au règne de l'exploitation de l'homme par l'homme qu'incarne aujourd'hui l'impérialisme pourrissant.

Nous avons connu une époque où il n'y avait pas de chômage, où les salaires augmentaient de 10 à 15% ou plus par an, où il

était possible d'améliorer son niveau de vie, de trouver un emploi correspondant à son diplôme ou sa qualification, de progresser socialement, etc. c'était dans les années 70. Le capitalisme et le réformisme n'ont produit aucun miracle à cette époque, nous avons simplement profité des avantages liés à la reconstruction après quatre ans de guerre mondiale dévastatrice et une période d'expansion économique en grande partie artificielle ou basée sur le crédit ou l'endettement. Une fois cette période terminée, que l'on pourrait comparer à une montagne qu'on aurait gravie sans peine sans jamais atteindre le sommet, il était tant d'aborder la descente pour se retrouver confronter à nouveau aux mêmes difficultés qu'autrefois, en pire, car ayant acquis entre temps des besoins nouveaux impossibles à satisfaire, un mode de vie auquel on s'accroche désespérément avant que la chute finale ne se produise, nos amis grecs et portugais en savent quelque chose, irlandais, islandais, italiens, espagnols dans une moindre mesure, jusqu'à présent...

Le réformisme nous fait aussi penser à un joueur qui aurait beaucoup gagné et tout perdu par la suite. C'est notre ennemi qui tient notre sort entre ses mains, qui est aux commandes, qui appuie sur le bouton et dit stop, finie la récréation, tout le monde en rang et marchez au pas maintenant, et gare à celui qui n'obéit pas, il est éliminé du marché, de la société, parfois simplement parce qu'il n'a plus besoin de vous. Il vous jette, il est d'une violence inouïe, il est d'un cynisme effrayant et vous voulez le ménager avec vos réformes. Et nous pendant ce temps-là, on devrait craindre la révolution, d'affronter le capital, de rompre avec lui, le socialisme.

En réalité, en adoptant cette attitude on a faux sur toute la ligne, mais on refuse de l'admettre, cette obstination malsaine nous sera fatale, nous la combattons parce qu'elle nous condamne à subir le même destin, l'humanité entière car notre vision politique se situe à cette échelle. Vous ne pouvez pas imaginer combien de peuples innocents ont été saignés ou sacrifiés pour ces réformes qui finalement avaient un contenu purement individualiste, social-patriote, en échange ils ont eu le droit au sous-développement et des régimes despotiques, des guerres, des famines, des génocides.

On n'aborde pas le réformisme et ses conséquences désastreuses pour le prolétariat mondial sur le plan de la morale ou pour donner mauvaise conscience à ceux qui verseraient dans le réformisme, mais uniquement sur le plan politique, ne confondez pas avec la pseudo-extrême gauche qui a troqué l'internationalisme prolétarien pour le tiers-mondisme ou qui joue les redresseurs de conscience qui voudraient leur inculquer à tous prix leur mode de pensée alors que les rapports sociaux de production dans leur pays demeurent inchangés ou qu'ils continuent de vivre dans des pays économiquement sous-développés ou plutôt pillés par les multinationales des grandes puissances qui ne sont pas seulement occidentales. A suivre.

[Un sujet d'actualité pour illustrer notre propos.](#)

- La Suède face à l'essoufflement de son modèle social - LeFigaro.fr

- Suède: l'extrême droite cherche à faire tomber le gouvernement - AFP

L'extrême droite suédoise a plongé mardi le pays dans une crise politique inédite en mettant en minorité le gouvernement de gauche par son soutien au projet de budget de l'opposition.

"*Nous allons donner nos suffrages au budget de l'Alliance*" (opposition de centre droit), a annoncé lors d'une conférence de presse à Stockholm le président par intérim du parti Mattias Karlsson.

Le gouvernement, au pouvoir depuis seulement deux mois, s'est retrouvé obligé de négocier une issue avec les autres partis, ceux de l'Alliance (centre droit) qu'il a battus lors des législatives de septembre.

Le Parlement a le projet de budget 2015 inscrit à son ordre du jour de mercredi. Mais le vote pourrait être repoussé si le gouvernement (sociaux-démocrates et Verts) et l'Alliance se mettaient d'accord.

Lors d'une conférence de presse, le Premier ministre Stefan Löfven a indiqué qu'il invitait à discuter d'un nouveau budget les responsables des quatre partis de l'opposition de centre droit (conservateurs, libéraux, centristes agrariens et chrétiens-démocrates) dès mardi soir.

"*Le gouvernement prendra ses responsabilités. Et je suis prêt à collaborer au-delà des blocs*", a-t-il déclaré.

"*Quatre ou cinq pistes peuvent être explorées*", a-t-il ajouté, n'excluant pas de démissionner comme il l'avait évoqué dans la presse mardi matin.

L'opposition de centre droit a jusqu'à présent affirmé qu'elle ne soutiendrait pas le budget gouvernemental.

"*Stefan Löfven fait désormais tout pour faire porter la responsabilité à quelqu'un d'autre, alors qu'elle est celle de Stefan Löfven*", a dit la présidente du groupe parlementaire des Modérés (conservateurs), Anna Kinberg Batra à l'agence de presse suédoise TT, soulignant les différences entre les deux budgets.

Dans le meilleur des cas, un compromis pourrait être trouvé en commission parlementaire. Dans le pire des cas, la crise ne pourrait être résolue que par de nouvelles élections législatives.

"Une possible sortie est que les renégociations du budget en commission des Finances soient rompues et que Stefan Löfven démissionne, alors il y aura un remaniement en premier lieu", a déclaré la politologue Jenny Madestam à TT.

Le seul scénario exclu est que le gouvernement ou l'opposition de centre droit négocient avec l'extrême droite.

Les Démocrates de Suède (SD) sont le troisième parti du pays avec 49 sièges sur 349, et ont affirmé leur ligne anti-immigration.

"Nous tâcherons de faire tomber tout gouvernement ou proposition de budget qui soutient une hausse de l'immigration et donne aux Verts une influence décisive sur la politique d'immigration", ont-ils indiqué mercredi.

Cette décision met le pays dans une situation exceptionnellement compliquée, avec trois blocs distincts en présence.

Le choix des Démocrates de Suède est largement soutenu par les électeurs d'extrême droite : un sondage publié par le quotidien Aftonbladet mardi montrait que 71% de leurs sympathisants étaient favorables à une chute du gouvernement.

"Il est raisonnable de parler avec nous et d'entendre ce que nos quelque 800.000 électeurs pensent", a souligné M. Karlsson.

Il a expliqué la décision du parti par la nécessité de mettre en lumière les coûts liés à l'accueil des migrants, estimant que les dépenses contenues dans le projet de budget étaient sous-financées à cause du nombre croissant de réfugiés accueillis par la Suède.

L'extrême droite n'a annoncé sa décision qu'à l'issue d'une conférence de presse de plus d'une demi-heure, profitant de l'audience pour plaider longuement contre une politique d'immigration qualifiée d'"extrême".

Pour une éditorialiste du quotidien Dagens Nyheter, *"SD a réussi à nous amener exactement où ils voulaient, ils ont réussi à attirer l'attention (...). Ils nous ont obligés à écouter leurs leitmotiv (...) : asile, immigration, asile, immigration. C'était comme une agression mentale".*

Le Parlement suédois est sorti des législatives de septembre divisé entre une gauche minoritaire (158 députés), un centre droit battu après huit années de réformes d'inspiration libérale au pouvoir (142 députés) et une extrême droite en pleine ascension.
AFP 02.12

Ils n'ont pas eu Assange, attraperont-ils Snowden ?

- Le « *prix Nobel alternatif* » décerné à Edward Snowden au Parlement suédois - Le Monde.fr 02.12

Comme le raconte le Guardian, la cérémonie a eu lieu au Parlement suédois, devant de nombreux députés, qui ont salué l'annonce par une standing ovation. Toujours exilé à Moscou, Edward Snowden n'était pas présent pour recevoir son prix, qui est symboliquement resté sur scène malgré la présence de membres de sa famille dans la salle.

*« M. Snowden, votre Right Livelihood Award vous attend. Nous faisons confiance à la Suède pour qu'elle fasse son possible pour que vous puissiez venir chercher votre récompense dans un avenir très proche », a déclaré sur scène Jakob Von Uexküll, le créateur des Right Livelihood Award (un « *prix Nobel alternatif* » qui existe depuis 1980 et qui n'est pas lié à la fondation Nobel).*

Edward Snowden, recherché et inculpé aux Etats-Unis pour espionnage, ne prend pas le risque de sortir de Russie, où il a reçu la permission de vivre pendant trois ans. Comme à son habitude pour ses interventions publiques, il s'est exprimé par webcam devant les député suédois, pour réaffirmer qu'il ne regrettait rien. Le Monde.fr 02.12

Commentaire d'un internaute.

- *"Bizarrement ni Assange ni Wikileaks n'ont reçu ce prix. Ah oui c'est en Suède. Comme quoi il y a des limites même aux bonnes idées..."*

Dites plutôt que le populisme ou la démagogie ne connaissent pas de limites...

Et puis, Snowden, il n'a fait que révéler ce que nous savions depuis des lustres, à savoir que l'espionnage n'avait pas disparu au

début des années 90, et qu'avec l'avènement de la communication électronique ou Internet, il leur serait possible dorénavant de surveiller l'ensemble de la population.

Assange et Wikileaks qui ont révélé les petits secrets de famille des chancelleries n'ont pas davantage contribué à faire avancer la lutte des classes contre le capitalisme, ils ont au contraire contribué à faire en sorte que ses représentants justifient leur culture du secret qu'une large partie de la population a approuvée.

Il y en a qui se satisfont d'un os à ronger parce qu'ils sont rassasiés, nous, nous faisons partie de ceux qui resteront sur leur faim aussi longtemps qu'il restera un ventre criant famine dans le monde.

Un jour un militant du NPA m'a interpellé violemment dans un courriel, après avoir cru percevoir dans mon comportement une dérive "*conspirationniste*", alors qu'en réalité je suis hermétique à cette théorie pour savoir qu'elle était en réalité avant tout le fait de notre ennemi, ce qu'apparemment il ignorait, comme d'ailleurs tous ceux qui refusent d'aborder cette question ou qui la méprisent, et qui par conséquent sont incapables de comprendre la stratégie politique de l'oligarchie financière qui influe sur l'orientation du capitalisme mondial et ses institutions.

France. Parole de gendarme.

- Rémi Fraisse: aucune faute des gendarmes selon l'enquête administrative - AFP

L'enquête administrative, diligentée après la mort fin octobre de Rémi Fraisse sur le site du barrage contesté de Sivens, a écarté toute faute professionnelle des gendarmes, des conclusions qualifiées de mensonges par l'avocat de la famille du militant écologiste.

"Il ressort clairement que la mort de Rémi Fraisse est imputable à l'explosion d'une grenade offensive", l'enquête, demandée début novembre par le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve à l'Inspection générale de la gendarmerie (IGGN), s'en remet à la justice "pour déterminer l'exacte responsabilité et le degré de responsabilité du lanceur".

C'est le chef de l'inspection générale de la gendarmerie nationale, le général Pierre Renault, qui a présenté mardi soir devant la commission des Lois de l'Assemblée nationale ces conclusions, très attendues après les manifestations contre les violences policières qui ont eu lieu ces dernières semaines.

"En l'état des informations recueillies dans cette enquête et au plan strictement administratif, je ne dispose pas d'élément permettant de caractériser une faute professionnelle", a-t-il déclaré lors de son audition.

Interrogé par l'AFP, l'avocat de la famille de Rémi Fraisse, Me Arié Halimi, a estimé que "*chaque phrase de cette audition est un mensonge*". "*La famille avait demandé la vérité au président de la République, elle est contrainte de constater que le mensonge est encore plus lourd et encore plus cynique*", a affirmé Me Halimi.

"Le directeur de la gendarmerie nationale Denis Favier avait déjà déclaré qu'il n'y avait pas de fautes et qu'il soutiendrait ses hommes quoi qu'il arrive. Le général Pierre Renault lui a obéi", a-t-il ajouté.

L'enquête administrative s'appuie sur des entretiens par l'IGGN des autorités préfectorales et des gendarmes engagés mais aussi sur des documents et vidéos prises par la gendarmerie, qui ont été versées à l'information judiciaire.

En revanche, les auditions réalisées dans le cadre de l'enquête judiciaire, n'ont pas été utilisées par l'IGGN.

Ce rapport a été remis aux deux juges d'instruction toulousains chargés de l'enquête judiciaire.

Pour l'Inspection générale, la nuit où Rémi Fraisse est mort, "*l'emploi de la force puis l'usage des armes se sont imposés très rapidement*". Elle souligne toutefois que la préparation de la manifestation plus tôt dans l'après-midi du 25 octobre, "*privilegiait la concertation avec les organisateurs et le souci d'apaisement*".

Ces conclusions ne sont "*pas une surprise*", a réagi Ben Lefetey, porte-parole du Collectif pour la sauvegarde de la zone humide du Tester, qui regroupe les associations opposées au projet de retenue d'eau. "*La gendarmerie couvre ses gendarmes, comme depuis le début. On attend beaucoup plus de l'enquête judiciaire*", a-t-il déclaré.

Pour lui, "*la question reste posée: pourquoi le gouvernement a pris la décision de faire prendre des risques à ses forces de l'ordre et aux manifestants pour garder un bout de grillage alors que le même gouvernement recommandait de suspendre le projet?*".

AFP 02.12

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

Selon un parlementaire américain interviewé ce soir par Russia Today (infos de 18h), Ashton Carter serait un chaud partisan de l'intervention américaine au Moyen-Orient contrairement à Chuck Hagel.

1.1- Obama s'apprête à nommer Ashton Carter à la tête du Pentagone - AFP

Le président américain Barack Obama s'apprête à nommer Ashton Carter, ex-secrétaire adjoint à la Défense, à la tête du Pentagone en remplacement de Chuck Hagel, selon plusieurs médias américains.

Ashton Carter fut secrétaire adjoint à la Défense de Leon Panetta entre octobre 2011 et décembre 2013. Auparavant, il a occupé le poste de sous-secrétaire à la Défense chargé des acquisitions.

Expert des questions budgétaires, diplômé d'histoire médiévale et de physique, M. Carter est marié et père de deux enfants.

Le sénateur républicain John McCain, a jugé que ce dernier avait les qualités requises pour le poste. Cependant, a-t-il souligné, *"il aura peu ou pas d'influence du tout sur les décisions cruciales en matière de sécurité nationale"*.

Peut-il être l'homme de la situation pour mener la lutte contre l'organisation de l'Etat islamique en Irak et en Syrie ? *"Non"*, a répondu, catégorique, M. McCain.

"Personne ne le peut, car la Maison Blanche, si l'on croit ses trois prédécesseurs, concentre toutes les décisions entre les mains d'une poignée de gens (...) qui n'ont qu'une seule chose en commun: ils ne connaissent rien à l'armée", a-t-il ironisé. AFP 02.12

C'est peut-être pour cette raison qu'Obama l'a désigné pour remplacer Chuck Hagel, cela laissera les mains libres au clan qui au sein de l'administration américaine et du Pentagone entendent dicter la politique étrangère américaine, Obama et Carter leur serviront de couvertures et prendront les coups à leur place, bon c'est relativement bien payé pour faire ce job.

1.2 - Le département d'Etat américain fait main basse sur l'Ukraine.

- Ukraine: une Américaine et deux autres étrangers entrent au nouveau gouvernement - AFP

L'Ukraine s'est dotée mardi d'un nouveau gouvernement pro-occidental incluant une Américaine, un Géorgien et un Lituanien à des postes clés, censés aider le pays à sortir d'une grave crise économique et à faire face au sanglant conflit armé dans l'Est.

Ces nominations surviennent alors que, sur le terrain, des trêves ont été annoncées dans les combats entre les séparatistes prorusses et l'armée ukrainienne dans la zone de l'aéroport de Donetsk et dans la région de Lougansk, les points les plus chauds.

"Nous devons intégrer dans notre gouvernement les meilleures compétences internationales", a déclaré le président Petro Porochenko.

Natalie Jaresko, une Américaine d'origine ukrainienne ayant travaillé pour le département d'Etat américain et pour un fonds d'investissement ukrainien financé par le Congrès des Etats-Unis, se retrouve ainsi ministre des Finances.

Interrogée sur cette nomination, la porte-parole du département d'Etat à Washington a assuré que les Etats-Unis *"n'avaient rien à faire du tout avec cela"*. *"C'est le choix du peuple ukrainien et de leurs représentants élus"*, a affirmé Marie Harf.

Le Lituanien Aivaras Abromavicius, co-dirigeant d'un fonds d'investissement suédois, devient ministre de l'Economie, et le Géorgien Alexander Kvitachvili, ex-ministre de la Santé en Géorgie, hérite du ministère de la Santé.

Le président Porochenko a indiqué leur avoir octroyé la citoyenneté ukrainienne mardi matin, juste avant leur nomination.

L'Ukraine s'est vu promettre plusieurs milliards de dollars d'aide internationale si elle s'engage à mener des réformes économiques.

"2015 sera encore plus difficile que cette année", a déclaré le Premier ministre Arseni Iatseniouk aux députés avant le vote. "Nous sommes prêts aux réformes les plus radicales, les plus difficiles et les plus efficaces." AFP et Reuters 02.12

Et sans fard.

- Otan: la Russie critiquée pour son appui aux séparatistes ukrainiens - AFP

2- Israël

- Israël: Netanyahu appelle à des élections anticipées - AFP

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a limogé mardi deux ministres centristes jugés trop critiques et a appelé à des législatives anticipées qui pourraient lui permettre de former un gouvernement encore plus à droite.

La Knesset, le Parlement israélien, commencera mercredi à examiner un projet de loi de dissolution. La procédure pourrait s'achever le jour même ou lundi, selon la radio publique.

Dès mardi soir, M. Netanyahu a précipité la crise en limogeant les deux principaux frondeurs de son gouvernement de coalition, le ministre des Finances Yaïr Lapid, figure du centre-droit et champion de la classe moyenne, et la ministre de la Justice Tzipi Livni, qui incarne le centre-gauche.

"Dans l'état actuel des choses, je ne peux pas diriger le pays", a déclaré M. Netanyahu en conférence de presse. "Ce gouvernement, depuis sa prise de fonction, a été marqué par les confrontations", a-t-il dit, accusant M. Lapid et Mme Livni d'avoir "agi contre le gouvernement de l'intérieur". "En un mot, ça s'appelle un putsch".

Le parti de M. Lapid, Yesh Atid, a conspué un "acte peureux" et un porte-parole a affirmé à l'AFP que les quatre autres ministres de cette formation allaient démissionner dans la soirée.

Mme Livni a réagi en affirmant que les élections à venir offriraient aux électeurs le choix entre son "sionisme" et "l'extrémisme" du Premier ministre.

Si M. Netanyahu est décidé à aller vers de nouvelles élections, c'est que les sondages semblent assurer à celui qui a déjà été trois fois Premier ministre de se succéder à lui-même.

Il pourrait même, selon les experts, se ménager une coalition gouvernementale moins turbulente que l'actuelle, en s'élargissant à sa droite, du côté des ultra-nationalistes et des formations religieuses.

"Les partis de droite ont la majorité selon les sondages, ce qui signifie qu'il y a de grandes chances que M. Netanyahu conserve son poste", estime le politologue Abraham Diskin.

Une coalition gouvernementale plus à droite pourrait rendre encore plus vains les efforts pour une reprise des négociations sur le processus de paix israélo-palestinien.

Si M. Netanyahu cherche à avoir les coudées franches, c'est parce que son gouvernement se déchire depuis plusieurs semaines, notamment sur son projet de loi controversé visant à renforcer le caractère "juif" de l'Etat.

Une fois la dissolution votée, la composition du gouvernement ne peut plus être modifiée et M. Netanyahu se ménage ainsi un cabinet moins turbulent pour gérer les affaires courantes jusqu'aux élections anticipées qui pourraient avoir lieu en mars ou avril 2015.

Pour les médias, une véritable "guerre des chefs" se jouait au gouvernement entre MM. Netanyahu et Lapid, chef de la formation de centre-droit Yesh Atid devenue le premier parti avec 19 députés depuis que le Likoud (18 députés) s'est séparé du parti ultranationaliste Israël Beiteinou (13 députés).

M. Netanyahu avait présenté lundi à M. Lapid cinq exigences pour sauver le gouvernement, parmi lesquelles le retrait de son projet de suppression de la TVA sur les achats immobiliers, la fin des critiques sur la colonisation israélienne à Jérusalem-Est annexée, qui suscitent des levées de boucliers à l'étranger, et le soutien au projet de loi sur l'Etat "juif".

M. Lapid a rejeté cet ultimatum et accusé M. Netanyahu "d'irresponsabilité" en poussant "à des élections superflues".

Le Likoud est actuellement crédité de 23 sièges, moins qu'en juillet où, en pleine guerre dans la bande de Gaza, les sondages lui

en allouaient 31.

Pour former une majorité, M. Netanyahu a d'ores et déjà contacté les partis ultra-orthodoxes, relégués dans l'opposition alors qu'il les considère comme des "alliés naturels du Likoud", selon les médias.

Le Foyer Juif du ministre de l'Economie Naftali Bennett, un parti nationaliste religieux et fervent partisan de la colonisation (12 députés), est présenté comme la formation qui devrait connaître la plus forte progression aux prochaines législatives.

De même, le très populaire Moshé Kahlon, un ancien ministre du Likoud, a créé un parti centriste qui concurrence Yesh Atid sur le créneau de la défense de la classe moyenne. Il pourrait remporter neuf sièges, au détriment du parti de M. Lapid.

L'incertitude politique a fait plonger mardi le shekel à son niveau le plus bas depuis plus de deux ans. AFP 02.12

3- Irak - Iran

- L'Iran frappe à son tour l'Etat islamique en Irak - LeMonde.fr

Le contre-amiral John Kirby, porte-parole du Pentagone, a reconnu que ce dernier disposait d'« indications » suggérant que les Iraniens « ont lancé des raids aériens avec des avions F-4 Phantom ces derniers jours » en Irak. Ses déclarations intervenaient après que la chaîne Al-Jazeera a montré des images d'avions semblant être des chasseurs F-4, similaires à ceux utilisés par l'armée de l'air iranienne. Ces avions attaquaient des cibles dans la province de Diyala, frontalière de l'Iran.

M. Kirby a cependant précisé : « rien n'a changé concernant notre politique selon laquelle nous ne coordonnons pas nos activités avec les Iraniens ». En septembre, l'ayatollah Ali Khamenei avait refusé de rejoindre la coalition, estimant que les Etats-Unis avaient « les mains entachées » dans ce conflit. L'Iran n'avait par ailleurs pas été convié à la conférence de lancement de la coalition.

Le Pentagone en a ainsi appelé à la responsabilité du gouvernement irakien de coordonner les frappes internationales menées sur son territoire.

« Nous effectuons des missions aériennes au-dessus de l'Irak. Nous les menons après nous être concertés avec le gouvernement irakien. Il revient au gouvernement irakien de gérer cet espace aérien ».

L'armée iranienne est active au sol, assistant les milices chiites ainsi que des unités de l'armée irakienne, mais c'est la première fois que Washington confirme des raids aériens menés par des avions de chasse iraniens contre le groupe EI. L'Iran, qui entretient des liens étroits avec Bagdad, a également mis à la disposition de l'Irak des avions de type Soukhoï Su-25. LeMonde.fr 02.12

ECONOMIE

1- Pétrole

Que cela ne tienne!

La Russie annonce qu'elle renonce à un coûteux projet de gazoduc, parce qu'elle en a marre de l'attitude belliqueuse de l'Union européenne, elle préfère se tourner vers des partenaires plus fiables et respectueux de ses intérêts. A peine 24 heures plus tard l'UE relance la Russie...

1.1- Gazoduc South Stream : pourquoi la Russie a décidé de jeter l'éponge - LeMonde.fr

« South Stream, c'est terminé », a déclaré lundi 1er décembre le PDG de Gazprom, Alexeï Miller, au cours de la visite de Vladimir Poutine en Turquie, confirmant l'annonce faite peu avant par le président russe lors d'une conférence de presse avec son homologue turc, Recep Tayyip Erdogan.

« Nous allons dérouter nos ressources énergétiques vers d'autres régions du monde et l'Europe ne recevra plus les mêmes volumes de la Russie, mais c'est le choix de nos amis européens », a souligné le président russe. Moscou et Ankara ont d'ailleurs signé, lundi, un accord pour la construction d'un nouveau « tuyau » reliant les deux pays sous la Mer noire et la fourniture de gaz (avec une ristourne de 6 %). Ce texte renforce les liens énergétiques (pétrole, gaz, nucléaire) entre la Russie et la Turquie, deuxième client de Gazprom derrière l'Allemagne.

« Il faudrait que la commission européenne assume mieux ses décisions politiques, indiquait mardi matin une source russe à Bruxelles interrogée par Le Monde. Il y avait des discussions depuis des mois entre Gazprom et les services de l'institution pour savoir comment le groupe russe peut se conformer aux exigences législatives du troisième paquet énergie, qui dit qu'un exploitant de réseau ne peut pas non plus distribuer de gaz. On parlait d'exemptions. Mais les rendez vous sont devenus de plus en plus difficiles à obtenir avec la commission, qui trainait clairement des pieds. »

L'UE relance la Russie qui a décidé d'annuler son projet de gazoduc dit South Stream.....

Interrogé mardi par Le Monde, un porte-parole de la commission européenne refusait cependant de dire si le projet South Stream était mort ou vif : « on est en train d'analyser la situation » déclarait-il, en continuant à soutenir que ce « gazoduc doit être construit et opéré dans le respect de la législation européenne ».

Moscou se tourne de plus en plus vers l'Asie

L'accord russo-turc fait suite à la signature le 21 mai, sous les auspices de M. Poutine et du président chinois Xi Jinping, d'un contrat entre Gazprom et la China National Petroleum Corp. (CNPC) pour la livraison de 38 milliards de m3 de gaz russe par an durant trois décennies. Montant estimé : 400 milliards de dollars. Ce gaz proviendra toutefois des gisements de Sibérie orientale et n'était pas destiné à l'Europe, trop lointaine.

Faut-il croire à une relance de Nabucco ?

Dans les années 2000, l'Europe, soutenue politiquement par les Etats-Unis, avait envisagé de promouvoir un gazoduc baptisé Nabucco. Il aurait été alimenté par du gaz de la mer Caspienne et plus tard d'Asie centrale (Turkménistan...). Objectif : renforcer la sécurité d'approvisionnement du Vieux Continent en dépendant moins de la Russie. Mais South Stream avançant plus vite grâce à la participation de grands groupes européens - ce qui en dit long sur la solidarité au sein de l'Europe -, la Commission de Bruxelles avait finalement mis Nabucco en sommeil. Il est peu probable qu'elle le réveille au moment où le marché européen du gaz est très déprimé en raison de la concurrence du charbon (beaucoup plus compétitif) et des énergies renouvelables dans la production d'électricité. LeMonde.fr et AFP 02.12

Commentaires d'internautes

1- "South stream qui a été bloqué du seul fait de la Bulgarie, débouché au sortir de la mer Noire, par décision du 1er ministre à la suite d'une visite persuasive de Mc Cain, alors que tous les autres pays concernés y étaient favorables contre la commission aux ordres des USA, sera remplacé par un nouveau gazoduc de même capacité qui va desservir la Turquie et se prolongera vers la Grèce, la Serbie, l'Italie, l'Autriche, etc.. Sauf la Bulgarie. ... <http://fr.ria.ru/business/20141201/203124537.html> "

2- " Nos dirigeants font une erreur énorme en fermant la porte à la Russie, ils font une fixette sur Poutine, ils sont en train de faire basculer ce pays vers des alliances orientales alors que cela aurait pu être un facteur de croissance, d'échanges économique. C'est un grand pays qui a inventé son propre alphabet comme les chinois et les arabes."

3- " Le pétrole et le gaz qui rapportent 50% des recettes budgétaires, baisse du prix compensée par la baisse du rouble, ne représentent que 17% du PIB. La Russie, 2ème exportateur mondial de blé, importait 30% des produits ciblés par les contre-sanctions surtout de l'UE"

2- La chute du pétrole renfloue le portefeuille des ménages et entreprises - AFP

Avec la dégringolade des prix du pétrole, les consommateurs français regagnent du pouvoir d'achat et les entreprises commencent à rebâtir des marges, une tendance qui profitera à l'économie hexagonale, surtout si elle s'installe dans la durée.

Si les pays producteurs pleurent, d'autres rient, comme la France qui avait dépensé 87 milliards d'euros en importations énergétiques en 2013, dont 51 milliards en hydrocarbures, selon l'institut Coe-Rexecode.

Grâce au repli du brut, la facture sera réduite "au minimum de 5 milliards d'euros" cette année, "et de 3,7 milliards pour les seules importations d'hydrocarbures", précise-t-il.

"Les automobilistes sont clairement dans les gagnants", assure le président de l'Union française des industries pétrolières (Ufip), Jean-Louis Schilansky.

Le gazole, qui représente plus de 80% des volumes vendus, a perdu 12,5 centimes depuis le début de l'année, atteignant la semaine dernière son niveau le plus bas depuis début décembre 2010. Pour un plein de 50 litres, cela représente une économie d'environ 6,3 euros.

Le constat vaut aussi pour l'essence sans plomb. Et ce n'est pas fini: les prix à la pompe continueront de reculer, le récent plongeon du brut n'ayant pas encore été totalement intégré.

"D'ici six à huit jours, le prix moyen du gazole en France devrait être sous la barre symbolique de 1,20 euro le litre", prédit le site de comparaison des prix Carbeo.com.

La baisse serait plus marquée encore sans la dévalorisation de l'euro, qui rend un peu plus chers les achats de barils libellés en dollars, et surtout sans le poids des taxes, qui représentent 52% du prix du gazole et 60% de celui de l'essence.

Insensible à la volatilité de l'or noir, la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) augmentera le 1er janvier de 2 centimes/litre pour le gazole, en sus d'une nouvelle "taxe carbone" sur les carburants.

"Mais il n'y a pas que les automobilistes. Les ménages se chauffant au fioul verront leur facture baisser considérablement et, plus généralement, tous les acheteurs de produits pétroliers", souligne M. Schilansky.

Selon la Fédération nationale des transports routiers, le gain sur l'année se chiffre à 320 millions d'euros. Pour les compagnies aériennes comme Air France-KLM, dont le kérosène est l'un des principaux postes de dépenses, une variation de quelques dollars sur le prix du baril peut faire basculer les résultats entre pertes et bénéfices.

Les utilisateurs de gaz en profiteront aussi, dans la mesure où les prix de cette énergie sont en partie indexés sur ceux du pétrole.

A elle seule, l'industrie (hors énergie) y gagnera 2 milliards d'euros, soit plus que les versements au titre de Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), mesure de relance phare du gouvernement, estime l'institut Coe-Rexecode.

La chimie en est le principal bénéficiaire alors que le baril moins cher devrait affecter les résultats financiers des compagnies pétrolières comme le géant Total au quatrième trimestre, selon l'agence de notation Fitch Ratings.

"Les entreprises ont l'opportunité d'améliorer leurs marges", explique Philippe Waechter, chef économiste chez Natixis AM, ce qui à terme pourra se traduire par de nouveaux investissements et des emplois.

Au rang des vainqueurs figure aussi l'Etat français, estime M. Waechter, même s'il perd dans un premier temps des recettes de TVA sur les carburants parallèlement à la réduction du déficit commercial.

"Cette baisse du pétrole permettra aux entreprises et aux ménages de consacrer leurs dépenses à d'autres choses, ce qui dynamisera un peu l'économie française. In fine, les rentrées de TVA seront plus importantes".

A la condition toutefois que la situation soit durable - de un an et demi à trois ans. *"Pour conditionner les comportements, il faut avoir le sentiment, comme lors du contre-choc pétrolier dans les années 1980, que le prix du baril va rester durablement faible."* AFP 02.12

En complément

- Ile-de-France : des transports 3 % plus chers en 2015 - LePoint.fr

2- Grèce

- La Grèce a rejeté les dernières conditions de la "troïka" - Reuters

La Grèce a rejeté les demandes d'alourdissement de sa fiscalité et de baisse de revenus demandés par ses bailleurs de fonds internationaux, a annoncé mardi le Premier ministre Antonis Samaras mardi.

"Alors que nous négocions notre dernière évaluation, nos créanciers ont fixé des conditions comprenant des hausses d'impôts et des baisses de revenus mais nous les avons rejetées", a déclaré Antonis Samaras lors d'une conférence économique.

Il a ajouté que le gouvernement avait accepté en contrepartie quelques autres mesures, sans plus de détails.

Le gouvernement grec joue sa survie sur la sortie du plan d'aide international. Il espère qu'une sortie anticipée l'aidera à passer l'obstacle de l'élection présidentielle de février et lui épargnera des législatives anticipées. Reuters 02.12

[Haut de page ↗](#)

Le 4 décembre 2014

CAUSERIE

On a ajouté 22 articles.

Trop fatigué pour causer.

Je compte sur votre soutien financier : No pain, no gain (Scorpion).

Un camarade m'a écrit hier qu'il aurait préféré un paiement par Internet plutôt que par chèque, pas sûr selon lui, j'ai du mal à comprendre, j'avais plutôt l'impression du contraire, mais bon, j'ai peut-être sauté un chapitre.

Pour les lecteurs qui sont aux Etats-Unis, en Chine, en Russie, en Ukraine ou ailleurs, un chèque en dollar fera l'affaire, éviter le rouble toutefois !

A ce propos, je vous confirme la censure qui existe sur Russia Today International, depuis que je l'ai évoquée dans une causerie, durant le peu de temps que je passe devant la télé, une heure le soir environ, je l'ai constatée à cinq reprises où étaient traités des sujets totalement différents, la situation à Ferguson, en Ukraine, le nucléaire iranien, la chute du rouble notamment.

Parole d'internaute et réflexion politique

Le contexte. Hawking : "*L'intelligence artificielle pourrait mettre fin à la race humaine*" - nouvelobs.com

Stephen Hawking est un astrophysicien britannique atteint de la maladie de Charcot, autrement appelée sclérose latérale amyotrophique ou SLA, il se déplace en fauteuil roulant et parle à l'aide d'un ordinateur. nouvelobs.com 03.12

A moins que ce ne soit l'incapacité de l'homo sapiens d'atteindre un niveau de conscience supérieur, particulièrement parmi ses couches privilégiées ou intellectuelles chez lesquelles l'instinct animal du primate élémentaire continue de dominer...

- "*Nous sommes arrivés à tellement de progrès que la liberté de chacun devient une menace sans parler de la perte d'emploi, même si le progrès apporterait d'autres sortes d'emploi, là aussi la liberté et les conditions de travail ont totalement changé, rapidité toujours plus vite = stress, sans parler de la nature des gens devenus eux-mêmes je trouve inhumaine avec les technologies. C'est trop et perso trop néfastes !*"

Nous qui nous coltinons quotidiennement l'actualité mondiale qui illustre à quel point la société et le monde sont pourris et cyniques, ajoutons qui s'enfoncent un peu plus chaque jour dans le chaos, la guerre et la barbarie, pourrions douter qu'il pourrait en être autrement un jour ou que le socialisme finirait par l'emporter.

Cela dit nous n'avons pas d'autre choix que continuer le combat pour le socialisme, nous devons continuer de croire que c'est possible de changer la société et le monde, dans le cas contraire il n'y aurait plus qu'à sombrer dans la dépression ou devenir aussi individualiste et pourri que les représentants du vieux monde capitaliste.

Les gens comme vous dites sont à l'image de la société et ses représentants, individualistes, égocentristes, magéfalomanes, schizophrènes, hystériques, etc. d'où la nécessité de nous en débarrasser le plus tôt possible. En attendant, il va de soi que le train-train de la lutte de classes qu'il faut bien assurer pour défendre ce qu'il nous reste de droits et d'acquis ne suffit manifestement pas, surtout lorsqu'on va de défaite en défaite. Ce dernier point est capital, mais nos dirigeants ne veulent pas en entendre parler, ils sont bornés et eux-mêmes complètement sclérosés, ils vivent dans un autre monde qui n'existent plus ou n'a jamais existé, ils ne veulent pas voir qu'il en résulte une profonde démoralisation et un sentiment d'impuissance, et comme malgré tout il faut bien continuer à vivre et à penser, les gens une fois affaiblis et désarmés pour affronter la dure réalité se laissent aller à adopter l'idéologie dominante, comment pourrait-il en être autrement puisqu'on ne veut pas mener aussi le combat sur ce terrain-là qu'on cède à la réaction.

Comment voudriez-vous que les masses puissent résister sur le plan idéologique, dès lors qu'elles sont si affaiblies et vulnérables, qui plus est abandonnées à leur triste sort. Si nous parvenons à résister, c'est parce que nous sommes armés théoriquement et politiquement, dans le cas contraire nous capitulerions ou nous nous accommoderions de cette société infâme. On l'a répété mille fois, en vain, on nous oppose que mener le combat sur ce terrain-là, idéologique et psychologique, ne correspond pas à la définition ou à la conception de la lutte de classe du marxisme, que ce serait prendre les problèmes à l'envers ou mal les poser

ou que ce serait parfaitement inutile, nous sommes absolument convaincus du contraire et nous estimons que ces arguments ne tiennent pas et sont de mauvaise foi au regard de la manière dont les marxistes abordaient les masses autrefois qui étaient cent fois plus incultes qu'aujourd'hui, bien que leur niveau de conscience n'a pas évolué à l'arrivée.

En l'absence de révolution à brève échéance, on a eu la possibilité pendant de longues décennies d'aider les masses à élever leur niveau de compréhension du fonctionnement de la société, mais nos dirigeants ont jugé péremptoirement que ce n'était pas une priorité, que cela ne servirait à rien, qu'ils aillent donc demander aux Grecs à quoi a pu servir leur politique dans la situation où ils se retrouvent, on est certain qu'ils en arriveront à cette conclusion, et puis au regard de leurs propres résultats en France ou de la situation dans laquelle nous sommes, on se demande bien quel résultat tangible ils pourraient revendiquer pour justifier leur politique et leur conception des rapports avec les masses.

Nous, nous estimons qu'il faut apporter des réponses aux questions que se posent les travailleurs quel que soit l'angle sous lequel ils abordent la situation, la société ou leurs expériences personnelles. Et vous remarquerez que la manière dont on les traite n'a rien d'existentialiste ou n'aboutit pas dans une impasse, à s'enfermer dans je ne sais quelle réflexion ou système philosophique ou métaphysique, chaque fois en remontant le fil qui relie leurs questions à la société on en arrive à l'origine des problèmes qu'ils soulèvent qui nous amène sur le plan politique, non pas qu'on le rechercherait à tous prix ou que nous nous livrerions à une propagande qui tiendrait du prosélytisme ou de l'endoctrinement, mais tout simplement parce que c'est ainsi que fonctionne dialectiquement la société, qu'elle est structurée qu'on le veuille ou non.

Les masses n'en ont pas conscience. La personne qui se sent mal dans sa peau au point d'aller consulter un psychologue, n'en aurait pas besoin si elle avait accès à nos analyses, car elle serait capable de s'analyser elle-même. Notre méthode d'analyse qui nous sert à interpréter la société et son évolution pourrait l'aider, alors que votre conception de la lutte des classes en est incapable. Il faut bien admettre qu'il y a davantage de travailleurs qui se posent une multitude de questions telles que nous les abordons ici, et qui sont parfaitement capables de saisir notre discours, plutôt que le vôtre qui se cantonne à des questions purement politiques et qui ne leur fournit pas la méthode pour analyser leurs propres expériences de la société, qui ne leur sert à rien dans la vie quotidienne, qui plus est, c'est à eux de progresser et non à nous de leur dire comment ils devraient penser ou agir.

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes a conclu Marx de ses travaux. Mais on n'en a pas compris la portée ou la signification profonde, puisqu'on refuse d'admettre que c'est dès aujourd'hui que chaque travailleur doit s'atteler à cette tâche s'il veut un jour en arriver au bout et se libérer des chaînes de l'exploitation et de l'oppression, que ce ne peut être que le produit d'un long murissement, d'un processus parvenu à maturité, qui plus est de nos jours où le capitalisme a développé d'autres puissants outils (de communication, de divertissement) pour l'entraver et l'empêcher de se libérer de ses chaînes.

On n'a jamais prétendu qu'un processus intellectuel ou théorique suffirait à atteindre cet objectif ou que des idées pourraient changer le monde, ce qu'on explique, c'est que la combinaison du combat pratique sur le terrain de la lutte des classes, la nécessité de s'organiser, et l'acquisition d'une méthode pour interpréter chaque expérience au cours de la vie pour en tirer des enseignements et élever son niveau de conscience, méthode que chaque travailleur doit se forger librement à partir des éléments ou des clés qu'on lui fournit, seule cette combinaison peut permettre de venir à bout de tous les obstacles qui nous empêchent d'aller de l'avant pour finalement atteindre notre objectif.

Dans le cas contraire, tout le bénéfice qu'on aurait été en droit d'attendre de notre expérience de la lutte des classes sera hypothéqué ou réduit à néant. Pourquoi ? Tout simplement parce qu'une fois la lutte terminée la pression de la société (ou des idées de la classe dominante) pesant sur chaque travailleur qui avait été en quelque sorte contrariée le temps de la mobilisation, redevient insupportable sur ses épaules, au point qu'il ne tirera aucun profit ou enseignement de cette expérience qui ne l'aura finalement pas aidé à faire progresser son niveau de conscience.

On pourrait ajouter et ainsi de suite, car c'est ainsi que des millions de travailleurs au cours des 3 ou 5 décennies antérieures ont participé à une multitude de luttes sans jamais progresser d'un iota, ce qui était normal en l'absence d'un parti qui les aurait aidés à intégrer ces expériences dans leur existence, au lieu de cela elles demeureront des parenthèses qui se seront refermées aussi vite qu'elles s'étaient ouvertes et dont le souvenir s'estompera au fil du temps. Voyez ce qu'il en reste aujourd'hui : Rien !

Vous avez vu d'où nous sommes parti et où nous en sommes arrivé. Tout cela a été rédigé d'une traite sans brouillon ou sans savoir où cela nous mènerait. C'est cohérent ou cela vous semble farfelu ?

Tenez à propos de primates arriérés **«très proches»**

Bachar al-Assad juge les cotes de popularité de Hollande et Daech «très proches» - LeParisien.fr

N'estimez pas à la hâte que cette comparaison serait osée ou exagérée, la suite prouve que Hollande le mérite bien.

[Vidéo. Le pape qui était en visite en Turquie le 30 novembre dernier n'était pas informé.](#)

Turkey: IS Supply Channels - 27 nov. 2014 - Deutsche Welle (English)
<https://www.youtube.com/watch?v=akbfplUcjLU>

Turkey: IS Supply Channels

The radical Islamist group Islamic State (IS) is growing steadily. It now pays salaries to thousands of troops and has state-of-the-art weapons at its disposal. It has declared a caliphate stretching across parts of Syria and Iraq. Against a backdrop of cross-border trade with Turkish goods, it is now seeking to control border crossing points to Turkey.

Every day sees trucks laden with food, clothing and other items crossing the border from Turkey. They're unloaded on the other side; it is unclear who exactly is picking up the goods. The haulers believe most of the cargo is going to the IS. This year alone, goods worth around \$1 billion were legally exported from Turkey to Syria. Moreover, oil, weapons and soldiers are being smuggled over the border. Kurdish volunteers are now patrolling the area in a bid to stem the IS's supplies.

<http://www.dw.de/focus-on-europe-spotlight-on-people-2014-11-26/e-18040947-9798>

Traduction.

La Turquie soutient l'Etat islamique.

Le groupe islamiste radical Etat islamique (IS) est en croissance constante. Il paie maintenant les salaires à des milliers de soldats et dispose d'un arsenal militaire digne d'un Etat à sa disposition. Il a déclaré un califat qui s'étend des deux côtés de la frontière entre la Syrie et l'Irak. Dans un contexte de commerce transfrontalier avec les marchandises turques, il cherche maintenant à contrôler les points de passage de la frontière à la Turquie.

Chaque jour voit des camions chargés de nourriture, de vêtements et d'autres articles traverser la frontière de la Turquie. Ils sont déchargés de l'autre côté; on ne sait pas exactement à qui sont destinées les marchandises. Les transporteurs estiment que la plupart du fret va à l'IS. Cette année seulement, des marchandises d'une valeur d'environ 1 milliard de dollars ont été légalement exportées de Turquie vers la Syrie. En outre, le pétrole, les armes et les soldats passent en contrebande la frontière. Des bénévoles kurdes patrouillent la zone dans le but d'endiguer les fournitures de l'IS.

Et Hollande qui prétend être sur la même position qu'Erdogan, le parrain des barbares d'EI, le bourreau des peuples irakien et syrien. Ce serait dommage de ménager Hollande au moment même où un important média reconnaît que la Turquie est complice d'EI.

Hier soir, j'ai eu l'occasion de voir une partie (30 minutes) de ce reportage de la Deutsche Welle.

L'UE et l'Allemagne, la France, soutiennent la Turquie et sont soit-disant engagés dans la guerre contre l'Emirat islamique... Ne cherchez pas l'erreur, il n'y en a pas. Souvenez-vous que pendant les deux guerres mondiales au XXe siècle, les banquiers et industriels ont fourni les deux camps histoire de tirer profit des deux camps pour ne pas en perdre une miette.

Là les occidentaux soutiennent la Turquie et EI dans l'espoir que les Américains vont se raviser et se décider à attaquer la Syrie d'Assad. Et ils bombardent EI histoire de faire tourner l'économie d'armement qui se transforme en économie de guerre, il faut bien que le matériel de guerre et les armes servent à quelque chose, sinon comment justifier des dépenses militaires alors qu'ils coupent dans tous les budgets sociaux ?

[Vidéo. Palestine occupée.](#)

Mads Gilbert : À Gaza Israël pratique le terrorisme d'État - 29.11. 2014
<https://www.youtube.com/watch?v=-wWLB3Av98A>

Que s'est-il passé durant l'attaque massive de Gaza par les forces israéliennes l'été dernier ? Le médecin norvégien Mads Gilbert était sur place pour apporter son aide au personnel médical de l'hôpital al-Shifa. Dans cette interview de 10 min par le journaliste et réalisateur Truls Lie du Monde Diplomatique (Édition scandinave), le Dr Gilbert raconte ces attaques dont il a été témoin, explique ce que signifie être traité de "terroriste", parle des gens qu'il a rencontrés à l'hôpital al-Shifa, et explique en quoi la paix pour tous doit commencer avant tout par la fin de l'occupation israélienne et de l'oppression du peuple palestinien, et par la levée du siège de Gaza. A noter que le Dr Mads Gilbert s'est vu récemment interdire par Israël l'entrée en Palestine.

[Etats-Unis. Assassinat. Impunité. Etat policier, raciste.](#)

Pas d'inculpation pour un policier blanc dans la mort d'un homme noir à New York - 20minutes.fr

Ferguson, Cleveland et New York. Trois faits divers aux circonstances très différentes, mais trois conclusions identiques: un policier blanc tue un homme noir. Et comme à Ferguson, l'officier new-yorkais impliqué n'a pas été inculpé par un grand jury populaire, mercredi, une décision qui a provoqué des manifestations dans la plus grande ville américaine. Pour calmer le jeu, le ministre américain de la Justice Eric Holder a annoncé l'ouverture d'une enquête fédérale sur une éventuelle violation des droits civiques.

Soupçonné de vente illégale de cigarettes, Eric Garner, 43 ans, est plaqué par plusieurs policiers blancs le 17 juillet. L'officier Daniel Pantaleo le prend notamment par le coup pour l'immobiliser au sol. Obèse et asthmatique, Garner répète à sept reprises «*Je ne peux pas respirer*» avant de perdre connaissance. Il est déclaré mort après son transfert à l'hôpital.

Le procureur de Staten Island Daniel Donovan a expliqué mercredi qu'«*après délibération sur les éléments de l'enquête qui lui a été présentée, le grand jury a trouvé qu'il n'y avait pas de cause raisonnable de voter pour une inculpation*» de Daniel Pantaleo. Le policier a expliqué qu'il «*n'avait jamais eu l'intention de faire du mal à qui que ce soit*» et qu'il avait employé une technique enseignée lors de sa formation.

Officiellement, les immobilisations asphyxiantes (chokehold) sont pourtant interdites à New York. 20minutes.fr 03.12

Journalistes aux ordres = réflexion d'une stupidité accablante. Les banksters jouissent de l'impunité, les policiers criminels aussi, l'ordre impérial règne voilà tout.

Pétrole. Leur principale cible annoncée : Le Venezuela.

- La chute du pétrole, une menace pour les producteurs les plus fragiles - AFP

Ils ont du pétrole, mais pas les finances des pays du Golfe pour résister à une chute des cours : Venezuela, Nigeria, Russie et Iran sont les parents pauvres de la production de brut, fragilisés dès que les prix baissent.

La décision de l'Opep "augmente les risques de troubles dans les pays membres qui n'ont pas les réserves financières nécessaires pour résister à cette guerre des prix", observe James Williams, économiste spécialisé dans l'énergie chez WRTG Economics, et "c'est clairement un désastre pour le Venezuela".

"Les exportateurs de pétrole comme le Venezuela et le Nigeria ont besoin d'un cours supérieur à 100 dollars par baril pour que leur budget national soit équilibré", précise la maison de courtage Xzarnikov.

Mais le baril, à Londres comme à New York, est passé sous les 70 dollars.

Le Venezuela, perçu comme le plus fragile des producteurs de pétrole, a annoncé dès vendredi des coupes budgétaires.

Même s'il abrite les plus importantes réserves de brut au monde, ses finances sont en piteux état car il dépend fortement de ses revenus pétroliers, qui apportent 96% de ses devises.

"La chute des prix du pétrole rapproche encore plus le Venezuela du défaut de paiement", juge David Rees, analyste de Capital Economics, car "le gouvernement n'a pas d'économies provenant du boom des prix du pétrole dans la dernière décennie".

Même inquiétude de la part d'Oliver Jacob, analyste chez Pétromatrix : "Venezuela est le plus faible maillon de la chaîne et les possibilités de désordre civil dans ce pays en 2015 augmentent". (Surtout quand la CIA les crée ou les encourage. - ndlr)

"J'ai l'impression qu'il va y avoir plus de conflictivité sociale, car il y aura plus de récession, plus d'inflation, plus de pénurie", renchérit José Guerra, ancien cadre de la Banque centrale du Venezuela. AFP 03.12

ACTUALITE EN TITRES

Confiance dans la chaos et la guerre.

- Confiante dans l'économie américaine, Wall Street bat de nouveaux records - AFP

Wall Street a emmené ses indices Dow Jones et S&P 500 à des nouveaux records mercredi, accueillant avec enthousiasme

un rapport de conjoncture optimiste sur l'économie américaine. AFP 03.12

[Tout s'achète chez eux.](#)

- Sarkozy marque d'un geste financier le processus de paix à l'UMP - Reuters

- UMP: Juppé dit avoir eu une "*bonne rencontre*" avec Sarkozy - AFP

[Pénibles les patrons, non, insupportables. Supprimons-les pour les soulager !](#)

- Les patrons contre le compte pénibilité - Francetv info

[Non mais alors !](#)

- Comment Sarkozy s'est renfloué avant de prendre l'UMP - Le Huffington Post

- Cameron creuse le déficit britannique à cinq mois des élections - Reuters

[Les caisses sont vides... sauf pour la guerre.](#)

- Forte hausse des tarifs de fourrière au 1er janvier à Paris - L'Express.fr

- 1200 euros d'amende requis contre le prêtre qui accueille des demandeurs d'asile - LeFigaro.fr

[Résistance passive](#)

- La SNCF prévoit une grève très suivie des contrôleurs dès jeudi soir - Liberation.fr

- Education prioritaire : plus de 500 enseignants, parents et élus manifestent à Melun - LeParisien.fr

[Intox](#)

- 2014, peut-être l'année la plus chaude jamais enregistrée - Reuters

Et avant ?

- Ebola: aide de la Banque mondiale pour le redressement économique de la Sierra Leone - AFP

Sordide !

- Londres veut taxer les "*profits détournés*" des multinationales - Reuters

Populisme... avec l'extrême droite en embuscade.

[Déception atlantiste.](#)

- Pas de contrôle du flux des capitaux prévu en Russie - Reuters

[L'Empire contre-attaque : Chine, Turquie...](#)

- Washington tance Pékin sur Hongkong - Liberation.fr

- En Turquie, l'exécutif pèse lourd sur la justice - Liberation.fr La Turquie et la Chine épinglées par Transparency International - Reuters

- La corruption s'aggrave en Chine et en Turquie - AFP

Propagande. Conditionnement et lobbying du complexe militaro-industriel. Ou comment ceci explique cela.

- L'EI "en train d'être stoppé", mais le combat va durer "des années" - AFP

- Daesh a installé des camps d'entraînement en Libye - 20minutes.fr

Le phénomène est surveillé par l'armée américaine, qui le qualifie de «très petit et naissant». 20minutes.fr 03.12

Notez bien qu'ils le "surveillent" et n'entendent pas le détruire, ce serait trop facile.

- Proche-Orient: le retour de l'affrontement religieux? - AFP

C'est l'axe de leur propagande au Moyen-Orient pour que les peuples s'entretuent. C'est plus pratique et discret que devoir les éliminer en intervenant militairement.

- Le Pentagone obtient une rallonge d'urgence pour mener la guerre contre l'EI - LeFigaro.fr

Mardi dans la soirée, les négociateurs parlementaires ont affirmé être parvenus à un accord permettant d'envisager un vote favorable d'ici à vendredi à la Chambre des représentants, avant son examen par le Sénat. L'enveloppe globale allouée au Pentagone pour 2015 passerait alors de 502 à 584 milliards de dollars, dont 63,7 milliards pour toutes les opérations extérieures. LeFigaro.fr 03.12

- Italie: Renzi fait passer sa réforme du marché du travail - Lexpress.fr

- L'Ukraine veut isoler les séparatistes de l'Est en construisant un "mur" - Francetv info

- L'épidémie d'Ebola progresse vite en Sierra Leone, selon l'OMS - Reuters

Cobayes. Guerre virale. Normal, ils l'ont dopé, le résultat est conforme à leurs attentes.

ACTUALITÉ DU JOUR

La tache.

- Hollande éclaboussé à nouveau par une démission d'un proche - AFP

Un proche de François Hollande, impliqué dans une affaire judiciaire, a été contraint mercredi à la démission, entachant une nouvelle fois une présidence socialiste ayant déjà eu des soucis avec plusieurs conseillers ou ministres indélicats.

Méditerranéen, affable au visage rond et souriant, Faouzi Lamdaoui, 52 ans, fait partie du petit cercle d'amis restés fidèles à François Hollande, y compris pendant sa longue traversée du désert avant son élection en 2012.

Il a démissionné "pour se défendre suite à sa citation" devant un tribunal correctionnel "pour des faits remontant à 2007-2008", a précisé l'Élysée dans un communiqué.

Cette nouvelle affaire intervient deux semaines après la démission d'un autre proche de François Hollande, le secrétaire d'Etat aux Anciens combattants Kader Arif, soupçonné de favoritisme dans un dossier d'attribution de marchés publics.

Ancien chef de cabinet de M. Hollande pendant sa campagne présidentielle, M. Lamdaoui était depuis mai 2012 conseiller du président pour les questions d'égalité et de diversité en France.

M. Lamdaoui a été cité à comparaître devant un tribunal pour "abus de biens sociaux", "blanchiment d'abus de biens sociaux" et "faux et usage de faux". Cette citation fait suite à une enquête ouverte en janvier 2013 sur une société de transport, appelée Alpha Distributions, dont M. Lamdaoui, présenté comme l'un de ses salariés, était en fait son gérant, selon les enquêteurs.

M. Lamdaoui est soupçonné d'avoir perçu en 2007 et 2008 d'Alpha Distributions une rémunération supérieure à celle qu'il a déclarée.

Dans le cas de Faouzi Lamdaoui, la séparation est particulièrement douloureuse pour le chef de l'Etat. Son départ marque la fin d'une époque, estime-t-on nostalgique dans l'entourage du chef de l'Etat.

Les journalistes qui suivaient en 2011 le candidat Hollande se souviennent des départs au petit matin orchestrés par ce fidèle qui savait se transformer en homme à tout faire, aux petits soins pour son candidat, jusqu'à rectifier au dernier moment une mèche rebelle ou un costume froissé.

Le départ de Lamdaoui est "*douloureux*", confirme un autre fidèle du président qui, selon lui, éprouvait sans nul doute "*de la reconnaissance*" pour ce fidèle lieutenant qui n'avait jamais rechigné à se charger de "*tâches ingrates*".

En arrivant au pouvoir en 2012, François Hollande avait promis une présidence exemplaire. Les multiples démissions de proches, ajoutées à sa séparation en janvier d'avec Valérie Trierweiler et le déballage de sa vie privée qui avait suivi, ont fortement mis à mal cet engagement.

En complément.

- Aquilino Morelle prépare un livre sur Hollande et "*ça peut saigner*" - L'Express.fr

[Fidèle à lui-même, le PS peut en dire autant..](#)

- Manuel Valls veut recoller les morceaux avec la gauche - lefigaro.fr

Fini, le "*haut-le-cœur fiscal*", les "*j'aime l'entreprise*" ou "*my government is pro-business*". Désormais, Manuel Valls loue le "*caractère citoyen*" de l'impôt et tance le patronat, qu'il veut voir "*à la hauteur de ses responsabilités*".

Depuis quelques jours, le premier ministre fait sa mue. Tout se passe comme s'il souhaitait se gauchiser, revenir au centre du jeu, de son parti et de la gauche. C'est une véritable opération reconquête qu'il vient de lancer.

Mercredi soir dans les locaux de la questure de l'Assemblée nationale où, selon les participants, "*plus de 80 parlementaires*" socialistes étaient présents à un apéritif "*amical*" autour de lui. Au cours de la rencontre, le premier ministre a plaidé pour "*le rassemblement*" et a invité les parlementaires PS à "*maintenir la discussion avec tout le monde, les radicaux, les Verts, les communistes*".

Face à "*la profondeur de la crise*" et à "*l'augmentation de la pauvreté*", Valls a demandé aux participants de rester "*offensifs*". "*Si la gauche fait des réformes difficiles, c'est pour réduire les inégalités*", a-t-il affirmé, invitant chacun à ne pas "*se laisser impressionner par la droite et l'extrême droite*".

Dimanche soir, il sera aussi l'invité du JT de France 2 pour une longue interview. "*L'idée, ce n'est pas de faire des annonces mais de la pédagogie, explique un conseiller. Il y a chez les Français une attente d'explication comme l'a démontré l'audience qu'a réalisée le président lors de son émission du 6 novembre.*" Préalablement, à l'heure du déjeuner, un long reportage aura été diffusé sur la même chaîne. Fera-t-il la part belle à Valls? "*Nous ne savons pas*", répond-on à Matignon en parlant d'"*un documentaire qui pourrait être consacré à la gauche*". Mercredi, enfin, Valls inaugurera un cycle de conférences consacré à l'égalité à la Fondation Jaurès.

Fragilisé dans son propre camp, en tension à l'approche des élections de 2015, qui seront au mieux mauvaises au pire catastrophiques pour la gauche (...) Valls devait reprendre la main, "*rester accroché au wagon*", selon un élu. Car il n'est pas question pour lui de quitter Matignon. À ses yeux, ce serait "*une désertion*". "*Je m'inscris dans la durée*", a-t-il dit aux parlementaires mercredi soir. "*Je suis fidèle au président, à la gauche et aux socialistes*", a-t-il ajouté. Valls veut recoller les morceaux.

Depuis qu'il a été nommé à Matignon pour mettre en œuvre les "*réformes structurelles*" - pacte de responsabilité, réforme territoriale, etc. - et imposer une diminution de 50 milliards des dépenses publiques, il n'a fait que s'éloigner du point d'équilibre du parti que tente d'incarner le premier secrétaire, Jean-Christophe Cambadélis.

Certes, des textes sensibles ont été votés ou sont sur le point de l'être. Ce qui est en soi une forme d'exploit tant la majorité est fracturée. "*Avec Ayrault, sur la réforme territoriale, on y serait encore, soupire un socialiste. Avec Valls, malgré l'opposition des frondeurs, les budgets ont été votés à l'Assemblée.*" Mais les coups de menton du premier ministre ont laissé des traces dans les rangs socialistes, bien au-delà des frondeurs.

Valls a-t-il conscience des dégâts qu'il a causés dans sa famille politique? Sans aucun doute. "*Il n'a parlé à personne de cette interview après sa parution. C'est un indicateur*", estime un grand dirigeant socialiste. Il ajoute: "*Je pense qu'après l'épisode*

de L'Obs, Hollande lui a dit qu'il n'était pas dans son rôle.» Qu'il soit présidentiel ou non, le message semble être passé. Valls veut retrouver sa place. Celle qu'il avait en août 2012, à La Rochelle, lors de l'université d'été du PS, quand il trônait en majesté, au milieu de la tribune sur laquelle les hollandais avaient pris place. «*Je vous avais bien dit que j'étais au centre*», confiait alors dans un sourire le nouveau ministre de l'Intérieur, qui avait conduit Hollande à la victoire. L'enfant terrible du parti se sentait alors pleinement adopté par les siens. Le lien s'est fissuré. Il lui faut le reconstruire. lefigaro.fr 03.12

Avec la gamelle au bout en 2015, comme c'est ce qui les motive au PS, cela devrait s'arranger, aucun dirigeant ou élu important du PS n'a démissionné depuis juin 2012. On ne devient pas maire d'une grande ville, député ou sénateur d'un parti consacré à la préservation du régime sans l'assumer et avoir fait la démonstration qu'on en était un fidèle serviteur.

On pourrait se contenter aujourd'hui du commentaire de cet abonné du Figaro qui résume bien le rôle imparti à Valls :

- *"Le problème de Valls n'est pas de se repositionner à gauche ou au centre. Son problème réside dans l'obligation qui lui est faite par l'Europe et dont il s'accommode mieux que quiconque, à savoir appliquer une politique néolibérale articulée autour de plans d'austérité de plus en plus violents dont le but n'est pas une illusoire relance qui profiterait aux peuples d'Europe, mais un appauvrissement du monde salarial au profit de grands groupes financiers et multinationaux, lesquels ont pour ambition de déposséder les états de toutes les prérogatives qui en font leurs richesses : éducation, énergie, transports, police, justice et même armée.*

Un exemple est ce traité de libre échange transatlantique entre l'Europe et les Etats-Unis, traité qui mettra le droit des multinationales au dessus du droit des États ! ce traité porte d'ailleurs le doux nom incompréhensible de TAFTA (Transatlantic Free Trade Area) pour ne pas alerter dangereusement ce qui nous reste d'esprit critique et de conscience politique, tous bords confondus."

Un aveu. On savait que leur fronde ne ferait pas de mal à un banquier.

- Jérôme Guedj : «*M. Macron, bienvenue chez les frondeurs !*» - LeParisien.fr

[En famille le dimanche. Non pas vous vendeuses, caissières, étalagistes, manutentionnaires, chefs de rayon...](#)

- Travail dominical : la gauche parisienne se met d'accord - lepoint.fr

Le PS parisien et ses alliés Verts et communistes se sont mis d'accord mercredi sur un élargissement a minima du travail dominical dans la capitale. Une décision qui laisse augurer un nouveau bras de fer entre la mairie et le gouvernement, a-t-on appris auprès de plusieurs membres de la majorité municipale.

Nouvelles zones touristiques à Paris : seule est évoquée une extension de la zone Francs-Bourgeois (4e).

Passage de 5 à 12 dimanches pouvant être ouverts chaque année sur autorisation du maire : il ne devrait être question que d'une augmentation de "quelques unités".

L'ouverture des commerces dans les gares serait soumise à des "conditions strictes", et notamment à la réalisation d'études préalables. lepoint.fr 03.12

Vous irez voter en 2015 pour ces agents du capital, PS, EELV, PCF ? Ce n'est pas le PG de Mélenchon qui envisageait sérieusement de s'allier avec EELV en plus du PCF lors de ces élections ? Vous avez déjà un avant-goût de leur VIe République. La nausée.

[Effet d'annonce. Imposture. Collusion du pouvoir politique et des multinationales.](#)

- Londres veut taxer les "profits détournés" des multinationales - Reuters

Le gouvernement britannique a annoncé mercredi une nouvelle taxe de 25% sur les multinationales qui cherchent actuellement à échapper à l'impôt avec des montages fiscaux complexes.

(En réalité sur les bénéficiaires en partant du taux d'imposition existant, et comme il est très bas la "nouvelle taxe" qu'auront à payer les multinationales sera insignifiante pour elles. La suite le confirme. - ndlr)

"Aujourd'hui j'introduis une taxe de 25% sur les bénéficiaires générés par les multinationales sur leur activité réalisée ici au Royaume-Uni et qu'elles font sortir artificiellement du pays", a annoncé le ministre des Finances George Osborne, sans plus de détails sur

les contours précis de cette taxe.

Il s'exprimait lors de son traditionnel discours d'automne sur le budget et l'économie.

"*Mon message est cohérent et clair: des impôts bas mais des impôts qui seront payés*", a ajouté le chancelier de l'Echiquier, dans un discours important à moins de six mois des prochaines élections.

(Des "*impôts bas*", c'est un euphémisme inventé à Washington. - ndlr)

La nouvelle taxe doit rapporter 1 milliard de livres (environ 1,26 milliards d'euros) sur cinq ans, un apport bienvenu bien que modeste à l'heure où le gouvernement britannique peine à atteindre ses objectifs de réduction du déficit.

(1,26 milliards d'euros divisés par 5 cela donne 252 millions d'euros par an divisés par le nombre de multinationales cela donne quoi à l'arrivée, quelques millions d'euros chacune, une broutille quoi. Un exemple.

Entre 2006 et 2011, Google a enregistré un chiffre d'affaires de 18 milliards de dollars (14 milliards d'euros) au Royaume-Uni et y a payé 16 millions de dollars d'impôts. (lemonde.fr 16.05.2013) En estimant les bénéfices de Google sur la même période avant impôt à 10%, puis à 5% du chiffre d'affaires, cela donne 1,8 milliard ou 900 millions d'euros, 18 millions de dollars d'impôts correspondrait donc à un taux d'imposition de 1% ou 0,5%, Google a payé 16 millions de dollars d'impôts, soit un taux d'imposition ridiculement bas proche ou inférieur à 1% ou ceux pratiqués par les paradis fiscaux, ajoutons à cet impôt exorbitant les 25% de la "*nouvelle taxe*" concoctée par le ministre des Finances britannique George Osborne, cela donnera 4 millions d'euros d'impôt supplémentaire sur 5 ans, une somme gigantesque ! On passe les salaires tout aussi monstrueux que les dirigeants s'attribuent qui ne sont pas comptés ici.

J'ai trouvé un autre élément fourni par un internaute suite à un article de la Tribune de Genève :

- "*Nouvelle intéressante: Facebook France a optimisé sa fiscalité! Facebook a payé en 2012 seulement 191.133 euros d'impôt sur ses bénéficiaires en France, selon BFMTV, qui estime son chiffre d'affaires à 300 millions d'€ pour la même année. Une étude de Greenwich Consulting avait évalué à 21,2 millions d'€ l'impôt sur les sociétés qu'aurait dû payer Facebook en 2011 au lieu des 50.000 euros versés...*" Quand on compare les deux montants, on se dit qu'ils sont littéralement exonérés d'impôts ! - ndlr)

Rappel. Le ministre des Finances britannique George Osborne n'a pas participé à la réunion annuelle du groupe Bilderberg en 2007 pour rien.- ndlr)

George Osborne a également annoncé un changement des règles sur la taxation des banques, ce qui devrait les conduire à devoir payer près de 4 milliards de livres supplémentaires sur 5 ans. Reuters 03.12

(Sur combien de centaines de milliards de livres ? Vaut mieux taire le chiffre, on comprend. - ndlr)

Selon les Suisses qui l'ont inventé, la Grande-Bretagne serait un paradis fiscal et leur damerait le pion :

- "*Les Britanniques ont adopté une politique d'imposition pour les sociétés internationales bien plus dynamique que celle des cantons de Genève et de Vaud, qui vont en payer le prix fort*" se plaignait la Tribune de Genève le 10 septembre 2013, autant dire que Londres est devenu officiellement un paradis fiscal.

En complément.

- Les paradis fiscaux, piliers du capitalisme. (Alternatives Economiques) (novembre 2006)
- États-Unis. Les multinationales se moquent bien de leur pays d'origine. (courrierinternational.com) (24.02.2011)

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Russie

1.1- Russie - Turquie

- Les dessus de la visite de Poutine à Ankara. - french.irib.ir

Outre certaines explications que le Président Poutine a voulu avoir avec son homologue turc surtout dans le dossier syrien, la visite éclairée du chef du Kremlin à Ankara a suivi d'autres objectifs : il est vrai que depuis l'échec du fameux "*printemps arabe*" déclenché par les USA au Moyen-Orient pour en changer la configuration, la région est sans cesse le théâtre de changement d'alliance qui se font et se défont au grès des intérêts des parties .

L'une des conséquences directes de l'échec américain dans ce projet de remodelage version Obama (- qui s'ajoute à la défaite du clan Bush) aura été un certain rapprochement des alliés arabes traditionnels de Washington envers Moscou : on pense tout de suite à l'Arabie saoudite ou encore à la Jordanie ou encore à l'Egypte de Sissi qui multiplient les contrats d'armements avec la Russie. L'Irak semble aussi être devenu l'un des principaux clients des armements russes.

Pour Vojislav Motozov , analyste russe, "*Poutine a visé un élargissement tous azimut de ses relations commerciales et économiques avec la Turquie au cours de sa visite à Ankara. Il ambitionne un volume d'échange de 100 milliards de dollars. C'est une opération effectivement économique mais aussi c'est une tentative de faire avancer le pion russe sur un échiquier moyen oriental et surtout turc traditionnellement placé sous l'influence des Etats-Unis. La Russie ne considère pas la Turquie comme un facteur de poids dans les équations géostratégiques au Moyen-Orient. Ce qui intéresse Poutine, c'est surtout les relations commerciales avec cet Etat, en ces temps de sanctions anti-russes. En effet cette visite tombe à point nommé dans la mesure où les divergences continuent à s'approfondir entre Ankara et Washington. Erdogan se démarque par des sorties de plus en plus anti américaines . Avec cette escale turque, Poutine inaugure en effet une présence russe dans la région du Moyen Orient.*"

Et l'analyste d'ajouter "*cela fait 4 ou 5 ans que la Turquie s'est laissée prise au piège tendu par les Etats Unis en Syrie, Etats Unis dont les politiques ont échoué au Moyen Orient car arc-boutées sur la volonté inébranlable du peuple syrien ou encore du peuple égyptien qui ne se résignent pas aux diktats des puissances occidentales. A l'heure qu'il est les Etats Unis sont en recule sur l'ensemble du monde arabe. Washington revoit ses politiques. Le département d'état vient d'ailleurs de mettre en garde la Russie contre tout contrat signé avec l'Iran dans le domaine d'une extension des centrales atomiques. Washington a menacé la Russie d'un renforcement des sanctions en cas d'accord avec l'Iran. Ces sanctions ou menaces de sanctions montrent une seule et même chose : la Russie est en train de faire face aux politiques des Etats-Unis au Moyen-Orient et pas à celles de la Turquie. La visite de Poutine en Turquie illustre ce que les analystes qualifient à raison l'avancée russe du nord vers la région du Moyen Orient. Il va de même de ses rencontres avec le président égyptien. Les relations de Moscou avec Le Caire symbolise une percée vers le sud. Dans ce contexte il est normal que les Américains se sentent en confrontation avec les Russes, non pas seulement en Ukraine mais aussi à l'échelle du Moyen-Orient et du nord de l'Afrique. En réalité, la Russie ne cherche jamais à attaquer. Elle considère une solide défense comme une bonne attaque. La Russie de Poutine a défié dans de nombreuses régions du monde la politique de l'Empire US et ce, de façon imprévue. Ces assauts politiques ont pris de court les Etats Unis "*. french.irib.ir 03.12

1.2- Russie - Arabie saoudite

- Syrie : Moscou met en garde Riyad. - french.irib.ir

Selon Al Manar de la Palestine, la Russie "*aurait exigé à l'Arabie saoudite de renoncer à sa politique actuelle en Syrie et à revoir ses priorités dans la région*". Le journal reprend les sources diplomatiques à Moscou qui soulignent les récentes rencontres entre les autorités saoudiennes et russes : "*Moscou aurait clairement demandé à Riyad de revoir ses politiques dans de nombreux dossiers et face à de nombreuses crises qui secouent la région du Moyen Orient avant qu'il ne soit trop tard.*"

Selon le journal, "*ce conseil russe intervient alors que les parties européennes ont eux aussi mis en garde Riyad contre un déconnexion totale vis à vis des réalités de la région , une région où Iran et Etats Unis continuent à dialoguer*". Ni en Israël ni aux Etats Unis, les décideurs n'ont aucune autre option vis à vis de Téhéran, ce que les Saoudiens devront prendre sérieusement en considération, auraient dit les européens aux saoudiens de leur côté. french.irib.ir 03.12

2- Suède

Il fait tellement bon vivre en Suède, que de plus en plus de Suédois penchent pour l'extrême droite. Curieux, non ? Ils n'ont pas dû tout nous dire.

- Suède: l'extrême droite provoque une crise et des élections anticipées. - AFP

Le gouvernement de gauche en Suède a annoncé mercredi les premières élections législatives anticipées depuis plus d'un demi-siècle, après avoir été torpillé par l'extrême droite qui veut changer une politique d'immigration qu'elle juge trop généreuse.

Centrée autour du budget 2015, la crise politique s'est dénouée très vite, coûtant le pouvoir à un gouvernement de coalition

entre sociaux-démocrates et Verts arrivé au pouvoir début octobre.

Mardi, les Démocrates de Suède (extrême droite) annonçaient qu'ils soutenaient le projet de budget de l'Alliance (centre-droit). Il était adopté le lendemain avec 182 voix, contre 153 à celui de l'exécutif.

Dans l'incapacité de gouverner, le Premier ministre social-démocrate Stefan Löfven a alors choisi l'issue la plus radicale à cette crise: une élection anticipée, la première en Suède depuis 1958.

"*Nous avons décidé d'organiser des législatives le 22 mars. Je ne prendrai pas l'initiative de nouvelles négociations*", a déclaré M. Löfven lors d'une conférence de presse au siège du gouvernement à Stockholm.

En pleine ascension électorale, les Démocrates de Suède, qui étaient devenus le troisième parti du pays aux législatives de septembre (12,9% des suffrages), se sont réjouis de cette décision.

"*Les Démocrates de Suède veulent que l'élection soit un référendum sur l'immigration*", a déclaré le président par intérim du parti Mattias Karlsson, cité par l'agence de presse TT.

C'est la première fois que la formation populiste a l'occasion d'exercer une pareille influence, ce qu'a déploré le Premier ministre.

Interrogés avant cette crise, entre le 4 et le 20 novembre, les Suédois étaient seulement 29% à juger positive l'action de l'exécutif, et 43% à penser que le centre-droit ferait mieux, selon un sondage paru mercredi. AFP 03.12

ECONOMIE

Monnaie.

- Poursuite de la hausse du dollar et volatilité en vue en 2015 - Reuters

Le calendrier de la hausse des taux directeurs aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne sera la principale cause de volatilité sur le marché des devises l'année prochaine, selon des stratégestes change interrogés par Reuters qui s'attendent à une poursuite de la hausse du dollar.

La faiblesse de la hausse des prix et des salaires aux Etats-Unis conjuguée à la chute des prix du pétrole a éloigné la perspective d'un premier relèvement de ses taux directeurs par la Réserve fédérale américaine qui avait été anticipé pour la mi-2015.

Cette incertitude sur le calendrier de la première hausse de taux par la Fed sera plus facteur de volatilité sur le marché des changes que les éventuels assouplissements monétaires que la Banque centrale européenne (BCE) ou la Banque du Japon (BoJ) pourraient mettre en oeuvre l'année prochaine, estime une majorité des 55 stratégestes interrogés cette semaine.

Les positions longues sur le dollar sont à un plus haut de six ans à la faveur d'une croissance solide et d'un chômage en repli aux Etats-Unis, montrent les dernières données publiées par la Commodities Futures Trading Commission (CFTC) américaine.

Le dollar s'est apprécié cette année parallèlement au ralentissement puis à l'arrêt de ses achats d'actifs par la Réserve fédérale tandis que l'euro et le yen ont subi le contrecoup d'anticipations de politiques monétaires durablement accommodantes de la BCE et de la BoJ.

"*La première partie (de 2015) sera dominée par un euro plus faible et la deuxième par un dollar plus fort*", a dit Soeren Hettler, stratégeste change de DZ Bank.

L'indice du dollar contre les devises des principaux partenaires commerciaux des Etats-Unis a progressé d'un peu plus de 11% depuis le début de cette année à 88,98 mercredi, au plus haut depuis mars 2009.

Il devrait atteindre 89,2 à la fin de cette année et 93,8 à la fin 2015, selon la médiane des prévisions des stratégestes interrogés.

Ils s'attendent à une baisse de plus de 4% de l'euro contre la devise américaine l'année prochaine par rapport au cours de 1,23 dollar pour un euro testé mercredi, qui représente une baisse de plus de 10% depuis le début de l'année.

La devise européenne devrait s'échanger à 1,22 dollar dans trois mois, 1,20 dollar dans six mois 1,18 dollar dans un an, d'après

leurs prévisions.

L'affaiblissement de la devise européenne devrait bénéficier à la croissance au sein de la zone euro en favorisant les exportations et soutenir l'inflation en renchérissant les importations alors que la hausse des prix est tombée à 0,3% en rythme annuel au mois de novembre, alimentant les craintes de déflation.

Trois des stratégestes change interrogés estiment toutefois que la faiblesse persistante des prix du pétrole est susceptible d'être la principale cause du regain attendu de volatilité sur les devises.

"De nombreuses devises de pays producteurs de matières premières baisseront l'année prochaine, une poursuite de la baisse ou le maintien à des bas niveaux des cours du pétrole étant anticipés", a prévenu Nordine Naam, stratégeste change de Natixis.

Le yen fera aussi les frais de la hausse du dollar selon les stratégestes interrogés qui anticipent que la devise nipponne s'échange à 120 yens pour un dollar dans six mois et 122,375 yens dans un an contre 119,28 yens mercredi, niveau qui correspond à une dépréciation de plus de 13% depuis le début de l'année.

Le livre sterling devrait s'échanger à 1,57 dollar dans un mois, 1,56 dollar dans trois mois et tomber à 1,54 dollar dans un an, selon les stratégestes interrogés, en raison des anticipations d'une hausse de taux directeurs par la Banque d'Angleterre postérieure à celle de la Fed.

L'enquête conduite avant la décision de politique monétaire de la banque centrale brésilienne fait ressortir des anticipations d'appréciation du real contre le dollar à 2,55 reals dans un mois et une évolution dans une fourchette étroite de 2,55 à 2,60 reals dans les 12 prochains mois.

La livre turque et le rand sud-africain devraient légèrement se déprécier l'année prochaine.

La devise russe pourrait s'apprécier légèrement à 48,5 roubles pour un dollar après une baisse spectaculaire cette année qui lui a fait perdre plus de la moitié de sa valeur sur fond de chute des prix du pétrole et de tensions entre Moscou et les pays occidentaux, du fait de la crise ukrainienne. Reuters 03.12

Pour faire passer le traité de libre-échange transatlantique entre les Etats-Unis et l'Union européenne, ils vont mettre le paquet ! C'est aussi une piste de réflexion car l'enjeu en vaut vraiment la chandelle... dont la mèche sera entièrement consumée une fois qu'il sera signé.

[Haut de page ↗](#)

Le 5 décembre 2014

CAUSERIE

J'ai franchement du mal à le croire ou alors mes lecteurs seraient des pingres, cela ne colle pas avec leurs idées et l'idée que je m'en faisais, à moins qu'il y ait une méprise quelque part...

- Les Français très généreux en temps de crise - Francetv info 04.12

Cela dépend envers qui apparemment...

[A quoi cela leur sert-il de s'enrichir dans de telles proportions ? Un exemple.](#)

- Un milliardaire chinois s'offre le briquet le plus cher du monde - LeParisien.fr

Un demi-million d'euros ! L'heureux propriétaire de cette pièce unique au monde est l'extravagant homme d'affaires Stephen Hung. Collectionneur de briquets et de stylos Dupont, ce banquier chinois est aussi un grand amateur d'art français, et voue une admiration particulière à Louis XIII, Louis XIV et au château de Versailles.

«Nous avons réfléchi ensemble avec mon client, et nous avons décidé d'intégrer sur ce briquet les codes de la royauté française, comme la couronne de France, la fleur de lys, le saphir cabochon», explique Alain Crevet, président de la maison S. T. Dupont. Le briquet, précise-t-il, *«a été dessiné par la princesse Tania de Bourbon Parme - descendante directe de Louis XIV -*

qui est également designer de profession». LeParisien.fr 04.12

Ayons une pensée pour nos petits camarades chinois victimes du capitalisme débridé, dérégulé et mafieux. Souhaitons-leur de haïr le capitalisme autant que nous.

Le "plafond" du vieux monde n'est pas prêt de leur tomber sur leurs têtes, hélas !

Grille de lecture.

Plus on est de fous, plus on rit... à en mourir !

- Le « *Gangnam Style* » atteint le plafond de visionnage de YouTube - LeMonde.fr

Psy a dépassé YouTube. Son vidéoclip et sa chanson à succès « *Gangnam style* » ont contraint les ingénieurs de la plateforme de vidéo à revoir leurs plafonds de visionnages.

YouTube avait prévu un nombre maximum de consultations de 2 147 483 647. Le problème c'est que la vidéo du Sud-Coréen, déjà la plus regardée de la planète, s'approchait dangereusement de ce seuil, quatre ans après sa publication.

« *Nous ne pensons jamais que la vidéo pourrait être consultée autant que 'l'entier' de 32 octets* », a affirmé YouTube, propriété du moteur de recherche Google, dans un billet sur Google+, « *l'entier* » désignant ce seuil maximum. LeMonde.fr 04.12

En combattant contre l'ignorance sous toutes ses formes pour que l'humanité dépasse le stade du règne de la nécessité qui l'étrouffe désormais et atteigne le règne de la liberté, notre idéal incarne à la fois l'humaniste et le niveau de conscience le plus élevé que l'homme peut se donner d'atteindre.

Nous combattons quotidiennement l'ignorance et la médiocrité, nous ne versons ni dans le superficiel, la démagogie, la vulgarité qui consistent à rabaisser l'homme au-dessous de la condition légitime à laquelle il a droit, tous les hommes, ou à le maintenir dans une condition inférieure qui finalement fait son malheur et le bonheur des nantis.

Le succès de cette vidéo est à mettre au compte de la classe dominante qui en a fait la promotion, qui flatte l'ignorance des masses qui sert ses desseins ou lui permet de se maintenir au pouvoir.

Elever le niveau de conscience des masses exploitées ne peut que contribuer à l'aider à développer toutes leurs facultés et capacités au point d'accéder à un niveau d'exigence en matière artistique ou culturel supérieur, de telle sorte qu'elles en arrivent à être insensibles à la médiocrité qu'on lui sert dans ces domaines pour la maintenir en état d'infériorité ou de servitude.

Il est vrai que nous avons une conception de l'art élitiste, où le génie ou la virtuosité alliés à l'esprit créatif de l'artiste l'emporte sur tous les autres critères que l'on considère secondaires ou inférieures. Nous le revendiquons.

Marx expliquait en substance que les prolétaires revendiquaient les mêmes droits que les bourgeois et qu'il était légitime qu'ils prétendent accéder au même mode de vie supérieur, autrement dit qu'il devait accéder au même bien-être et confort matériel, ainsi qu'au développement intellectuel, à la culture et aux arts qui incarnent la quintessence de la civilisation humaine, et qu'il n'y avait aucune raison qu'ils soient réservés à des privilégiés qui seuls seraient sensés pouvoir en jouir ou en goûter les plaisirs, comme si le peuple était trop rustre et condamné pour l'éternité à y demeurer insensible, alors que c'était seule l'état de servitude et d'ignorance dans lequel il était maintenu qui lui rendait inaccessible, ajoutons conformément aux rapports sociaux établis ou aux rapports de domination de classe qui devaient demeurer inchangés.

Confirmation ou un aveu de leur imposture.

- Après trois mois de frappes, l'EI a peu reculé sur le terrain - Reuters

- "*Daech n'est pas la cible des chasseurs de la Coalition*" - french.trib.ir

Les éléments terroristes de Daech ne sont pas dans le viseur des chasseurs de la Coalition internationale soi-disant antiterroriste, a indiqué le représentant de la Syrie auprès de l'ONU, Bachar Jaafari.

Il a souligné mercredi devant la presse au siège des Nations unies que les raids de la Coalition internationale contre les positions de Daech sont programmés. " *Les Etats-Unis ne visent pas les éléments de ce groupe terroriste qui circulent entre la Syrie et l'Irak*", a fait remarquer Bachar Jaafari.

Le président syrien, Bachar Assad, a pour sa part jugé inefficaces les raids aériens de la Coalition internationale anti-Daech pour éradiquer le terrorisme.

Il y a quelque temps, CNN a annoncé qu'avec l'intensification des raids aériens américains contre les positions de Daech en Syrie et en Irak, un nombre de civils ont été victimes de ces attaques. french.trib.ir 04.12

ACTUALITÉ DU JOUR

Parole de sioniste. Aucune "faveur" ne sera accordée aux Palestiniens, selon un ministre de Netanyahu.

Grille de lecture.

- Quand on connaît leur conception du droit...
- Dans la même phrase, il nie le droit des Palestiniens à l'autodétermination en déclarant qu'ils ne bénéficieront pas d'un "passe-droit".
- Passe-droit : Faveur, grâce, privilège qu'on accorde à qqn contre le droit, le règlement (en général au détriment d'autrui).(Le Grand Robert)
- Cela signifie quoi ? Que le droit des sionistes l'emporte sur celui des Palestiniens.
- Le reste n'est que du baratin histoire de renvoyer la résolution de la question palestinienne aux calendes grecques.
- Laurent Fabius : "*La reconnaissance de la Palestine, c'est un droit, pas un passe-droit*" - Francetv info

La reconnaissance d'un Etat n'est pas une faveur faite aux Palestiniens, selon le ministre des Affaires étrangères. Invité de France 2, jeudi 4 décembre, Laurent Fabius a fixé des étapes pour une reconnaissance de l'Etat palestinien par la France, déjà adoptée par l'Assemblée nationale mardi.

Selon le ministre, il faut "*une résolution des Nations unies définissant bien les paramètres*", accompagnée "*d'un appui international parce qu'il y a des négociations périodiquement, mais elles n'aboutissent jamais*". Si, dans un délai de deux ans, ces étapes ne sont pas remplies, "*il y aura une reconnaissance unilatérale de la France*", a indiqué Laurent Fabius. Francetv info 04.12

Pour qui se prend-il ? Cela fait 66 ans qu'Israël soutenu par les Etats-Unis ne respecte pas les résolutions de l'ONU et se moque de ce que peuvent penser ou décider les différents gouvernements et il n'y a aucune raison que cela change demain.

Israël incarne le sommet du capitalisme au stade de l'impérialisme pourrissant, la dictature néolibérale qui dicte sa loi au monde entier, capituler signifierait que l'oligarchie anglo-saxonne capitulerait face à la pression du mouvement ouvrier international, or on ne voit pas comment cela pourrait se produire puisqu'il est en pleine décomposition et n'a pas été capable de se donner une nouvelle direction et de renouer avec le socialisme.

Nausée. Hystérie, délire ou delirium tremens au sommet de l'Etat.

Grille de lecture.

- Il faut imaginer tous les cambriolages et les viols qui se produisent chaque semaine en France et dont personne n'entend jamais parler. Imaginez encore que cela vous arrive, il ne vous viendra pas à l'esprit de prévenir les médias ou l'Elysée. Et pourtant.
- Quand un banal cambriolage accompagné d'un viol est discrètement monté en épingle par les officines sionistes et élevé au rang de priorité nationale par le gouvernement Hollande-Valls aux ordres d'Israël.
- Tout est parti d'un fait divers et des propos rapportés par un de ses protagonistes qui étrangement sont remontés jusqu'aux agences de presse, aux médias jusqu'à l'Elysée. Qui a accès à l'Elysée ? Le Crif et l'ambassadeur d'Israël.
- Et puis il faut avoir en mémoire que Hollande et Valls sont incapables de prendre la moindre initiative, ce sont de vulgaires marionnettes qui s'agitent quand le marionnettiste tire les ficelles.

- 48 heures à peine après, la réponse du gouvernement pro-israélien au vote des députés en faveur d'un Etat palestinien (que nous ne soutenions pas).

- Ils n'ont rien trouvé d'autre ou de mieux, c'est dire leur désarroi face à la condamnation des peuples du monde entier du dernier massacre de Gaza par Tsahal et à l'isolement d'Israël en dehors des Etats-Unis, du Canada et des pays de l'UE.

- De dangereux psychopathes porte-parole du sionisme nous gouvernent et stigmatisent les juifs dans l'espoir que des actes antisémites seront commis dans les jours ou semaines qui viennent. Hollande, Valls et Fabius sont vraiment des cinglés car enfin, la ficelle est un peu grosse, on a le droit à du sarkozisme par ses clones.

- A qui doit profiter cette opération ? Aux sionistes et à l'extrême droite. Ils sont complémentaires depuis le début du XXe siècle ou les mêmes sous différents masques, l'un ou l'autre aspect domine selon le contexte, ils oeuvrent pour la même cause et sont antisémites évidemment. Pas étonnant que ce soit des dirigeants du PS qui s'y collent, le champion de la provocation, de la stigmatisation des minorités, du communautarisme.

- Agression antisémite à Créteil : *"Ils savaient qu'on était juif"*, raconte une victime - Francetv info

Selon Simon Elmaleh, ses agresseurs *"savaient qu'on était juif"*. *"C'est du racisme, c'est un acte antisémite"*, assure la victime devant la caméra de France 2.

Aggression antisémite à Créteil: *«Ils ont dit: "De toute façon, les Juifs, vous avez de l'argent"»* - 20minutes.fr

Les malfaiteurs auraient justifié leur venue dans cette maison et leurs intentions: *«Ils ont dit qu'ils ne venaient pas ici par hasard. Parce que (mon) frère est gérant d'une chaîne de vêtements. Ce n'est pas vrai, il est juste vendeur. Ils ont dit: "On sait que ton père a une voiture de telle marque. On vous a déjà surveillés, on sait que ta mère sort à tel endroit. De toute façon les Juifs, vous avez de l'argent.»* Francetv info 04.12

Tragi-pathétique.

- Agression antisémite: Hollande et Valls appellent à la mobilisation - AFP

"Quand il se passe de tels drames, de telles tragédies ce n'est pas la famille simplement qui est blessée, agressée, c'est ce que la France porte de plus grand, de meilleur qui se trouve blessé, abîmé", a déclaré François Hollande depuis l'Élysée. (En faisant référence à la famille, il fait référence à l'homme en général. Et lequel parmi eux eux serait le *"plus grand"*, le *"meilleur"*, le juif qui appartiendrait à une race d'homme supérieure à tous les autres selon Netanyahu, et qui mériterait qu'un Etat porte son nom et lui soit consacré conformément à un mythe, rien qu'un mythe, car il est impossible de le justifier autrement. Ajoutons dénoncé par de nombreux intellectuels et universitaires juifs qui ne se reconnaissent pas dans Israël.- ndlr)

Cette agression montre que *"le pire existe"*, que *"le mal traverse nos sociétés"*, a estimé le président de la République avant de dénoncer une *"forme de violence d'autant plus insupportable qu'elle vise à diviser"*. (Très très fort ! On se demande quel qualificatif ils pourront employer par la suite à propos des crimes monstrueux commis par les complices d'Israël, les barbares de l'Emirat islamique ou islamo-sioniste puisqu'il ne s'est jamais attaqué à des intérêts israéliens, pas même à un juif, comme quoi Valls n'est pas le seul à cultiver le culte de cette famille ! - ndlr)

Dans un tweet, le Premier ministre Manuel Valls avait un peu plus tôt estimé que *"l'horreur de Créteil"* était *"la démonstration immonde que la lutte contre l'antisémitisme est un combat de tous les jours"*.

(Nous nous préférons contre les licenciements, le chômage, la précarité, la pauvreté, le pacte de responsabilité, le blocus de Gaza... - ndlr)

"Il y a des actes racistes, antisémites, contre des synagogues, des mosquées, des églises. (...) L'Etat doit y apporter une réponse très forte", a redit le Premier ministre jeudi devant la presse.

(Celle-là c'est la meilleure, des actes *"racistes"* contre des églises, le fanatique bave, éructe, vomit la haine qui l'habite contre ceux qui résistent à la politique d'apartheid de l'Etat sioniste au côté du peuple palestinien, s'il le pouvait il vous décapiterait sur place le monstre. - ndlr)

La Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) note la persistance d'*"un certain nombre de clichés communément partagés sur les Juifs"*, en particulier par rapport à l'argent. AFP 04.12

Et pour cause, ce sont les Juifs eux-mêmes qui l'entretiennent depuis des siècles ou plutôt des millénaires...

Pour émigrer dans un tel pays, il faut être au moins aussi raciste et fanatique que Valls.

- L'émigration de Juifs de France vers Israël a plus que doublé sur un an - 20minutes.fr

Commentaires d'internautes

1- *"Et les pauvres petits vieux, qui se font agresser... parce qu'ils ont quelques économies... C'est quoi ?"*

2- *"Combien d'agressions tous les jours?... Combien de morts suite à ces agressions?... Et pas un mot, ni de Valls ni de Hollande!"*

3- *"Il veut quoi au juste le Valls? Monter les Français les uns contre les autres et mettre la France à feu et à sang une fois de plus? Tous les jours des gens jeunes, vieux se font agresser, tuer, violer et là, silence, tout ce que Valls va réussir c'est de semer la pagaille, le chaos tout ça pour masquer son incapacité à gouverner, les jeunes des cités vont être de sortie pour brûler les voitures pendant que ce monsieur sera bien protégé lui et sa famille dans sa forteresse et ses nombreux garde-du-corps."*

4- *"D'énormes doutes sur cette agression "anti-sémite" qui intervient au lendemain de la reconnaissance de la Palestine par le parlement. On va avoir droit au discours habituel sur les "heures sombres de notre histoire et blablabla". Très pratique pour le Crif, la Ldj et le représentant du Likoud à l'Assemblée nationale, mr Habib..."*

5- *"Il y a eu 69 387 viols depuis le 1er janvier. Hollande, Valls et la presse se sont mobilisés? Non. C'est pas du mépris ça?"*

Concédez la "révolution citoyenne" à l'Union européenne, c'était se faire de graves illusions.

- Europe: plus d'un million de signatures contre le partenariat transatlantique - AFP

Plus d'un million de personnes ont signé une pétition à travers l'Europe pour s'opposer aux accords de libre-échange avec le Canada et celui en cours de négociations avec les Etats-Unis, mais Bruxelles y a opposé une fin de non-recevoir, ont annoncé jeudi les organisateurs.

Le collectif "Stop TTIP", qui rassemble plus de 300 organisations dans 24 Etats membres, s'est vu refuser par la Commission le statut d'initiative citoyenne européenne. L'exécutif européen, qui a fait de ces négociations commerciales une priorité, ne soumettra donc pas de proposition législative pour soutenir cet appel. En réaction, "Stop TTIP" a saisi la Cour de justice européenne.

La pétition, qui a rassemblé selon ses organisateurs "plus d'un million" de signatures au cours des deux derniers mois, appelle à mettre fin aux négociations pour un accord de libre-échange avec les Etats-Unis (TTIP) et à bloquer l'accord avec le Canada (CETA).

Parmi les craintes exprimées: la mise en place d'un mécanisme de protection des investissements (ISDS) qui pourrait permettre aux multinationales de contester devant des tribunaux d'arbitrage des politiques des gouvernements nationaux.

Ces accords donneraient "des pouvoirs inédits aux entreprises et menaceraient de fait la démocratie, l'état de droit, la protection de l'environnement et des consommateurs", estime le collectif.

"Les citoyens veulent avoir leur mot à dire et ils devraient l'avoir. Un million de personnes ont déjà dit "non merci" Combien en faut-il de plus pour que Bruxelles nous entende ?", affirme Susan George, membre de "Stop TTIP". AFP 04.12

Dès lors qu'on n'accorde aucune légitimité à une institution, on a aucune raison de s'adresser à elle, puisqu'on combat pour qu'elle disparaisse, mais voilà, ce n'est pas l'objectif d'Attac ou des 300 organisations qui sont à l'initiative de cet appel, eux ils s'accrochent à ces institutions, du capitalisme, ils en sont des agents en réalité.

Ils rament pour le compte du régime en place qui finalement leur convient très bien en trompant les militants et les travailleurs qui signent cet appel, pendant ce temps-là ils ne combattront pas dans la perspective de renverser l'UE et le capitalisme. Voilà pourquoi les médias leur accordent généreusement une tribune et la boucle est bouclée.

Partenaires sociaux

CGT : Pas touche au grisbi !

- Lepaon admet avoir touché 30 000 euros de prime de départ - liberation.fr

Le secrétaire général de la CGT, Thierry Lepaon, aurait expliqué, devant les autres membres de la direction, avoir touché 30 000 euros lors de son départ du comité régional CGT Basse Normandie, début 2013, avant son arrivée à Paris comme patron de la confédération, selon une source interne, confirmant ainsi une information du Figaro. liberation.fr 04.12

On ignore s'il s'agit d'une campagne orchestrée contre la CGT au moment où se tiennent les élections professionnelles dans la fonction publique. Apparemment il s'agirait de fuites de l'intérieur.

Tant qu'à faire un sale boulot, autant que cela rapporte. Il devrait rembourser cette somme à son syndicat et tous les permanents devraient publier leurs revenus et patrimoines. La comptabilité de tous les syndicats est opaque ou occulte. Vous voyez où cela mène le manque de rigueur et de discipline...

Elections dans l'Education nationale

- Elections dans l'Education: la FSU reste première mais baisse - AFP

La FSU, première fédération de l'éducation, reste en tête jeudi à l'issue des élections professionnelles à l'Education nationale mais baisse, devant l'Unsa toujours deuxième, tandis que FO et le Snalc progressent et SUD recule, selon des sources concordantes.

Avec 35,5% des voix contre 40,6% en 2011, la FSU perd un siège au Comité technique ministériel (CTM), l'instance de négociation au ministère de l'Éducation nationale où seules les organisations ayant des élus peuvent signer des accords.

La FSU a ainsi six sièges sur quinze au CTM, a détaillé à l'AFP sa secrétaire générale Bernadette Groison, des chiffres confirmés par le ministère de l'Education. L'Unsa Education garde quatre sièges avec 21,89% des voix (contre 20,7% auparavant), FO gagne un siège et en détient désormais deux (13,58% des voix, contre 10,09% précédemment). Le Sgen-CFDT (8,9% des voix) et la CGT (5,5%) conservent chacune leur siège. Le Snalc, classé à droite, récupère le siège perdu en 2011, avec 5,46% de voix, tandis que SUD perd sa place au CTM, a précisé Mme Groison.

Le taux de participation pour les élections au CTM s'est élevé à 41,73%, en hausse de 3,19 points par rapport à 2011 année d'introduction du vote électronique où la participation s'était effondrée de 20 points.

Vivement la légalisation de l'euthanasie !

- Les chiffres chocs du suicide en France - M6info

1 Français sur 20 tente de se donner la mort au cours de sa vie.

Chaque année, 11.000 personnes se donnent la mort en France. Pour la première fois, l'Observatoire national du suicide (ONS), créée en 2011 à la demande du Conseil économique social et environnemental (CESE), publie un rapport sur le sujet.

- Les hommes davantage concernés. (Voilà qui va rassurer les féministes ! - ndlr)

- Les personnes âgées très touchées. Un tiers des suicidés a plus de 60 ans. Il y a tout de même un paradoxe, car la deuxième tranche d'âge la plus touchée concerne les 15-24 ans. 16% des décès chez les jeunes sont dus au suicide, deuxième cause de décès après les accidents de la route.

- Le rapport montre aussi qu'il existe aussi des inégalités sociales face au risque suicidaire. Plus les individus sont en proie à des difficultés financières, plus elles auront un risque de se suicider. Ainsi, certaines catégories professionnelles sont jugées "à risque", c'est notamment le cas des agriculteurs et des ouvriers. M6info 04.12

Jeunesse sacrifiée par ceux qui malheureusement ne risquent pas de se suicider.

- Forte hausse du chômage des jeunes en France au 3e trimestre - Reuters

La hausse a été particulièrement forte chez les 15-24 ans, dont le taux de chômage a progressé d'un point à 23,7% (24,6% avec les Dom), là aussi un plus haut depuis un an, en France métropolitaine. Reuters 04.12

ACTUALITE EN TITRES

[La malformation du capitalisme était congénitale.](#)

- Toyota, Ford et Chrysler rappellent de nouveaux véhicules - Reuters

[Ils tiennent à garder leur emploi.](#)

- Plus de six Français sur dix soutiennent les patrons - AFP

[Mesquin](#)

- Travail dominical: une majorité de Français pour, mais pas pour eux-mêmes - AFP

Six Français sur dix (62%) sont favorables à l'ouverture des magasins le dimanche mais dans le même temps, ils sont tout autant à être opposés à l'idée de travailler eux-mêmes ce jour-là, selon un sondage BVA à paraître vendredi dans La Dépêche du Midi. AFP 04.12

[Résistance passive.](#)

- Une grève annoncée à la Société générale - LeMonde.fr

- Appel à une grève illimitée dans les services d'urgences à partir du 22 décembre - 20minutes.fr

[Déstabilisation et stratégie du chaos.](#)

- Irak: 33 morts dans des attentats à Bagdad et Kirkouk - AFP

- Bahreïn : une opposante condamnée à trois ans de prison pour « *insulte au roi* » - LeMonde.fr

- Tchétchénie: 19 tués dans une attaque de rebelles islamistes à Grozny - L'Express.fr

- Nouvelles frappes aériennes dans la guerre des pouvoirs en Libye - Reuters

- Nigeria : attaque de Boko Haram près d'une cimenterie Lafarge - LeMonde.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

1.1- Etats-Unis ou l'Etat policier le plus important du monde.

Grille de lecture.

- Le gouvernement et le Pentagone, la CIA se permettent de guerroyer contre des Etats indépendants et souverains qui ne leur ont jamais déclaré la guerre en toute impunité ou sans être inquiétés par quiconque, violant les traités qu'ils ont signés ou le droit international qu'ils ont approuvé, alors pourquoi un simple policier n'aurait pas le droit d'en faire autant à son niveau avec un simple citoyen américain, qui plus est quand il est noir ?

- Quand dans une société il suffit d'estimer être dans son droit pour empiéter sur celui des autres, sans que dès lors il soit nécessaire de le justifier autrement, il n'existe plus de limite à la permissivité. Que font d'autre les banquiers ?

Etats-Unis : un policier blanc disculpé malgré son implication dans la mort d'un père de famille noir Francetv info

A New-York, un grand jury a décidé de ne pas poursuivre un policier blanc impliqué dans la mort d'un père de famille noir. Après l'affaire de Ferguson, cette décision a provoqué de nouvelles manifestations mercredi 3 décembre à New-York, d'autant que la scène a été filmée et qu'elle est d'une extrême violence. Le 17 juillet dernier, Eric Garner soupçonné de vendre illégalement des cigarettes est interpellé. L'homme de 43 ans, asthmatique, est plaqué au sol et étranglé. On l'entend dire à plusieurs reprises "je ne peux pas respirer". Quelques minutes plus tard, Eric Garner s'arrête de respirer. Francetv info 04.12

La scène du meurtre ayant été filmée par un témoin qui passait par là et mise en ligne sur Internet, dès lors il était impossible de disculper les policiers ou de croire leur version sur parole, du coup les médias les plus corrompus du monde sont obligés de reconnaître les faits.

N'allez pas imaginer que les médias américains feraient enfin leur travail ou auraient changé, ils s'adaptent à la situation pour ne pas se couper de leurs lecteurs c'est tout, la lutte du capital contre le travail continue... Cela vaut aussi pour Le Monde ou les médias français qui rendent compte de cet assassinat commis par la police américaine.

- Violences policières aux Etats-Unis : les éditoriaux à charge de la presse américaine - Le Monde.fr

« *La disproportion entre le sort de M. Garner, sur un trottoir de Staten Island, en juillet, et son infraction présumée – revendre des cigarettes – est grotesque et scandaleuse* », écrit le New York Times dans un éditorial inhabituellement virulent.

Ce que soulignent les éditorialistes, mercredi, c'est que contrairement à l'affaire similaire à Ferguson dans le Missouri – où Michael Brown, dix-huit ans, est mort sous les balles d'un policier également exempté de poursuites le 24 novembre –, l'arrestation musclée d'Eric Garner a été filmée par un passant. Une preuve du déroulement des événements que tout un chacun peut voir aujourd'hui sur Internet : plusieurs policiers contre ce seul homme, obèse, ne se débattant pas et répétant qu'il « *n'arrive pas à respirer* ».

« *Cette fois, il y a eu littéralement des millions de témoins oculaires. Qu'on me dise, même dans l'absolu, combien il en faudrait. Est-ce qu'il faut un nombre minimum de témoins ? Ou est-ce que "l'égalité de tous devant la loi" n'est en fait qu'une blague cruelle ?* », s'insurge Eugene Robinson, éditorialiste au Washington Post.

L'éditorial du New York Daily News évoque ce qui ressemble fort à une « *erreur judiciaire* » et symbolise son point de vue dans un dessin montrant une allégorie de la justice agonisant au sol et prononçant les mêmes mots qu'Eric Garner, « *I can't breathe* », « *je n'arrive pas à respirer* ».

Paradoxalement, le New York Times voit dans cette vidéo un signe d'« *espoir* » :

« *Si un passant n'avait pas, avec son téléphone portable, filmé la scène, la seule version du policier aurait primé.* »

« *Un homme innocent est mort* »

« *Bien que la mort de M. Garner ait été officiellement définie comme homicide, on ne pourra pas percer la confidentialité des délibérations du grand jury afin de comprendre pourquoi les jurés ont décidé de ne pas retenir de charges criminelles* », regrette le New York Times.

« *La seule chose qui est claire, c'est que cette arrestation était brutale et qu'un homme innocent est mort.* »

Le quotidien new-yorkais réclame la destitution du policier. « *Il a utilisé une technique interdite pour brutaliser un citoyen qui n'agissait pas de manière violente, qui ne présentait aucun risque de fuite, ne brandissait aucune arme et qui était vraiment isolé.* » L'éditorial enfonce le clou en condamnant une institution qui « *a besoin d'être réformée* ».

Le Daily News rappelle, lui, que « *les services de police new-yorkais ont interdit depuis longtemps les immobilisations par strangulation, considérées comme mortelles et injustifiées* » et considère que « *M. Pantaleo et son équipe auraient pu utiliser des méthodes moins extrêmes* ».

« *Excès de permissivité* »

Selon Eugene Robinson, du Washington Post, l'un des problèmes révélés par l'affaire Garner est « *l'excès de permissivité accordé* » aux policiers qui peuvent, d'après lui, « *faire tout ce qu'ils estiment nécessaire pour garantir la sécurité dans les rues. Mais la balance est clairement allée trop loin dans le sens du maintien de l'ordre, au détriment de la liberté et de la justice* ». Et d'estimer encore :

« Les activités d'Eric Garner ne méritaient pas plus qu'un avertissement. Mais je dois reconnaître qu'il avait commis un autre délit capital. Il n'était pas de la bonne couleur de peau. »

Prenant le contre-pied de tous ces éditoriaux à charge, le New York Post publie un article signé par son ancien éditeur en chef, aujourd'hui indépendant, dont le titre résume bien le propos : « Eric Garner a été victime de lui-même pour avoir décidé de résister ».

Le journaliste estime ainsi qu'Eric Garner et Michael Brown ont eu le tort d'avoir « pris de mauvaises décisions pour le dernier jour de leur vie ». Pour Bob McManus, l'affaire Garner est « triste », mais n'est rien d'autre qu'un scénario possible lors d'un affrontement entre policiers et criminels. En août, après des manifestations pour protester contre la mort d'Eric Garner, le tabloïd avait déjà pris le parti de défendre les forces de l'ordre. Le Monde.fr 04.12

En titres

- Le ministre de la justice américain dénonce les méthodes de la police de Cleveland - LeMonde.fr

- L'Onu rappelle Washington à l'ordre sur ses policiers - LePoint.fr

Le secrétaire général de l'ONU a demandé jeudi aux États-Unis de s'assurer que leurs policiers répondent davantage de leurs actes. LePoint.fr 04.12

Cela tombe bien : Ils ne font que cela !

- Porter une caméra n'empêchera pas des policiers blancs de tuer des noirs aux Etats-Unis - Slate.fr

Cela leur fera un souvenir...

- Les internautes blancs dénoncent les traitements de faveur que leur réserve la police - Le Huffington Post

En complément.

- La torture par les policiers, une « routine » aux Philippines selon Amnesty - Liberation.fr

En Inde aussi, conformément à ce qui se passe dans la réalité, dans les séries télé ou les films indiens on voit des policiers frappés des personnes mises en garde à vue ou des prévenus à mains nues ou à coups de pieds ou de matraque, la société indienne étant très violente contrairement aux idées reçues, il faut croire que cela ne choque pas la population, peut-être parce qu'on a le droit aux mêmes scènes lors des infos télévisées du soir, et là il ne s'agit pas de cinéma mais du traitement des manifestants ou opposants au gouvernement.

Dans les séries le plus souvent on voit un type se retrouver derrière les barreaux d'un commissariat, il est propre sur lui et en bonne santé, et lors de la séquence suivante on le retrouve le visage complètement tuméfié ou en sang, ce qui signifie que les policiers l'ont interrogé et roué de coups violents.

Quant aux actes de torture, ils n'y figurent pas et chacun peut comprendre pourquoi, ces séries ou films ne trouveraient peut-être pas de financements.

C'est aussi un message adressé à la population très arriérée et qui peut être portée à s'emporter facilement, pour l'éduquer ou qu'elle reste tranquille, la terroriser. Quand je vous disais que le régime était semi-féodal en Inde, ces méthodes policières d'un autre âge s'y apparentent. Quand un policier s'adresse à un Indien, le premier réflexe de ce dernier est de lui donner du "yes sir", du monsieur, (cela me fait penser aux Tontons flingueurs et je me marre à chaque fois) marque de respect ou de déférence, de soumission ou d'obéissance que les Indiens réservent aux VIP, aux personnes réputées disposer d'un statut supérieur au leur dans la société, ils en ont une trouille bleue en vérité, qu'il les rackettent aussi !

1.2- Menace contre l'Iran.

- Le Congrès US menace l'Iran - french.irib.ir

Alors que seulement 10 jours se sont écoulés depuis le début de la prolongation de 7 mois des négociations nucléaires entre l'Iran et les 5+1, les rapports parvenus de Washington font part de la formation de nouveaux agissements de la part d'un groupe de congressistes visant à durcir les sanctions contre l'Iran. Mercredi, la commission des affaires étrangères du sénat était l'hôte

d'une réunion à laquelle ont participé un certain nombre d'opposants à la prolongation des négociations, demandant tous le durcissement des sanctions contre l'Iran pour contraindre ce dernier à mettre fin à ses activités nucléaires, a rapporté radio BBC en Farsi.

Le sénateur démocrate Robert Menendez, le Président de cette commission a participé à cette session. Il semblerait déjà que cette prolongation de 7 mois vivra des jours critiques avant de parvenir à l'accord global nucléaire, a ajouté BBC. La divergence de vue entre la Maison Blanche et le Congrès sur les négociations nucléaires avec l'Iran n'est pas chose nouvelle, cependant il semblerait que le prochain sénat qui sera formé d'ici un mois, décidera de faire pression sur la Maison Blanche.

Le sénateur républicain Bob Corker membre du Parti républicain qui lors du prochain sénat remplacera Menendez a déjà promis de mettre à exécution les nouvelles sanctions contre l'Iran à partir des premiers jours de la formation du nouveau Congrès. Apparemment, en réaction à ces déclarations, la Maison Blanche et le secrétaire d'Etat américain essaient de faire croire aux congressistes que l'adoption de nouvelles sanctions signifierait la fin des négociations avec l'Iran. Dans le sens de ces tentatives, Wendy Sherman, membre de l'équipe négociatrice américaine devra se rendre, ce jeudi, au Congrès pour contraindre les partisans des sanctions à revenir sur leur décision.

Pour certains milieux, la domination des républicains au Sénat américain, à partir du mois de janvier diminuera les chances de l'acquisition de l'accord, cependant ce n'est pas tout.

De l'avis des analystes, d'habitude, dans la politique étrangère américaine, le Congrès joue le rôle du mauvais flic et la Maison Blanche celui du bon flic pour l'administration en vue d'obtenir de concessions. En effet on peut dire que les Etats-Unis appliquent pratiquement deux politiques étrangères différentes, l'une est poursuivie par John Kerry, le secrétaire d'Etat américain et l'autre est confié à l'AIPAC (le comité des affaires publiques américano-israéliennes) influent au Congrès. Selon le rapport du quotidien sioniste Jérusalem Post, l'AIPAC a affirmé lundi dans un communiqué : l'administration américaine doit durcir les sanctions tandis que le Congrès doit évoquer au plus vite le nouveau projet de résolution contre l'Iran. En élaborant des scénarios sur les questions des droits de l'homme et du terrorisme et en remettant en question la capacité balistique de l'Iran, les Etats-Unis cherchent via la poursuite des pressions du Congrès à disposer d'un atout, lors des négociations nucléaires. french.irib.ir 04.12

2- Russie

Réquisitoire en règle de Poutine contre l'hégémonie américaine qui tyrannise tous les Etats qui refuse de se soumettre à cette dictature.

- Poutine accuse les ennemis de la Russie de vouloir sa perte - Reuters
- Pour John Kerry, la Russie s'est isolée elle-même - Reuters
- La Russie est "*un problème stratégique*" pour l'UE, estime Juncker - AFP
- L'UEFA interdit aux clubs de Crimée de participer au championnat russe - LeMonde.fr
- Tchétchénie: 19 tués dans une attaque de rebelles islamistes à Grozny - L'Express.fr

Il y a quelques jours c'était au tour de la Chine, simple coïncidence après le sommet de l'Apec...

Grille de lecture

Cet article de l'AFP a été rédigé en empruntant le ton sarcastique ou méprisant employé par Obama lorsqu'il évoque la Russie. La propagande occidentale en somme, où se mêlent vérités et contrevérités pour induire en erreur les lecteurs, pour qu'ils y adhèrent.

- Pour Poutine, l'Occident a toujours cherché à rabaisser la Russie - AFP

Isolé sur la scène internationale par la crise ukrainienne, le président Vladimir Poutine s'est lancé jeudi dans une nouvelle diatribe contre les Occidentaux qui veulent "*freiner*" la Russie et a promis une série de réformes pour libéraliser l'économie russe au bord de la récession.

Populaire dans son pays mais critiqué comme jamais par les Occidentaux depuis son irruption en 1999 sur la scène politique russe, Vladimir Poutine a déroulé son credo pendant plus d'une heure devant un millier de parlementaires, ministres et chefs religieux réunis au Kremlin: la Russie est "*une nation saine*", capable de défendre militairement "*ses compatriotes*" et victime des Occidentaux qui cherchent depuis toujours à la tirer vers le bas à chaque fois qu'elle devient "*trop forte, indépendante*".

Revenant une nouvelle fois sur la genèse de la crise en Ukraine, notamment sur l'annexion de la Crimée qui a entraîné la toute première série de sanctions des Européens et des Américains contre Moscou, le président a fustigé le "cynisme pur" des Occidentaux qui ne cherchaient, selon lui, qu'un prétexte pour le punir.

"Les sanctions n'étaient pas qu'une réaction nerveuse des Etats-Unis ou de leurs alliés", a-t-il estimé. "Même sans cela (la crise ukrainienne), ils auraient inventé autre chose pour freiner les opportunités croissantes de la Russie", a-t-il martelé.

"Cette manière de faire ne date pas d'hier. Cela fait des décennies, des siècles. En fait, à chaque fois que quelqu'un estime que la Russie est trop forte, indépendante, ces mécanismes (de freinage de la Russie) se mettent en place", a-t-il dit, reprenant une rhétorique courante en Russie sur la "forteresse assiégée".

Il a également critiqué les Etats-Unis, qui *"cherchent à influencer, en coulisses ou directement, nos relations avec nos voisins". "Parfois, on ne sait pas à qui il vaut mieux parler, avec les gouvernements ou directement avec leurs protecteurs ou leurs sponsors américains", a-t-il ironisé.*

Pour autant, la Russie *"n'envisage en aucun cas de rompre ses relations avec l'Europe, avec l'Amérique"*, a affirmé le chef de l'Etat, engagé depuis le début de la crise ukrainienne dans un bras de fer avec les Occidentaux.

Prenant la parole à Bâle devant l'OSCE, le secrétaire d'Etat américain John Kerry a assuré que Washington ne cherchait pas pour sa part la "confrontation" avec la Russie.

Conscient que l'isolement international du pays pourrait être fatal à son économie, il a annoncé vouloir *"rétablir les liens traditionnels avec le continent sud-américain"*, mais aussi coopérer avec l'Afrique et les pays du Proche-Orient.

La crise entre la Russie et l'Occident, la plus grave depuis la fin de la Guerre froide en 1991, pèse en effet lourdement sur l'économie russe, plombée par les sanctions occidentales. Et avec une inflation galopante et un rouble qui s'est effondré depuis le début de l'année, Moscou a même prévu d'entrer officiellement en récession en 2015.

C'est dans ce domaine que les Russes attendaient les annonces de l'homme fort du Kremlin. Le chef de l'Etat a notamment promis une amnistie pour faire revenir les capitaux partis massivement à l'étranger, 125 milliards de dollars en 2014.

"Nous comprenons tous que l'on peut gagner de l'argent de bien des façons", a-t-il déclaré, en assurant que ceux qui rapatrieraient leurs capitaux en Russie ne seraient pas inquiétés par la justice: "On ne leur demandera pas d'où vient cet argent ni comment il a été gagné", a-t-il promis.

Le président a également proposé des mesures pour soutenir le rouble et les entreprises, notamment un moratoire fiscal pour les petites entreprises nouvellement créés.

Alors que le rouble a perdu le quart de sa valeur en un mois face au dollar et à l'euro, faisant craindre un mouvement de panique des épargnants, il a exigé *"des mesures sévères pour faire passer l'envie aux spéculateurs de jouer sur les fluctuations du cours du rouble"*.

"Le plus important est que nous comprenions que notre développement dépend avant tout de nous-mêmes", a souligné le président, en appelant à remplacer par des produits *"made in Russia"* des produits alimentaires et des médicaments jusqu'alors importés.

SOCIAL

1- Etats-Unis

- Etats-Unis: nouvelles manifestations d'employés de fast-food pour une hausse des salaires - AFP

Des employés de la restauration rapide ont manifesté jeudi dans près de 200 villes aux Etats-Unis pour réclamer une augmentation de leurs salaires et la possibilité de se syndiquer, ont annoncé les organisateurs.

De la côte est à la côte ouest, les manifestants qui travaillent pour les grands noms du secteur - McDonald's, Burger King, Wendy's entre autres - demandent un salaire de 15 dollars de l'heure, soit plus du double du salaire minimum actuel de 7,25 dollars appliqué par de nombreuses enseignes de la restauration rapide.

Ils réclament aussi la possibilité de se réunir en syndicats, sans subir de représailles en retour.

"Nous pensons que toute augmentation de salaire minimum devrait être étalée dans le temps pour éviter un gros impact sur les propriétaires de petites et moyennes entreprises, comme ceux qui exploitent la majorité de nos restaurants", a déclaré par courriel à l'AFP Lisa McComb, une porte-parole de McDonald's. La plupart des 3.000 restaurants McDo sont gérés en franchise.

Des actions et des grèves avaient lieu dans 190 villes des Etats-Unis, dont Chicago et Detroit (nord), Miami(sud-est), Denver (ouest), Phoenix (sud-ouest), Buffalo (est) ou encore Las Vegas (ouest), selon un communiqué des organisateurs.

Ces derniers ont annoncé avoir été rejoints pour la première fois, dans certaines villes, par des employés de chaînes de la grande distribution comme Wal-Mart.

Les employés travaillant pour des sociétés de nettoyage dans dix "grands aéroports" et ceux des services à la personne se sont aussi mobilisés selon les organisateurs.

Un peu partout les manifestants ont observé une minute de silence en la mémoire d'Eric Garner, 43 ans, mort après une interpellation musclée le 17 juillet à Staten Island, l'arrondissement le plus blanc de New York. AFP 04.12

2- Corée du Sud

- Samsung accusé de rendre malade ses employés et leurs enfants - Francetv info

Samsung Electronics est le leader coréen des semi-conducteurs. Le constructeur est aussi accusé par l'édition coréenne du Huffington Post ainsi que par le journal The Hankyoreh d'être responsable de maladies graves chez ses employés et leurs enfants, dans une série d'articles publiés mercredi 3 décembre.

"D'anciens ouvriers et leurs familles, ainsi que des syndicalistes, ont déclaré que les conditions de travail dans ses usines de semi-conducteurs avaient entraîné une recrudescence de maladies telles que la leucémie et d'autres types de cancer chez certains employés", écrit le Huffington Post dans une version traduite en français. Sauf que cela a également touché leur progéniture, ce qui s'appelle la "reprotoxicité".

Le constructeur sud-coréen nie en bloc

Des accusations balayées par Samsung Electronics et SK Hynix, leaders dans le secteur des semi-conducteurs en Corée du Sud. Pourtant, lors de la fabrication des puces électroniques, une manipulation nécessite une cuisson à 180°C. Or, l'Institut de recherches sanitaires et de sécurité du travail (OSHR) estime que cela "génère des substances cancérigènes comme le benzène et le méthanal", rappellent les auteurs de l'enquête.

Ce n'est pas la première fois que les industriels sont pointés du doigt. Et ce n'est pas la première fois qu'ils nient en bloc. En 2008, lorsque les premiers rapports sur les "maladies industrielles liées aux semi-conducteurs" sont publiés, ils font de même. Pourtant, Le Monde (article payant) rappelait en 2012 que le gouvernement sud-coréen était intervenu pour demander à Samsung de "faire plus pour protéger son personnel".

Plus récemment, en avril, le quotidien économique Les Echos rapportait que le géant de l'électronique avait annoncé l'indemnisation d'employés qui auraient contracté des cancers en travaillant dans des usines du groupe. Francetv info 04.12

Comme dans le cas de McDonald's, ils nient farouchement les faits qui leur sont reprochés... pour finalement les reconnaître.

ECONOMIE

La Bourse ou la vie

- Le capital des sociétés du CAC 40 est contrôlé par les fonds anglo-saxons - lefigaro.fr

Les fonds d'investissement français ne détiennent plus que le quart du capital des sociétés du CAC 40, contre 34% il y a trois ans. Les premiers actionnaires sont les fonds américains qui détiennent désormais le tiers du capital de nos entreprises.

Les quarante sociétés de l'indice de référence de la Bourse de Paris regroupent les plus grosses entreprises françaises dans des secteurs aussi variés que l'énergie, la banque, l'industrie et les services. Une récente enquête réalisée par le cabinet d'analyse financière Factset, l'institut de sondage OpinionWay et la Fédération française des investisseurs individuels et des club d'investissement (F2IC) montre que les fonds d'investissement français sont désormais largement minoritaires au sein du capital de nos entreprises.

Les fonds hexagonaux ne représentent en effet plus qu'un quart du total des fonds investis dans les quarante plus grands groupes français. Une présence qui se réduit année après année (ils représentaient encore 33,7 % en 2011).

Les investisseurs anglo-saxons font aujourd'hui la pluie et le beau à la Bourse de Paris, puisque les fonds américains représentent un tiers du capital des entreprises du CAC 40. Les Français sont en deuxième position, mais les Britanniques ne sont pas très loin avec 17 %. La Norvège, essentiellement représentée par son fond souverain, se distingue aussi avec 6 % du capital des sociétés françaises.

La baisse de l'influence des fonds français est préoccupante, car le contrôle du capital de nos entreprises constitue un enjeu important d'indépendance économique, essentiel à la mise en place d'une politique industrielle et de redressement de l'emploi.

D'un côté, la montée en puissance des investisseurs étrangers montre que ces derniers plébiscitent nos entreprises qui sont souvent des leaders mondiaux dans leur domaine respectif. De l'autre, la perte d'influence de la France dans le capital de ses propres entreprises s'explique par un fort recul des investisseurs individuels découragés par une fiscalité confiscatoire mise en place par le gouvernement socialiste, alors que la marge de manœuvre des institutionnels français est limitée par des contraintes réglementaires moins favorables aux actions. lefigaro.fr 04.12

Qui détient les cordons de la Bourse contrôle le gouvernement, non, c'est exagéré ?

[Haut de page ↗](#)

Le 6 décembre 2014

CAUSERIE

Le seul espoir : C'est dans le socialisme ! Pensez-y.

- Téléthon : les dons permettent de garder espoir - Francetv info

L'espoir fait vivre à défaut de mieux, survivre serait plus approprié en la matière.

Je me suis fait une réflexion en lisant un article sur le bénévolat, qui relève de la bonne conscience à cent balles ou révèle une profonde ignorance du fonctionnement de la société. Ils profitent de la générosité et de la naïveté des gens, c'est vraiment dégueulasse parce qu'ils les manipulent et s'en servent pour maintenir leur régime en place.

Je me suis demandé comment il pouvait y avoir des SDF que je préfère appeler clochards.

Dans ma famille, il n'y a que ma soeur Catherine que je n'ai pas vue depuis au moins 25 ans qui pourrait le devenir, car sa situation était précaire, elle était caissière. D'anciens copains aussi. Il est clair que si cela devait leur arriver un jour, immédiatement je leur proposerais de venir s'installer chez moi, je n'aurais même pas à réfléchir une seconde avant de prendre cette décision. Cela vaut pour mes ex-épouses.

La société est cruelle et injuste et les hommes qui la composent le sont tout autant, y compris quand ils prétendent être évolués ou avoir acquis un certain niveau de conscience sur lequel ils se leurrent.

Si maintenant j'assume avoir pris sur mon dos qui n'est pas bien solide une partie de la misère du monde, mon appel à la solidarité doit juste servir à me soulager un peu de ce fardeau pour continuer à servir notre cause dans des conditions relativement acceptables.

J'assume mes responsabilités, mais lorsque la situation se détériore et les difficultés s'accumulent et deviennent insupportables, j'estime normal que ceux qui tirent profit de mon travail parfois depuis de nombreuses années me viennent en aide. Ce qui est dommage, mais que je comprends, c'est de devoir en arriver à le dire.

Je rappelle pour ceux qui ne le sauraient pas que je n'ai ni voiture (une vieille moto me suffit), ni lave vaisselle, ni sèche cheveux, ni lecteur de DVD, ni SmartPhone ou iPad (un téléphone à 5 euros me suffit), ni fer à repasser, ni magnétoscope, ni caméscope, ni réveil matin, ni bijou (à part ma montre qui a 24 ans), bref rien de superflu. Je ne suis pas allé en France depuis 2002 et je n'ai jamais pris de vacances.

Je possède juste une moto qui a 10 ans, j'ai échangé mon vélo d'appartement contre un vrai vélo, deux climatiseurs dont un à 15 ans, indispensable car l'été il fait entre 40 et 45°C et entre 30 et 35°C le reste de l'année en dehors des trois mois d'hiver, trois ventilateurs, un par pièce, un mixeur qui a 25 ans, deux réfrigérateurs dont un a plus de 10 ans, deux ordinateurs pour faire le boulot, un appareil photo qui a plus de 10 ans, une machine à laver à froid, à l'eau chaude le prix était le double, la petite maison où je vais habiter avec Selvi car il faut bien se loger quelque part. J'ai calculé que si je devais continuer à louer la maison où j'habite actuellement, dans 15 ans le loyer aurait dévoré plus de la moitié de mon revenu où pratiquement l'équivalent de la somme qu'il me reste pour vivre aujourd'hui, sans compter les prix qui flambent, la plupart des produits que j'achète augmentent de 15 à 25% par an ; imaginez un peu, c'est très simple ou le calcul est vite fait, si je n'arrivais pas à compenser la hausse des prix, dans 15 ans je ne pourrais plus me nourrir. Je dois thésauriser pour ne pas tomber dans la misère, c'est aussi simple que cela.

La situation pourrait encore s'aggraver si les intérêts que me versent ma banque venaient à baisser, c'est mon unique revenu. Et je ne parle même pas d'un accident de santé auquel je ne préfère pas penser, je serais incapable d'y faire face. Je dois thésauriser pour ne pas tomber dans la misère, c'est aussi simple que cela. Je ne toucherai même pas à l'argent que vous m'enverrez, j'en ferai usage le moment venu juste pour survivre. Si maintenant vous estimiez que c'était trop demandé, je comprendrais et je fermerais le site, car il faudrait bien que je m'active autrement pour survivre.

Ce sera ma dernière contribution sur ce sujet.

Brève analyse.

Il semblerait que la hausse du dollar qui devrait continuer ou s'intensifier en 2015 avec la remontée des taux d'intérêt correspond à une offensive de grande envergure contre l'ensemble des pays émergents ou Brics qui paient leurs importations en dollar, après qu'ils aient annoncé leur intention de se soulager de la tutelle du dollar et du FMI.

Les investisseurs qui s'étaient reportés sur les monnaies des pays émergents les désertent à présent au profit du dollar plus attractif. Les pays émergents, dont une partie de la dette arrivera à échéance en 2015, auront plus de mal à la refinancer, à un coût supérieur, c'est ainsi qu'ils seront mis à contribution pour financer la relance de l'économie américaine ou plutôt enrichir davantage l'oligarchie financière anglo-saxonne.

La hausse du dollar le rend plus attractif pour les investisseurs ou spéculateurs qui se détournent d'autres valeurs, d'où la baisse des autres monnaies, de l'or et de la plupart des matières premières.

Les multinationales et les grandes entreprises exportatrices qui dominent l'économie mondiale sont favorisées par ce processus dès lors que leur monnaie est au plus bas. L'aristocratie ouvrière qui est réformiste et non révolutionnaire en bénéficiera et soutiendra les régimes en place, ce qui ne sera pas le moindre des avantages politiques quand on sait à quel point ils sont contestés.

Quant aux pays importateurs, dont l'économie va se trouver déstabilisée et fragilisée, ce sera l'inverse. A court de devises, ils vont être amenés à s'endetter davantage et à emprunter aux marchés à des taux d'intérêt encore plus élevés, en échange de quoi le FMI leur intimera l'ordre de procéder à de nouvelles réformes structurelles ou privatisations, à liquider des pans entiers des services publics.

Les échanges mondiaux étant toujours largement dominés par le dollar, dans tous les cas de figure, il va se trouver avantagé et devrait donc continuer à grimper.

En favorisant les multinationales et les grandes entreprises exportatrices, cette opération permettra aussi d'affaiblir ou de porter un coup fatal aux entreprises locales qui les concurrençaient dans chaque pays, donc aboutir à une plus grande concentration du capital toujours entre les mêmes mains. Cela devrait se traduire par davantage de chômage dans les pays qui seront concernés par cette offensive et qui se retrouveront également déstabilisés sur le plan social, ce qui peut laisser envisager des changements de régimes ou la mise en place de gouvernements plus dociles envers les impérialismes occidentaux sur leur économie, tous les partis institutionnels étant corrompus ou à vendre aux plus offrants.

La baisse de l'euro qui se rapproche de la parité avec le dollar pourrait avoir un rapport avec le traité de libre-échange USA-UE qu'ils comptent signer en 2015. A suivre

ACTUALITE EN TITRES

Ils ne manquent pas d'air.

- Airbags défectueux: Honda étend son rappel aux Etats-Unis à 6 millions de voitures - AFP

Ah les bonnes intentions !

- Italie: S&P s'inquiète de la faible croissance, abaisse sa note à "BBB-" - AFP

S'il y arrive, qui sait...

- A la retraite, Hollande pourrait toucher près de 36 000 euros par mois - LeParisien.fr

Comme quoi il ne pense qu'à cela. A quoi ? Mais au fric pardi, ils le disent eux-mêmes !

Comment après cela voulez-vous que ce genre de préjugés disparaissent ou ne s'emparent pas des esprits les plus faibles, les plus arriérés ou archaïques ? Ils se font du fric sur des cadavres et pas n'importe lesquels, parmi les pires que l'espèce humaine ait pu produire, ces gens-là sont abominables, monstrueux.

La SNCF va-t-elle indemniser les socialistes, les communistes, les trotskistes, les Noirs, les tziganes, les homosexuels, etc. (ou leurs descendants) qu'elle a transportés vers les camps d'extermination nazis ?

- SNCF : la France va indemniser les victimes américaines de la Shoah - Francetv info

Ignoble, cynique, sordique : C'est le sionisme.

Pour faire face à quel envahisseur ?

- L'armée de Terre dotée de nouveaux blindés à l'horizon 2018 - AFP

Vous n'y êtes pas mon cher ami, c'est pour venir en aide aux dictateurs ou aux ploutocrates qui affrontent leurs peuples de crève-la-faim...

Main d'oeuvre gratis, on comprend leur engouement...

Plus de 250 millions de chômeurs dans le monde et ils flattent le travail gratuit.

- Journée mondiale du bénévolat - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Propagande et conditionnement. Après la camelote Hollande, au tour de Valls.

- Quand le premier secrétaire du PS évoque des candidats "*possibles*" de son parti en 2017 - Francetv info

Jean-Christophe Cambadélis a évoqué la possibilité que François Hollande ne soit pas candidat à sa propre succession à la présidentielle de 2017.

Y aura-t-il une primaire au PS ? Le premier secrétaire du Parti socialiste, Jean-Christophe Cambadélis, a évoqué jeudi 4 décembre la possibilité que François Hollande ne soit pas candidat à sa propre succession à la présidentielle de 2017, alors qu'une primaire à gauche conserve des partisans. Invité d'i-Télé, il a cité comme candidats possibles dans une telle hypothèse le Premier ministre Manuel Valls, la maire de Lille Martine Aubry ou l'ex-ministre de l'Economie Arnaud Montebourg.

Le chef de l'Etat avait réaffirmé il y a un mois, lors d'une émission de télévision, qu'il n'aurait pas de raison de briguer un second mandat s'il échouait à faire baisser le chômage d'ici la fin de son quinquennat. Depuis, plusieurs membres du

gouvernement ont plaidé en faveur d'une primaire à gauche à laquelle il serait inédit qu'un président sortant se confronte, et François Hollande semble s'être fait à l'idée. Un congrès du PS doit se tenir en juin 2015 et la question d'une primaire pourrait être tranchée avant même que François Hollande se détermine, puisqu'il lui restera deux ans pour voir la courbe du chômage s'infléchir.

Appelé à commenter la réorganisation en cours à l'UMP, Jean-Christophe Cambadélis a évoqué des candidats "*possibles*" du PS, ouvrant une nouvelle fois la voie aux spéculations sur l'identité du représentant socialiste en 2017 même s'il a suggéré que le chef de l'Etat serait décideur. "*Je pense que le paysage est plus éclairci à gauche même si le candidat possible, François Hollande, Manuel Valls ou d'autres, sont très bas*", a dit le patron du PS.

Invité à préciser sa pensée sur le candidat potentiel, il a ajouté : "*Si François Hollande n'y allait pas, Manuel Valls, Martine Aubry, que sais-je encore, Arnaud Montebourg, etc.*" Francetv info et Reuters 05.12

On aura compris que c'est rapé pour Hollande. Et s'ils propulsent la candidature de Valls, et bien il vous faudra faire avec... Sarkozy ! C'est la raison pour laquelle ils se chamaillent tant à l'UMP, ils savent que leur candidat est sûr de l'emporter en 2017, cela exite forcément les convoitises et ils sont au moins trois à s'y voir déjà, outre Sarkozy, Juppé et Fillon.

Pourquoi le candidat de l'UMP serait sûr de l'emporter contre Valls ? Parce qu'aucun électeur sincère qui se dit de gauche ne votera pour Valls, tandis que le candidat de l'UMP fera le plein des voix des électeurs votants traditionnellement à droite.

Pour voter Valls il faut être de droite et l'assumer pleinement tout en se prétendant de gauche, c'est très compliqué en réalité, plus compliqué encore que pour voter Hollande, on retrouve cette contradiction insoutenable dans le sondage et l'article suivant.

- Manuel Valls incarne le mieux l'avenir du PS, selon deux sondages - Reuters

Une majorité de sympathisants socialistes estiment que le PS, divisé sur la politique à conduire pour sortir la France du marasme, doit donner un coup de barre à gauche mais Manuel Valls reste quand même leur dirigeant favori, selon deux sondages.

(Ils ont élu Hollande président et non Valls, donc ils conspuent Hollande et portent aux nues Valls. C'est une réaction primaire et pas davantage, et il ne faut pas leur attribuer un niveau de conscience politique supérieur, ils en sont incapables, il ne va pas au delà de leurs intérêts strictement personnels. - ndlr)

Il devance notamment de très loin l'actuel chef de l'Etat, François Hollande, pour représenter le PS à la présidentielle de 2017, selon une enquête effectuée pour iTÉLÉ et Le Parisien par l'institut Odoxa.

Ce qui fait dire au président d'Odoxa, Gaël Sliman, que si la situation économique et sa cote de popularité ne s'améliorent pas, il sera "*très difficile*" au vainqueur de 2012 de se représenter en 2017.

Sur 1.002 personnes interrogées jeudi et vendredi par OpinionWay pour Le Figaro, 40% disent souhaiter que le PS fasse des propositions plus à gauche qu'actuellement. Cette proportion passe à 53% parmi les sympathisants du Parti socialiste.

(Les sympathisants du PS sont ceux qui ont le plus à perdre avec la politique suivie par Hollande, partant du constat qu'ils ont un niveau politique médiocre, pour s'en remettre à Valls qui incarne l'extrême droite du PS, soit ils considèrent que Valls pourrait conduire une politique encore plus à droite que Hollande en s'attaquant davantage à la classe ouvrière mais en préservant leurs privilèges et ils s'en contenteraient bien, soit il se résoudrait à faire une politique de gauche ce qui est évidemment totalement inimaginable et relève du délire ou du suicide, donc on pencherait plutôt pour la première version.

Les sympathisants du PS pencheraient plutôt pour Valls parce qu'ils sont aussi populistes et cyniques que lui, et ce qu'ils appellent "*un coup de barre à gauche*" serait en réalité à la manière de Valls un coup de barre à droite qui les laisseraient indifférents du moment qu'ils seraient servis, n'estiment-ils pas qu'Obama et le parti démocrate américain serait de gauche ? La suite de cet article confirme cette analyse point par point. - ndlr)

Par ailleurs 87% des Français interrogés (94% des sympathisants du PS) disent ne pas souhaiter que ce parti change de nom, alors que Manuel Valls s'y est montré favorable.

(Comment sinon avoir bonne conscience ? - ndlr)

Pour 23% des Français interrogés (40% des sympathisants socialistes), c'est pourtant le Premier ministre qui incarne le mieux l'avenir du PS, loin devant l'ex-ministre de l'Economie Arnaud Montebourg (9% et 11%) ou la ministre de l'Education, Najat Vallaud-Belkacem (8% et 17%).

Pour 68% des Français interrogés (48% des sympathisants socialistes), le PS vit aujourd'hui une crise durable.

Hollande s'effondre.

L'enquête effectuée par Odoxa jeudi et vendredi auprès de 999 personnes parvient à des conclusions similaires.

Ainsi, pour 54% des sympathisants socialistes interrogés, le PS n'est pas assez à gauche et 52% estiment que le rôle du principal parti de la majorité actuelle est avant tout de rappeler à François Hollande, les engagements qu'il a pris pendant la campagne présidentielle de 2012.

Pourtant, Manuel Valls, qui incarne l'aile droite du PS est le préféré des sympathisants socialistes pour représenter le PS à la présidentielle de 2017, avec 37% d'avis favorables contre 31% pour la maire de Lille Martine Aubry, 14% pour la ministre de l'Ecologie Ségolène Royal, 10% pour Arnaud Montebourg et seulement 7% pour François Hollande.

Le jugement des Français toutes tendances confondues est encore plus tranché : 43% des sondés disent préférer le Premier ministre pour représenter le PS en 2017, loin devant Martine Aubry (24%), Arnaud Montebourg (14%), Ségolène Royal (11%) et François Hollande (5%).

(Ils nous vendent la camelote Valls et cela se comprend très bien.

En réalité il est encore moins apte que Hollande à gouverner ou assumer la responsabilité de chef de l'Etat. Peu importe, il sera encore plus manipulable tout en présentant l'avantage que chacun sait à l'avance qu'il est de droite, qu'il change de position selon les circonstances en fonction de son ambition personnelle, qu'il n'est pas fiable et qu'il faut s'attendre au pire avec lui. Une fois élu si cela se présentait, il n'aurait plus qu'à se lâcher pour être dans son élément, sans qu'on puisse lui reprocher puisque chacun était censé savoir à quoi s'attendre, ce qui lui donnera une certaine légitimité dont il n'aura plus qu'à abuser et le tour serait joué.

Le bonhomme est capable d'un cynisme pire encore que Hollande et Fabius réunis, parce que c'est un arriviste, un individu médiocre, tout comme l'était Sarkozy qui à mon avis est un peu plus adroit pour le camoufler, un pure produit de la réaction néolibérale et sioniste. - ndlr)

Ce n'est qu'auprès des sympathisants de gauche dans leur ensemble, extrême-gauche et Verts compris, que Manuel Valls est devancé par Martine Aubry (32% contre 38%).

Ce qui ne change rien pour François Hollande, là encore crédité de seulement 5% d'avis favorables.

Voilà le chef de l'Etat "presque redevenu le 'Monsieur 3%' de 2008", souligne Gaël Sliman. Reuters 05.12

A 5%, sans le soutien du Medef, des syndicats jaunes, de son misérable parti d'imposteurs et la neutralité bienveillante de l'UMP et de l'UDI, ainsi qu'une large partie des médias qui l'épargnent encore, il ne pourrait pas se maintenir au pouvoir un jour de plus.

[Etat policier. L'impunité pousse au crime. C'est Obama qui montre l'exemple.](#)

- Etats-Unis: la colère augmente face aux bavures policières, un autre grand jury convoqué - AFP

Avec la multiplication des bavures policières à l'encontre de Noirs américains et la convocation d'un nouveau grand jury à New York, le mouvement de protestation prenait de l'ampleur vendredi aux Etats-Unis soulevant à nouveau le débat de la question raciale.

La justice new-yorkaise a annoncé vendredi la convocation d'un nouveau grand jury qui décidera si le policier blanc qui a tué Akai Gurley, un Noir de 28 ans, "par accident" à Brooklyn le 20 novembre, doit être poursuivi devant la justice ou non.

Dans deux précédentes affaires, à Ferguson et à New York (Staten Island), les grands jurys ont décidé de ne pas envoyer les policiers devant les tribunaux.

A quatre Noirs sans arme tués ces récents mois par des policiers blancs, s'est ajouté le cas d'un Noir de l'Arizona (sud-ouest) non armé, abattu jeudi soir à bout portant, dans un corps à corps avec un officier qui voulait l'interpeller.

Ces bavures et décisions de grands jurys ont fait descendre dans la rue des milliers d'Américains qui protestent contre l'impunité dont ont jusqu'ici bénéficié les policiers responsables.

Plus de 200 personnes ont été arrêtées dans la nuit de jeudi à vendredi à New York lors d'une deuxième nuit de manifestations après la décision d'un grand jury.

"*La vie des Noirs compte*", "*le racisme tue*", ou encore "*Ferguson est partout*". Derrière des pancartes de défense des droits civiques, des milliers de personnes ont manifesté à New York mais aussi dans d'autres grandes villes américaines comme Chicago, Boston, Philadelphie, Baltimore ou Washington, où elles ont paralysé le trafic près de la Maison Blanche.

Aux quatre coins du pays, les Américains de couleur ont dit leur émotion et leur colère, attisées par les images violentes de leurs pairs tués par des policiers à la peau blanche.

La vidéo de l'interpellation musclée à New York d'Eric Garner, un père de famille de 43 ans décédé en juillet durant son transfert à l'hôpital, le corps de Michael Brown, 18 ans, criblé de plusieurs balles et laissé pendant quatre heures dans la rue sous le soleil à Ferguson (Missouri, centre), ou encore la vidéo de surveillance montrant les derniers instants de Tamir Rice, un garçon de 12 ans, abattu alors qu'il jouait avec un pistolet factice à Cleveland, dans l'Ohio (nord), sont autant d'éléments accablants.

Traumatisés par ces morts non punies, les manifestants ont appris jeudi qu'à son tour Romain Brisbon, un Noir de 34 ans soupçonné de trafic de drogue, avait été tué par un policier de Phoenix (Arizona, sud-ouest), blanc, qui tentait de l'interpeller.

D'après la police, M. Brisbon a tenté de s'échapper et a refusé d'obéir "*à plusieurs ordres*" du policier expérimenté de 30 ans.

"*Une lutte*" a eu lieu entre les deux hommes tandis que le policier lui intimait l'ordre de garder sa main dans sa poche. Il a "cru sentir la crosse d'un revolver" et "*a tiré deux fois dans le torse de Brisbon*". Mais la poche contenait en réalité une boîte d'analgésiques puissants et addictifs.

Selon le New York Post, le policier qui a tiré la balle fatale avait envoyé un SMS à son syndicat et était resté injoignable pendant plusieurs minutes, alors que sa victime agonisait dans les escaliers. Le jeune père de famille était décédé à son arrivée à l'hôpital.

Au lendemain du décès, le commissaire de police de New York Bill Bratton avait indiqué que Gurley était "*totalelement innocent*" et avait été tué par "*un coup de feu accidentel*" au cours d'une "*tragédie très malheureuse*". AFP 05.12

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Russie

- "*Washington veut renverser Poutine*." - french.irib.ir

Le chef du renseignement étranger russe le confirme : les Etats-Unis cherchent via des pressions intense sur la Russie à en changer le régime. Mikhaïl Fradkov affirme que les sanctions occidentales et la baisse du prix du pétrole visent à changer le régime en Russie.

Cité par Russia Today Fradkov a mis en garde contre les tentatives des Etats-Unis visant à renverser Poutine. C'est un souhait latent des Etats-Unis qui ne veulent à aucun prix voir une Russie puissante et indépendante. La baisse de 30% du prix du pétrole est l'oeuvre des Etats-Unis. Cette baisse du prix se combine en réalité aux effets des sanctions et exerce une double pression sur la Russie.

Poutine a affirmé jeudi que le gouvernement russe sait parfaitement qui tire profit des actions anti-russes et que la banque centrale russe possède des mesures nécessaires pour les punir. french.irib.ir 05.12

2- Etats-Unis

- Obama nomme Ashton Carter à la tête du Pentagone, l'EI en toile de fond - Reuters

Le président américain, Barack Obama, a annoncé vendredi la nomination comme secrétaire à la Défense d'Ashton Carter.

Cet homme de 60 ans, qui fut numéro deux du Pentagone entre 2011 et 2013, devra s'appuyer sur son franc-parler et sa

fine connaissance du Pentagone pour trouver sa place au sein de l'administration mais aussi relever les nombreux défis auxquels l'armée américaine est confrontée.

La confirmation d'Ashton Carter par le Sénat ne devrait - a priori - pas poser de problème dans la mesure où plusieurs élus républicains de premier plan ont déjà indiqué qu'ils n'y étaient pas opposés. "*Je m'attends à ce qu'il soit confirmé*", a affirmé le sénateur républicain Lindsey Graham.

Le sénateur John McCain a pour sa part jugé qu'il était "*extrêmement compétent, très travailleur et doté d'une solide expérience*". Cependant, a-t-il ajouté ironique, "*j'espère qu'il comprend bien qu'il aura probablement une influence limitée sur le petit cercle qui entoure le président et qui contrôle visiblement tout le processus de décision*".

En acceptant cette nomination lors d'une brève cérémonie à la Maison Blanche, M. Carter, diplômé d'histoire médiévale et de physique, a affiché sa détermination à faire preuve de "*franchise*" avec le président américain.

Signe des tensions qui entourent le départ de Chuck Hagel, ce dernier n'était pas présent lors de cette cérémonie à la Maison Blanche, contrairement à ce qui avait été initialement annoncé.

"*Il est difficile d'imaginer quelqu'un de mieux préparé (que M. Carter) pour ce poste*", juge Stephen Biddle, professeur à George Washington University. "*Il est très respecté à la fois par les civils et par les militaires au sein du Pentagone. C'est un manager d'expérience. Et il est extraordinairement intelligent*".

"*Mais la grande incertitude concerne sa capacité à façonner la politique de défense américaine au sein d'une administration aussi centralisée*", ajoute-t-il, estimant que s'il "*y a toujours eu un certain niveau de tension entre civils et militaires*", il est "*incontestablement plus fort sous cette administration*".

Interrogé jeudi sur la marge de manoeuvre qu'aurait le successeur de M. Hagel, le porte-parole de l'exécutif, Josh Earnest, a assuré que l'existence de frictions entre la Maison Blanche et le Pentagone n'était "*ni nouvelle, ni propre à cette administration*".

Mais il a aussi clairement souligné la répartition des rôles: "*le président est le commandant en chef (des forces armées) et est au sommet de la chaîne de commandement. Cela signifie que le président a une responsabilité importante dans ce qui se passe au ministère de la Défense*". Reuters 05.12

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Exploitation.

- Les salaires stagnent malgré la hausse de la productivité - Reuters

La stagnation des salaires dans les pays développés depuis la crise financière a plus à voir avec les programmes de réduction de coûts des entreprises qu'avec la concurrence de la main d'oeuvre bon marché des pays émergents comme la Chine, selon un rapport de l'Organisation internationale du travail (OIT) publié vendredi.

"*Globalement, la croissance de la productivité du travail dans les économies développées a dépassé celle des salaires réels entre 1999 et 2013*", écrit l'organisation dans son dernier rapport mondial sur les salaires. En conséquence, "*la part du revenu national allouée au travail a diminué dans les grandes économies développées*".

Entre 2009 et 2013, l'indice des salaires réels n'a progressé que d'à peine 0,4% dans ces pays alors que celui de la productivité du travail a augmenté de plus de 5,4%.

Au niveau mondial, les salaires dans les pays émergents convergent lentement vers ceux en vigueur dans les pays développés avec une croissance de 6,7% en 2012 et 5,9% en 2013 dans les premiers contre 0,1% et 0,2% respectivement dans les seconds.

(Dans les pays émergents l'inflation à deux chiffres masquée ne compense pas la hausse des salaires, tandis que dans les pays développés l'inflation annoncée ne reflète pas la hausse réelle des prix, notamment ceux des biens d'équipement, de consommation ou les services qui concernent au quotidien la population. - ndlr)

Mais ce n'est pas la main d'oeuvre à bon marché des pays émergents qui explique la stagnation des salaires dans les pays développés, a souligné Sandra Polaski, la directrice générale adjointe de l'OIT.

(Ben voyons, à quoi servirait la mondialisation de la main d'oeuvre si elle ne devait pas se traduire par la mise en concurrence des travailleurs du monde entier ou de leurs forces de travail. - ndlr)

"Si les niveaux de productivité augmentent vous pouvez vous accommoder de la concurrence parce que la productivité de votre entreprise vous permet de continuer à payer de bons salaires tout en restant compétitif."

(Contrevérités, car les mêmes niveaux de productivité existent dans les pays émergents. On ne voit pas pourquoi des oligarques américains auraient transféré d'énormes masses de capitaux en Chine par exemple pour produire des marchandises qui seront exportées dans le monde entier, auraient décidé d'investir dans des technologies dépassées ou des machines obsolètes qui auraient un niveau de productivité moindre que leurs concurrents sud-coréens. Sandra Polaski raconte n'importe quoi.

En général, les multinationales qui décident de produire dans les pays émergents exportent des usines clés en main, identiques à celles qui existent déjà dans les pays occidentaux ou plus modernes encore. Et quand bien même ils décideraient de faire des économies sur le coût d'installation d'une unité de production en n'investissant pas dans la technologie dernier cri, c'est uniquement parce que le niveau de productivité inférieur sera compensé par la surexploitation de la main d'oeuvre. -ndlr)

Les profits des entreprises se sont redressés depuis la sortie de la récession de 2008-2009 provoquée par la crise financière mais ces revenus n'ont pas été réinvestis au même rythme qu'auparavant, a aussi relevé Polaski.

(Euphémisme de patrons à propos des "*profits des entreprises*", le trésor de guerre des entreprises américaines et européennes avoisine les 5.000 milliards de dollars. Et seule la plus-value servant à reproduire le cycle du capital a été réinvestie dans la production, tandis que le reste a été transféré dans le circuit de l'économie financière ou spéculative, une part infime des profits nets a été investie dans la production. - ndlr)

"Ces profits que les entreprises conservent sans rien en faire, cela ne produit pas de bons résultats pour l'économie mondiale."

(Ah ben alors ma bonne dame, en voilà un constat affligeant qui ne sert absolument à rien ! Sauf à confirmer ce que nous venons de dire et en conclure qu'il faut les exproprier. -ndlr)

La faible croissance des revenus salariaux des les pays développés réduit la demande des ménages, ce qui réduit la demande à l'échelle mondiale, a-t-elle prévenu.

La faible progression voire la baisse des salaires réels dans certains pays développés est aussi considérée comme un facteur susceptible d'alimenter les risques de déflation. Reuters 05.12

(Ils sont très fort à l'OIT, à part légitimer le système capitaliste, à quoi servent-ils ? - ndlr)

2- France

2.1- 52,9% de votants aux élections de la fonction publique - Reuters

Pour la première fois, les agents des trois fonctions publiques (Etat, hôpitaux, collectivités territoriales), soit près de 5,4 millions de personnes, étaient invités jeudi à élire leurs représentants syndicaux.

A La Poste, où la direction fait état d'un taux de participation de 75,63% et où le vote s'est entièrement effectué par la voie électronique, la CGT a effectivement réussi à garder sa première place, avec 26,54% des suffrages, mais recule de près de trois points par rapport à 2011 (29,33%).

Suit la CFDT (22,51%), qui fait une percée par rapport à 2011 (18,14%) et devance désormais Sud (20,17%), FO (19,97%), l'alliance CFTC-CGC-Unsa (9,71%) et la CNT (1,10%).

Dans l'éducation, le SNUipp-FSU reste largement en tête chez les enseignants des écoles avec 44,28%, devant l'Unsa (25,06%), Force ouvrière (13,40%) et le Sgen CFDT (6,20%). Il recule toutefois de quatre points par rapport à 2011.

Dans le second degré, c'est le Snes, qui a revendiqué la victoire, avec 44% des suffrages exprimés.

Classé à droite, le syndicat policier Alliance est arrivé en tête avec 33,75 % des votes au Comité technique ministériel (CTM), devançant FO qui a obtenu près de 32 % des suffrages, lors des élections professionnelles qui se déroulaient au ministère de l'intérieur, depuis lundi dernier.

Arrivée en troisième position, l'UNSA (12,92 %), se voit attribuer deux sièges, tandis que la CFDT obtient un seul siège (10,14 %). Les autres listes n'en obtiennent aucun. La CGT, traditionnellement peu représentée dans la police, n'a obtenu que 3,39 % des suffrages.

Deux listes réputées très à droite, la FPIP et France Police, ont recueilli respectivement 3,35 % et 0,95 %. La liste de la CFTC est créditée de 1,06 %, Sud de 0,96 % et FSU de 0,84 %.

Pour la première fois, le CTM a été élu au suffrage direct, avec un taux de participation de 68,15 %. Il s'agit de l'instance directement au contact du ministre de l'Intérieur pour négocier les réformes lourdes touchant la profession.

En dehors du CTM, plus de 400 instances de concertation, locales et nationales, ont été renouvelées avec «des taux de participation élevés, en général proche de 70 %», selon la place Beauvau.

Chez les Officiers, c'est toujours le SCSI (ex-Snop), plutôt classé à gauche, qui arrive en tête. Toutefois, Synergie-Officiers (classé plutôt à droite), sera majoritaire à la préfecture de police de Paris, qui recouvre la ville intra muros, mais aussi les départements de la petite couronne (92-93 et 94). Synergie-Officiers est également majoritaire sur l'ensemble de l'Ile-de-France, toutes voix confondues. Reuters et Figaro.fr

2.2- Marché de dupes et non-dit.

- Pacte de responsabilité: accord avec la CFDT dans l'assurance, 38.000 embauches prévues - AFP

Le patronat des assurances et la CFDT ont conclu un accord dans le cadre du pacte de responsabilité, prévoyant l'embauche de 38.000 personnes d'ici à 2017, a annoncé vendredi le syndicat majoritaire dans la branche.

"*Nous sommes heureux que le dialogue social dans notre branche ait ainsi prouvé sa maturité et son efficacité*", ont réagi auprès de l'AFP Bernard Spitz et Pascal Demurger, président et vice-président de l'Association française de l'assurance (AFA).

"*C'est une signature importante obtenue dans un contexte difficile*" qui "*traduit une volonté commune d'avancer concrètement et de s'engager dans la durée*", relèvent les dirigeants de l'AFA, qui regroupe les fédérations des sociétés d'assurances (FFSA) et des mutuelles d'assurances (GEMA).

Le pacte de responsabilité prévoit d'accorder 40 milliards d'euros aux entreprises en baisses de cotisations et d'impôts, en contrepartie d'engagements en matière d'emploi. La métallurgie et la chimie ont été les premières branches à avoir conclu des accords.

Selon le Medef, d'autres ont depuis été signés dans les branches des carrières et constructions, du textile, des transports urbains et de la propreté. AFP 05.12

Ils ne disent pas tout sur le "*contexte*", et pour cause, c'est un secteur d'activité où l'immense majorité des emplois sont peu qualifiés et les salaires très bas.

Ensuite, c'est un secteur d'activité qui présente peu de turn over, où le personnel est relativement stable, l'emploi sûr, l'assurance, c'est un peu comme la banque, on a les mêmes avantages que dans la fonction publique, on n'a plus qu'à attendre la retraite en gros, bref, quand on y rentre on y reste à défaut de mieux, il compte un personnel âgé proche de la retraite. Il y a donc tout à parier que ces 38.000 embauches vont correspondre en réalité à des départs à la retraite pour finalement peu ou pas de créations d'emplois.

J'en parle en connaissance de cause pour avoir travaillé dans trois compagnies d'assurance, dont une recrutait des retraités de l'armée comme archivistes. Et quand plus de 10 ans après avoir quitté le GAN je suis retourné à l'étage où j'avais travaillé pour installer un photocopieur, j'ai rencontré mes ex-collègues de travail qui m'ont tenu ce discours, j'ai pu constater que depuis mon départ ils s'étaient confortablement installés, enracinés devrai-je dire, les chaussons en plus car la moquette aussi avait pris de l'âge.

Dans un moment de déprime, il m'est arrivé de regretter de ne pas les avoir imités car c'était une situation plutôt confortable, l'emploi à vie est de nos jours un privilège extraordinaire, n'est-ce pas, puis je me ravisai en me souvenant de notre dernière discussion qui m'avait mis mal à l'aise, pour avoir constaté qu'ils n'avaient pas changé et qu'ils étaient résignés, qu'ils se satisfaisaient du sort que la société leur avait réservé, qu'ils n'attendaient plus rien de la vie à environ 40 ans, pas de quoi les envier me suis-je dit.

C'est le genre de compromis que je n'ai jamais accepté, se laisser vivre, vivre dans l'insouciance, une petite vie pépère où on n'a pas besoin de se poser beaucoup de questions ou uniquement celles dont on connaît les réponses, pas celles qui

sont embarrassantes évidemment, où finalement on ne pense qu'à soi et personne d'autre en se foutant du reste, j'étais rebel à l'adolescence, révolutionnaire devenu adulte, enlisé dans mes contradictions et plutôt paumé par la suite, pour enfin redevenir révolutionnaire et le rester, franchement je préfère encore ce parcours, mais il est vrai que dans tous les cas de figure on n'a pas vraiment le choix, ce sont les circonstances qui déterminent notre existence.

Je vais vous avouer un truc. Au cours de mon parcours professionnel, j'ai bossé dans plus de 45 boîtes, c'est le seul moment où je me suis vraiment senti bien, détendu, quand j'étais gratte-papier au GAN, le boulot était certes débile. Le lundi matin la chef de section nous donnait une pile de dossiers à traiter dans la semaine, et généralement j'avais terminé le boulot le mardi soir, le reste du temps pour tuer le temps, je planquais un bouquin dans un tiroir que j'ouvrais discrètement et je lisais de la philosophie en attendant le vendredi après-midi.

A l'époque j'avais 19 ans. Il m'arrivait aussi de soulager des collègues qui n'arrivaient pas à bout de cette tâche harassante. C'était des femmes sans qualification et encore plus arriérées que moi à l'époque. On s'entendait bien et j'ai toujours une tendre pensée pour elles. Je suis même sorti avec l'une d'entre elle qui avait 35 ans, Françoise, elle était chef de groupe, une intellectuelle de gauche, tendance social-démocrate, sincère. J'étais le plus jeune et elles me passaient mes extravagances, genre hippy. N'allez pas croire que cela aurait un rapport quelconque avec mon départ en Inde bien des années plus tard, la photo qui figure dans la page d'accueil du site suffit à démontrer le contraire.

ECONOMIE

1- UE - Banques.

Avec la Commission Juncker le pouvoir des banquiers sort renforcé.

- Les banques d'Europe passent de peu les tests du comité de Bâle - Reuters

Le secteur bancaire de l'Union européenne n'a réussi que de justesse les tests destinés à mesurer sa conformité avec les règles de Bâle III, censées rendre le système financier international plus sûr et prévenir une nouvelle crise. Reuters 05.12

Ceci pourrait expliquer cela, surtout que ce ne sont pas ces banques qui font partie du premier cercle de l'oligarchie financière mondiale qui sont visés, mais les milliers d'autres plus petites. Bon, cela ne figure pas dans leurs articles.

- La Commission européenne pourrait enterrer son projet de réforme des banques - lemonde.fr

Le nouveau commissaire aux services financiers, le Britannique Jonathan Hill, a fait parvenir, le 18 novembre, à Frans Timmermans, numéro deux de la nouvelle Commission européenne, une lettre dans laquelle il évoque le retrait de la proposition de son prédécesseur comme une option à envisager sérieusement en 2015. « *Dans le cas où les Etats membres de l'Union européenne [UE] continueraient à ne pas soutenir [l'initiative]* », souligne-t-il.

La proposition de M. Barnier ciblait les trente plus gros établissements bancaires de l'UE, dont la faillite déstabiliserait l'économie. Il visait à interdire aux banques, dès 2017, de spéculer pour leur compte propre sur des produits financiers s'échangeant sur les marchés (actions, obligations, etc.) et sur les matières premières. Il proposait aussi que les autorités bancaires nationales, au-dessus d'un certain volume réalisé, obligent les banques à filialiser leurs activités à risque.

Les propositions de M. Barnier étaient inspirées de la réforme américaine, dite « *réforme Volcker* », du nom de l'ancien président de la réserve fédérale américaine (Fed, banque centrale). Elles ont suscité une levée de boucliers immédiate et vigoureuse. Notamment en France. Au sein des banques. Mais pas seulement. Les banquiers français ont reçu l'appui des pouvoirs publics. Ces derniers ont fait savoir à Bruxelles que le projet était « *irresponsable* » pour reprendre le terme, plutôt fort dans la bouche d'un banquier central, de Christian Noyer, le gouverneur de la Banque de France.

L'argument avancé ? Le projet européen fragiliserait les banques et serait plus contraignant que les réglementations, assez « *light* », que la France a adoptées pour ses institutions financières après la crise. Ces dernières consistent surtout en un renforcement des organes de contrôle nationaux. Le Royaume-Uni, qui a lui aussi adopté ses propres règles (dites « *loi Vickers* ») et l'Allemagne militaient également contre ce texte.

« *M. Hill ne dit pas du tout dans son courrier qu'il faut se débarrasser de la proposition Barnier. Il se livre juste à l'exercice, imposé par la nouvelle Commission ces dernières semaines, d'évaluation des chantiers encore en cours dans notre institution* », argumente une source bruxelloise.

Du point de vue de M. Hill, le texte qui divise risque de ne pas passer la barre du Conseil, en raison de l'opposition forte des trois plus grandes économies de l'Union européenne, la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne.

« *Aucune décision n'a été prise, en tout cas pour l'instant* », prévient une source européenne. « *C'est vrai qu'en l'état, le texte dont on parle a très peu de chances de passer. A moins qu'il soit réécrit sous une forme allégée, avec une séparation des activités risquées qui ne serait plus obligatoire, mais seulement optionnelle, par exemple* », relève une autre source bien renseignée. lemonde.fr 05.12

2- Etats-Unis

Sur fond de précarité de l'emploi et de salaires misérables.

- Wall Street à des sommets grâce à l'emploi américain - LePoint.fr

La Bourse de New York a accueilli chaleureusement vendredi l'annonce de 321 000 créations d'emploi en novembre aux États-Unis.

- Etats-Unis: les créations d'emplois confirment la vigueur de la reprise - AFP

L'économie a créé 321.000 nouveaux emplois en novembre, un sommet depuis janvier 2012, dépassant largement les attentes des analystes.

Le taux de chômage est demeuré à 5,8%, son niveau le plus faible depuis juillet 2008. Le gouvernement a en outre effectué de solides révisions sur les embauches des deux mois précédents (44.000).

Il s'agit de "*la plus longue période de créations d'emplois de l'histoire dans le secteur privé*", a souligné le président Barack Obama, saluant le 57e mois consécutif de croissance du nombre d'emplois.

"*Les Etats-Unis continuent de dépasser la plupart des autres pays*", s'est-il empressé d'ajouter. "*Au cours des quatre années passées, nous avons remis au travail davantage de gens que ce qu'ont fait l'Europe, le Japon et tous les autres pays industrialisés réunis*", a avancé M. Obama.

Pourtant le taux de chômage est demeuré inchangé, reflétant notamment l'arrivée sur le marché du travail de quelque 119.000 nouveaux venus.

Les chiffres de l'emploi sont issus de deux études séparées, l'une auprès des ménages, l'autre auprès des entreprises, ce qui explique aussi les divergences d'évolution fréquentes entre le taux de chômage et le nombre d'emplois créés.

Il y a également un trompe-l'oeil dans les chiffres du chômage américain lorsqu'on sait que la participation au marché du travail a drastiquement faibli depuis la crise. "*Si le même proportion d'adultes que lorsque le président Obama a pris ses fonctions en 2008 avait aujourd'hui un travail ou était à la recherche d'un emploi, le taux de chômage serait de près de 10%*", explique Peter Morici, professeur d'économie à l'Université du Maryland. AFP 05.12

Un "*aspect trompe-l'oeil*" qui trompera celui qui veut bien l'être.

3- France

Quand les intérêts de l'Etat ou du gouvernement PS-PRG et d'un lobbying ou des multinationales sont complémentaires.

- Les députés votent l'interdiction d'acheter du tabac sur internet - Liberation.fr

- Tabac: les députés accèdent à plusieurs revendications des buralistes - AFP

Pour lutter contre le marché parallèle, les acheteurs sur internet seront désormais passibles d'une peine pouvant aller jusqu'à cinq ans de prison ferme pour trafic en bande organisée. En France, le commerce du tabac relève du monopole des buralistes, mais au moins une cigarette fumée sur cinq n'a pas été achetée dans le réseau officiel et échappe donc aux taxes françaises.

"*C'est une des pierres dans la lutte contre les importations illégales. C'est un des éléments attendus par les buralistes*", a souligné le secrétaire d'Etat au Budget, Christian Eckert.

"*Une telle mesure se justifie par l'ampleur des constatations réalisées et la nécessité d'intensifier la lutte contre les achats à*

distance de tabacs manufacturés. Ainsi, en France, les services douaniers ont procédé en 2013 à 2.746 constatations sur le fret express et postal qui représentent plus de 22 tonnes de produits du tabac", a expliqué le gouvernement dans son amendement voté. AFP 05.12

Ne manquerait-il pas quelque chose, en dehors du fait que le gouvernement a refusé d'aligner les taxes des cigares et cigarillos (réservés aux ouvriers comme chacun sait, même jusque dans les moindres petits détails le PS est ignoble) sur celles appliquées aux cigarettes qui figurait dans cet article ?

Les taxes qu'empochent l'Etat et que le fumeur ou citoyen lambda ne paie pas en achetant ses cigarettes sur Internet. Il fait ainsi d'une pierre deux coups... toujours contre le peuple, l'ennemi juré du gouvernement, du PS et des multinationales.

4- Vatican

Mêmes les coffres-forts ne résistent plus aux voix du seigneur ! A quoi croyez-vous mon frère ? Au pouvoir de l'argent. Comment vous aussi ?

Avant-hier Valls a sorti "*il y a des actes racistes, antisémites contre des synagogues, des mosquées, des églises*", il devait penser à ses amis banquiers ma foi, à moins qu'ils aient les mêmes préoccupations inavouables, y compris au confessionnal !

- Miracle au Vatican: l'audit révèle des fortunes oubliées dans les comptes - AFP

"Nous avons découvert que la situation (financière du Vatican) était bien plus saine que ce qu'il semblait. Parce que quelques centaines de millions d'euros étaient cachés dans divers comptes sectoriels et n'apparaissaient pas dans les bilans", a déclaré le cardinal australien George Pell, "*ministre*" de l'Economie du Vatican dans une tribune au magazine britannique Catholic Herald.

Le porte-parole du Vatican, Federico Lombardi, s'est empressé vendredi de préciser qu'il ne s'agissait pas de "*fonds illégaux, illicites ou mal administrés*".

Ces fonds "*ne figuraient pas dans les bilans officiels du Saint-Siège et de la Cité du Vatican*" et le Secrétariat du pape à l'Economie en a appris l'existence lors de l'audit des administrations vaticanes. (Les banques pratiquent de même, même la Fed ! - ndlr).

Cette découverte est "*un fruit de la coopération constructive entre les diverses institutions vaticanes*", a ajouté le père Lombardi.

"Il est important d'observer que le Vatican n'est pas en faillite. A part le fonds de pensions, qui doit être renforcé pour faire face aux demandes d'ici 15 à 20 ans, le Saint-Siège se finance, grâce à la possession de biens substantiels et d'investissements", a estimé ce cardinal à poigne. (Cette modestie vous honore monseigneur ! -ndlr)

Dans sa tribune, il décrit un système à l'ancienne, où chacune des près de 200 entités vaticanes ou dépendant directement du Vatican jouissait d'une indépendance qu'il conservait jalousement. (Ce sont assurément des conservateurs, même en politique dites-donc. - ndlr)

Désormais, "*les budgets de chaque congrégation et conseil pontifical doivent être approuvés, et leurs dépenses contrôlées (...)* durant l'année", avec des pénalités en cas de dépassement, insiste-t-il.

"Les donateurs s'attendent à ce que leurs donations soient gérées avec efficacité et honnêteté", explique le cardinal australien. "*Une Eglise pour les pauvres ne devrait pas être pauvrement gérée*". (Une Eglise pour les pauvres qui ne permettrait pas aux riches de s'enrichir sur leur dos ne mériterait pas le statut d'Eglise, CQFD. - ndlr)

Cette refonte, qui ne se fait pas sans douleur, est approuvée par une majorité de cardinaux: Jorge Bergoglio a été élu pape en 2013 en partie sur le mandat de réformer la Curie et de mettre fin à un système largement obsolète et dépensier. (Il a pu exister des ecclésiastiques jugés un peu trop à gauche, un grave péché, désormais finis la chienlit et le laxisme qui permettait tous ces abus inexcusables a décrété la Curie. -ndlr)

Début novembre, le cardinal Pell a adressé un courrier interne aux personnels du Vatican pour présenter un manuel des politiques de gestion financière qui entreront en vigueur à partir du 1er janvier.

Et des experts laïcs, non soumis à l'autorité du pape, devraient en garantir à terme le bon fonctionnement.

Selon Mgr Pell, certains cardinaux et évêques sont d'ailleurs favorables à ce que ces nouvelles procédures de comptabilité soient envoyées aux conférences épiscopales et aux 3.000 diocèses à travers le monde.

L'objectif est clair: que les finances du Vatican deviennent "*ennuyantes de prospérité*", afin de faire fructifier les oeuvres de l'Eglise et non plus les scandales. AFP 05.12

Que soit bénie la prospérité financière, amen !

[Haut de page ↗](#)

Le 8 décembre 2014

CAUSERIE

On ajoutera quelques articles demain matin.

Dans les infos en bref, comme presque chaque jour j'ai filtré les articles qui relèvent de la propagande des différents protagonistes que je n'ai pas publiés, où il est fait référence de plus en plus souvent à d'éventuelles nouvelles guerres pour ménager les nerfs de nos lecteurs.

Je peux me tromper, je me fis à la sémantique et à la rhétorique employées et à mon pif. La toile regorge d'articles farfelus nous prédisant tous les quatre matins la chute du dollar, de la Bourse, la troisième guerre mondiale et le débarquement des martiens... J'imagine les dégâts que cela peut causer sur les esprits faibles, ignorants ou inconscients, bref, l'immense majorité de la population.

Notre portail a pour vocation d'éviter de tomber dans ces travers. Ce qui ne nous empêche pas de commettre des erreurs.

Hier soir avant de m'endormir, je me suis demandé si je n'avais pas eu tort de ne pas soutenir plus ouvertement le Venezuela et la Bolivie ou d'autres Etats sans cesse harcelés par l'impérialisme américain, dans la mesure où la révolution socialiste mondiale n'était manifestement pas pour demain, et où leur isolement risquait de leur être fatal tout comme il l'avait été d'une certaine manière à la Russie révolutionnaire de Lénine et Trotsky, et que bien leurs régimes ne soient pas comparables à celui issu de la révolution d'Octobre, ils étaient encore préférables à ceux qui les avaient précédés et à ceux qui pourraient leur succéder s'ils venaient à tomber, et que pour cette raison ils méritaient d'être soutenus même si leur orientation politique différait de la nôtre.

Je me suis rappelé que même si Lénine et Trotsky avaient vaincu Staline et le stalinisme, si la Russie révolutionnaire était restée isolée pendant encore une ou plusieurs décennies, même avec le parti le plus marxiste, communiste ou révolutionnaire du monde, ils n'auraient pas pu empêcher la chute du régime soviétique et le rétablissement de la propriété privée des moyens de production, car il leur aurait été impossible de construire le socialisme dans un seul pays sachant qu'il demeurerait dépendant de l'économie mondiale qui serait demeurée capitaliste. Dans ce cas de figure, bien entendu que nous aurions continué de soutenir la Russie révolutionnaire, dès lors que l'orientation politique de ses dirigeants ne favorisait pas le rétablissement du capitalisme dans leur pays et qu'ils luttait pour aider le prolétariat de tous les pays à renverser le capitalisme et à prendre le pouvoir. En cas de révolution prolétarienne et socialiste victorieuse à cette époque, notamment en Allemagne puis en France, en Espagne et dans toute l'Europe, la question que nous abordons ici aurait été résolue et ne se poserait pas.

Maintenant on doit tenir compte s'agissant de pays comme le Venezuela ou la Bolivie qu'il leur est impossible d'accéder au socialisme, laissons de côté la volonté de leurs dirigeants de combattre ou non dans cette perspective, objectivement c'est impossible et quand bien même ils s'engageraient dans cette voie, ils ne pourraient pas aller jusqu'au bout ou seraient balayés avant par la réaction ou les militaires qui ne leur permettraient pas d'aller aussi loin ou de rompre avec le capitalisme, ils se retrouveraient totalement isolés et encore plus faibles que la Russie soviétique et seraient rapidement renversés par un coup d'Etat orchestré par les Américains et ses alliés occidentaux.

Pour étayer mon argumentation, Marx disait qu'on ne devait pas entraver le développement du capitalisme qui portait en son sein sa négation, le socialisme, pour faire bref ou en substance, qu'on devait le combattre pour hâter sa chute dans une période où il était en pleine ascension, or cette époque est définitivement révolue. En réalité les choses sont encore plus compliquées qu'elles n'y paraissent, car avec l'industrialisation de nouveaux pays on aurait pu penser que le capitalisme connaissait une nouvelle phase d'expansion, notamment en Asie, le continent le plus peuplé, mais simultanément ce sont les pays les plus industrialisés qui sont sur le déclin, tout dépend là encore ce qu'on entend par croissance économique lorsqu'une grande partie repose sur des services ou ne sont pas par nature productif de biens matériels renfermant de la plus-value, on pourrait admettre que selon un mécanisme de vases communicants on aurait assisté à une sorte de redistribution de la production qui certes aurait augmenté mais pas suffisamment pour couvrir les besoins de la population des pays industrialisés et des pays émergents ou du reste du monde, elle aurait juste servi à mettre en concurrence les travailleurs du monde entier pour faire baisser le coût de la force de travail, sans pour autant qu'elle profite à l'ensemble des populations concernées, bien au contraire, puisque celle des pays

développée s'appauvrit et se précarise, retourne un demi-siècle ou davantage en arrière, tandis que celle des pays émergents est surexploitée et connaît des conditions de vie effroyable que l'on connaît mal en occident.

Finalement ce qui reste réellement de cette nouvelle phase d'expansion du capitalisme une fois pris en considération ce qui vient d'être énoncé, correspond à peine aux forces productives qui sont détruites par les capitalistes pour retarder l'effondrement de leur système économique qu'ils savent condamné, il se peut même que le niveau des forces productives qui sont détruites soit supérieur au total de celles nouvellement créées, de telle sorte que dans les deux cas de figure il est inapproprié de parler d'une nouvelle phase d'expansion du capitalisme, puisqu'elle ne permet pas de satisfaire davantage les besoins de la population qu'autrefois, sauf au prix de sacrifices énormes des masses exploitées que ne l'on ne peut pas qualifier de progrès social, ou alors il faudrait attribuer la même vertu à l'esclavage.

Nous ne sommes donc plus en présence d'un système économique qui pourrait connaître une nouvelle phase de développement ou une évolution avec laquelle le progrès social pourrait être compatible, de telle sorte qu'on ne devrait pas entraver sa marche en avant, nous sommes au contraire en présence d'un système économique corrompu et mafieux entrée en putréfaction et qui est synonyme de régression sociale ou d'esclavage, de travaux forcés. Du coup, désormais il est de notre devoir de tout faire pour entraver sa marche en avant, d'autant plus que le prolétariat mondial est loin d'être prêt à renverser le capitalisme, tout faire pour freiner son oeuvre destructrice, et donc soutenir les Etats et les peuples qui résistent même de façon inappropriée selon nous à cette marche en avant vers l'abîme et le chaos généralisé, le règne de la barbarie. Si nous n'exigeons pas de ces Etats ou leurs représentants et ces peuples qu'ils adhèrent au socialisme pour les soutenir, nous ne devons pas pour autant nous interdire de défendre le socialisme puisque c'est la seule alternative possible au capitalisme ou le programme de la révolution socialiste mondiale, sinon à quoi bon mener ce combat s'il devait n'avoir d'autre issue que la barbarie. A suivre

Cela fait longtemps que je n'ai plus le temps de me livrer à ce genre de réflexion et je le regrette, en fait je suis en permanence crevé, à la limite du surmenage, et j'ai du mal à me concentrer sur un sujet aussi vaste.

NO HELP NO WORK !

Ma compagne me supplie de ne plus perdre mon temps avec ce portail, pour un peu elle me demanderait de me mettre en grève, illimitée puisque je ne fais jamais les choses à moitié.

Je vais étudier sérieusement sa revendication qui est parfaitement légitime au regard de sa situation.

On ne va tout de même pas s'inspirer du "*grand jury*" de Ferguson et décréter sa revendication irrecevable parce qu'elle est Noire et que c'est une esclave tout juste affranchie par votre serviteur.

J'estime donc qu'elle a les mêmes droits que mes lecteurs, bien que son niveau de conscience soit bien inférieur au leur, sa condition qui l'est tout autant (inférieur) et ses intérêts méritent autant d'attention et de respect de ma part, par esprit de justice sociale, vous en conviendrez qu'il serait mal avisé de la violer ici, n'est-ce pas ? La justice sociale, vous l'aurez compris.

Délibération dans les jours qui viennent.

Qu'on se le dise.

- C'est le Parlement européen, républicain, démocratique et laïque comme l'aime Mélenchon, qui a exigé l'arrêt de la construction du gazoduc South Stream sur ordre de Washington, la Commission européenne n'a fait que leur emboîter le pas...

- Selon la voix de l'Amérique ou les médias subventionnés par l'Etat français, ce sont des "rebelles" qui ont mené une attaque à Grozni, et non des terroristes...

- Défendre la souveraineté de son pays pour un président élu au suffrage universel, est un droit qui relève de la tyrannie et il mérite d'être renversé par un coup d'Etat orchestré par l'Otan ou le pays qui incarne le mieux la démocratie dans le monde, les Etats-Unis, dixit Obama et ses serviteurs occidentaux.

Un institut de sondages créé sur mesure pour le contexte actuel.

Odoxa a réalisé un sondage pour Les Échos et Radio Classique sur Internet.

Rappel de la causerie du 29 septembre 2014 :

- Odoxa, un nouvel institut d'études et de sondages.

"Nous assumons une éditorialisation dans l'analyse de nos résultats afin de proposer à nos clients non pas des chiffres, mais une réponse", expliquent les co-fondateurs sur le site internet de l'entreprise. cbnews.fr 27.08.2014

Ce qui nous avait fait dire : Chaque chose en son temps ou quand un institut de sondages propose à ses clients "une réponse". Ajoutons la réponse qu'ils ont envie d'entendre. Reste à la fabriquer et cela ne va pas de soi. Il faut s'y reprendre à plusieurs fois, deux ici, quant à la "réponse" destinée au patronat et à laquelle le bas peuple est appelé à adhérer, là en l'occurrence c'est encore plus tordu qu'une image subliminale qui viendrait se greffer dans votre cerveau à votre insu car la manipulation est d'une simplicité si déconcertante qu'elle passera inaperçue.

Pour commencer, la mise en confiance. Il faut ferrer le poisson ou le pigeon, et plus l'appât sera gros et plus il y aura de chance qu'il morde à l'hameçon. Là ils ont mis le paquet, 9 sur 10, au delà il perdrait toute crédibilité, semble-t-il.

- Près de 9 Français sur 10 opposés à la politique économique du gouvernement - LePoint.fr

A ce stade on est porté à se dire qu'ils n'en attendent plus rien. Et bien non, pas du tout, bien au contraire. Ils sont même une majorité à en redemander, car il aurait suffi que Hollande recrute un banquier pour qu'un miracle se produise ou tout du moins que la majorité y croie. Cela tombe bien puisque c'est justement la "réponse" qu'espérait les Echos ou le Medef. Fantastique, cela mériterait presque une canonisation des dirigeants d'Odoxa !

- Le ministre de l'Économie, Emmanuel Macron est populaire, 62 % des Français jugeant qu'il est un bon ministre. Les Français sont même une majorité (58 %) à se dire prêts à voter, s'ils étaient députés, la loi Macron sur l'activité et la croissance qui sera présentée mercredi prochain en conseil des ministres. LePoint.fr 07.12

En fait, plus ils se font matraquer et plus ils en redemandent, c'est bien cela dont on veut nous convaincre. Ils ne savent plus quoi inventer pour vendre leur camelote défraîchie que la majorité rejette dès qu'elle en connaît le contenu réel, ce sondage tient de la supercherie.

Désinformation. C'est accordé bien trop d'importance à Moi 5%.

Rappel : 5% c'est le pourcentage de personnes interrogées dans un récent sondage qui souhaitent que Hollande se représente en 2017 (lire la causerie d'avant-hier).

Les médias n'ont pas manqué de saluer l'audace de Moi 5% de rencontrer le président le plus infréquentable de la planète dans un vulgaire aéroport, sans qu'on sache s'il avait été autorisé à franchir la frontière de cet Etat qu'il vomit chaque matin à son petit déjeuner, ou s'il était cloîtré dans la zone de transit destinée aux voyageurs de passage ou aux voyageurs de commerce dont il fait partie.

N'hésitant plus à se contredire et broder ou tronquer les faits quand cela fait l'affaire de leur propagande, ils auront une raison de plus d'en vouloir à Poutine pour leur avoir cassé la baraque et évoquer à propos de cette rencontre une "vraie visite de travail" qui n'avait rien d'une "visite surprise" puisqu'elle aurait été programmée lors du dernier G20 à Brisbane en Australie.

Ils ont fait figurer les deux informations dans leurs articles histoire de bien montrer qu'il n'était pas question pour eux de s'abaisser à soutenir la version de Poutine le malfaisant, parce que leurs lecteurs seraient assez naïfs pour les croire sur parole, c'est encore faire preuve de mépris à leur égard, mais ils ne sont plus à cela près.

Ce qu'il faut retenir de la rencontre surprise entre Hollande et Poutine - Lexpress.fr 06.12

Mieux que l'article qui ne présentait aucun intérêt, vous comprendrez plus loin pourquoi, les titres servent à cirer les pompes de Hollande :

- La place de la France s'affirme dans la diplomatie mondiale.

Là on a le droit d'éclater de rire, ils doivent être les seuls à y croire.

- Le dialogue avec Moscou est renoué

Assurément, puisqu'ils le disent.

Et comment, sur le ton de la menace à peine voilée, Moi 5% aurait suggéré à Poutine de "saisir l'occasion" qu'il lui offrait généreusement pour sortir de son isolement international qui tient de la fabulation, sans quoi il risquerait de "continuer à s'attirer les foudres de ses homologues", auxquelles il a trouvé la parade en révélant au monde entier ce que seuls les chefs d'Etat

et de gouvernement savaient plus quelques opposants bien informés et leurs lecteurs, à savoir que les Etats-Unis et ses alliées étaient responsables du chaos et de la guerre en Ukraine et au Moyen-Orient et ailleurs dans le monde pour l'avoir programmé et orchestré, parfois en recourant à des supplétifs pour faire le sale boulot, comme l'Emirat islamique, ce qui lui vaut une haine hystérique des Américains et ses alliés qui veulent sa peau.

Bref, à entendre les médias, la démarche de Moi 5% aurait été utile. Vérifions-le.

Cette fois, c'est Le monde qui a été obligé de lâcher le morceau à la suite d'un entretien avec le ministre des affaires étrangères russe, Sergueï Lavrov, qui ayant participé à cette rencontre a tenu à préciser à propos de l'Ukraine : « *Il ne faut pas attendre du sensationnel. Il y a eu trop de sensationnalisme et de décisions inconsidérées dans cette affaire. C'est un processus lent. Il a commencé il y a longtemps et il demande du dialogue.* », autre chose qu'une conversation dans un salon privé d'un hall d'aéroport avec Moi 5%, cela doit être le pourcentage d'intérêt qu'il a dû accorder à cet entretien et dont les médias français se sont contentés en rajoutant un zéro derrière, à l'instar de l'empereur déchu qui a lancé sur un ton désabusé ou évasif et on comprend pourquoi, cette rencontre "*donnera sans doute quelques résultats*"... hypothétiques, un jour indéterminé, comme sa réélection, non, là on connaît la date et on sait que l'affaire est déjà pliée pour lui, les Russes le savent aussi, même en France il compte pour du beurre désormais, alors à côté des Américains, en fait Poutine a fait preuve de patience et de savoir-vivre en acceptant de le rencontrer et de perdre son temps avec lui.

Chaque fois qu'en France un président est très impopulaire ou des échéances approches, il s'envoie en l'air histoire de changer d'air, l'air de rien ou presque. Son dernier coup de la mobilisation nationale contre l'antisémitisme a fait un flop lamentable, plus personne n'en parlait 48 heures après. Juste avant il s'était envolé pour le sommet de la Francophonie ou Françafrrique, pour ensuite rendre visite au dictateur kazakh Nazarbaïev qui l'a reçu en grandes pompes et non dans un hall d'aéroport. De retour en France, dimanche c'était reparti avec cette "*grande cause nationale*" téléguidée depuis Tel-Aviv et destinée à diviser la population pour mieux imposer la loi Macrothschild.

Nazarbaïev en a profité pour répondre à Moi 5% qui voulait lui faire la leçon sur les "*droits de l'homme*", qu'ils étaient "*bien plus*" respectés au Kazakhstan que "*dans certains pays européens*", et pour bien montrer qu'il n'était pas du tout intimidé par sa majesté élyséenne, il en a rajouté une couche à l'attention des occidentaux en les appelant à revoir les "*stéréotypes*" qu'ils véhiculaient sur son pays, en réalité il a tenu le même discours que Poutine, Assad, hier Chavez ou Morales qui les renvoyaient à leurs devoirs et qu'ils ne supportent pas parce qu'ils n'acceptent pas qu'on leur résiste, ce qui traduit des intérêts divergents, qu'on mette en doute leurs intentions ou pire qu'on révèle leurs véritables intentions, là ils deviennent quasiment hystériques, Obama comparant Poutine à Ebola ou Hitler. (AFP 05.12).

Ce qui est intéressant ici, c'est qu'en se chamaillant entre eux, ils causent, ils disent des choses qui habituellement ne parviennent pas aux oreilles de la plèbe qu'ils méprisent et qui ne doit pas savoir ce qui se trame dans son dos. Plus les tensions deviennent importantes entre Etats et plus ils se lâchent, livrent des informations ou en confirment et nous donnent raison au passage.

ACTUALITE EN TITRES

[Il y a décidément des gens qui ont trop de fric et qui ne savent plus quoi en faire.](#)

- Téléthon 2014: la récolte de dons dépassait les 74 millions d'euros à minuit - AFP

Le 28e Téléthon avait permis dimanche vers minuit de récolter plus de 74 millions d'euros de dons en faveur de la recherche sur les maladies rares. AFP 06.12

Depuis 82 millions, c'est une honte !

La preuve :

- La plus grosse truffe blanche au monde vendue plus de 61 000 dollars - LePoint.fr

[Ceci explique cela ou est lié.](#)

- Le Parti républicain conforte sa majorité au Sénat américain - Reuters

- Créteil : la communauté juive exprime sa colère lors d'un rassemblement - Francetv info

- La Syrie accuse Israël d'avoir mené deux raids près de Damas - AFP

Récupération politique misérable et propagande sioniste

- Valls condamne le "*manque d'indignation dans notre société*" face au racisme et à l'antisémitisme - Francetv info

Il est vrai qu'on s'en tape complètement quand c'est vous qui le mettez en scène, cela nous donne même envie de vomir.

On oublie souvent que le sionisme a été réactivé au début du XXe siècle lorsqu'il s'avéra que le pétrole serait amené à devenir la plus formidable rente de tous les temps pour ceux qui détiendraient les puits de pétrole du Moyen-Orient, à l'époque on ignorait qu'il en existait un peu partout dans le monde. Israël devait servir aux banquiers anglo-saxons-sionistes à diviser les sunnites et les chiïtes et de gardien armé de leur fabuleux trésor...

Du "**Front national au Parti socialiste**", c'est forcément pour la bonne cause.

- Manifestation pour soutenir le projet du Center Parcs à Roybon - Francetv info

Au nom des "*emplois*", les manifestants sont venus soutenir le projet de village vacances. En tête du cortège, des élus de tous bords politiques, du Front national au Parti socialiste. Accompagnés de 2 000 personnes, ils sont venus défendre un projet qu'ils jugent très bon pour l'économie locale. 700 emplois sont prévus. Francetv info 07.12

Bon, ça va, on a compris que vos maîtres n'en veulent pas... pas si sûr.

- 66 % des Français ne veulent pas que Sarkozy soit candidat à la présidentielle - LeParisien.fr

... ils préfèrent son clone...

- Valls se voit à Matignon "*jusqu'à la fin du quinquennat*" en 2017 - AFP

D'où tient-il cette assurance ? Certainement pas de Hollande...

Stratégie du chaos et guerre.

- Afghanistan: Chuck Hagel promet un millier de soldats américains supplémentaires en 2015 - AFP

- RDC: le bilan du massacre dans l'Est s'alourdit à 36 morts - AFP

- Quatre morts dans une frappe de drone américain au Pakistan - Reuters

Déstabilisation. Provocation, répression, condamnation.

- Iran: le correspondant du Washington Post inculpé, Kerry critique. - AFP

- Iran: des étudiants réclament la libération d'opposants devant le président Rohani - AFP

- Brésil: 5.000 manifestants contre la corruption et la politique de Dilma Rousseff - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Laminage.

- Législative dans l'Aube: duel UMP-FN au second tour pour succéder à Baroin - AFP

L'UMP Gérard Menuel, arrivé en tête dimanche du premier tour marqué par une forte abstention, affrontera le candidat Front national Bruno Subtil au second tour de la législative partielle dans la 3e circonscription de l'Aube pour succéder à François Baroin, devenu sénateur.

Gérard Manuel a obtenu 40,76% des suffrages devant le candidat frontiste (27,64%), lors d'un scrutin où l'abstention a atteint 75,37%.

Le candidat PS Olivier Girardin (14,69%, chiffre en recul de 14 points pour le parti socialiste par rapport à 2012). Cinq autres candidats ont été éliminés après le premier tour : PCF (7,46%), EEVL (4,47%) DVG (2,49%), PCD (2,00%) et DVD (0,48%).
AFP 07.12

PS. L'alter-Iibéralisme ou la version la plus populiste du néolibéralisme.

Il n'y a pas pire démagogue qu'un renégat, Cambadélis, qui pour justifier ses propres reniements doit sans cesse répéter qu'il être resté fidèle à ses idées qu'ils s'emploient à déformer et qu'il combat désormais, de telle sorte qu'il en est le principal fossoyeur, tout en semant la confusion sur ses réelles intentions dont il compte profiter pour emporter la confiance de son auditoire au bénéfice du doute ou le tromper délibérément. Il a du bol, les militants du PS ne demandent pas mieux.

Peu importe pour le renégat les moyens employés pour parvenir à l'objectif qu'il s'est fixé, car c'est devenu un personnage faux par excellence, corrompu, incapable de s'assumer et qui a vendu sa dignité, seule désormais l'image qu'il entend donner de lui-même (avec l'aide des médias) fait illusion dans ce domaine.

Il en va ainsi aussi des faussaires ou imposteurs en tous genres, qui très souvent ont appris leur texte ou leur rôle dans les grandes écoles aristocratiques du régime ou sur le tas, chacun se définissant de droite ou de gauche en fonction des origines ou du statut social de leur milieu familial pour finalement représenter les mêmes intérêts, le régime, pas vraiment ceux des exploités et des opprimés ou leur cause cela va s'en dire.

A retenir. (Source : AFP, Reuters, Le HuffPost et Le Figaro 06 et 07.12)

- L'électoratisme ou les promesses qui n'engagent que ceux qui y croient quand cela les arrange ou leur rapporte.
- Un appel du pied à EELV...
- Empiéter sur le terrain du FdG... Attention, sable mouvant !
- Devenir un "parti de masse"... du régime.
- Le PS accouche d'un corpus idéologique dans une ambiance morose - Le Figaro 06.12
- États généraux du PS: une nouvelle charte, mais pour quoi faire ? - Le HuffPost

Selon The Huffington Post "*le texte adopté cette semaine par les militants à 78% ne chamboule pas le parti pour autant*", et de préciser que "*ce n'est ni une déclaration de principes du PS (...), ni un texte programmatique, (...) mais bien un texte d'orientation, sorte d'état des lieux du PS sur le plan idéologique*".

Pour Le Figaro le texte qui doit permettre «*le réarmement idéologique*» du parti n'est pas révolutionnaire. (Ouf! - ndlr) Il ménage toutes les sensibilités socialistes et a d'ailleurs donné lieu à négociations entre le premier secrétaire et les membres de l'aile gauche du parti, le premier acceptant par exemple de supprimer du document «*le progressisme*» si les seconds rayaient le mot «*nationalisation*» (Un gros mot. - ndlr). Le document apparaît donc comme le plus petit dénominateur commun des différentes chapelles du parti.

Ce texte d'orientation politique qui touche les domaines les plus divers, promeut "*l'éco-socialisme*" et une "*alter-Europe*" et servira à la formation des militants. (L'alter ego des parasites, ils auraient pu ajouter alter-mondialisme. - ndlr)

«*Celui qui n'accepte pas la rupture avec le désordre écologique, avec les ravages de la société capitaliste sur la nature, celui-là je le dis, il ne peut pas être adhérent du Parti socialiste*», a-t-il prévenu soulignant qu'il s'agit là d'un «*territoire commun avec nos partenaires*» écologistes. Pour le premier secrétaire, le rassemblement est primordial. «*Sans unité, la défaite de la gauche est garantie*», a-t-il souligné affirmant que pour l'heure «*la gauche se trouve dans un moment de recul idéologique et électoral considérable*».

(Pur non-sens ou imposture, car rompre "*avec les ravages de la société capitaliste*" sans rompre avec le capitalisme conduit à les gérer et à ne rien faire pour les empêcher de se produire. - ndlr)

Dans les faits, rien de concret. (Du vent ou des paroles. - ndlr)

Cette charte doit seulement servir de "*référence collective*" aux socialistes et de "*socle fondamental de [leur] identité politique*" à l'heure où le nombre de militants est en baisse et les dissensions sont marquées au sein du parti, notamment avec les frondeurs qui viennent de se lancer dans un tour de France.

Autrement dit, elle agira comme cadre idéologique qui ne doit froisser personne...

Selon Laurent Baumel, député socialiste d'Indre-et-Loire et animateur du mouvement la Gauche Populaire, "*la charte n'aborde pas les questions qui font débat*". Même son de cloche du côté de Jérôme Dehaynin, Franck Lesueur Bonte, Pascale Pavy ou Jean-François Macaire qui ont publié plusieurs tribunes sur Le HuffPost: C'est "*un texte aseptisé ne remettant aucunement en cause la politique menée par le gouvernement*", selon eux.

Le texte est la "*Bible des socialistes pour les dix ans à venir*" selon Jean-Christophe Cambadélis. (Choix sémantique qui sied bien aux obscurantistes. -ndlr)

Dans le domaine économique, la charte, qui affirme le "*primat du politique sur l'économisme*" (L'"*économisme*" pourrait faire penser au social... amené à passer à la trappe. -ndlr), souligne "*l'objectif du plein emploi*" (Il fallait oser ! - ndlr). Il considère aussi que "*la fiscalité doit favoriser le réinvestissement des bénéfices plutôt que la distribution de dividendes aux actionnaires...*" (Comme la fiscalité pèse peu sur les profits des entreprises et qu'elles en font ce qui bon leur semble, c'était parler pour ne rien dire. - ndlr).

La charte met aussi en avant le thème de l'écologie. "*Nous reconnaissons que la question essentielle, c'est une question écologique. C'est tout à fait nouveau dans notre histoire*", a expliqué Cambadélis. (Pour nous la question essentielle, c'est l'expropriation du capital qui permettra de régler la question sociale et écologique, encore faudra-t-il au préalable s'être emparé du pouvoir politique évidemment. - ndlr).

Le PS entend surtout "*ouvrir la maison*" (Les partis courant d'air, éclectique, c'est très à la mode. - ndlr) et faire du PS un "*parti de masse*" de 500.000 militants et de 1 à 1,5 million de sympathisants en 2017 (Diable, pourquoi pas 10 ! - ndlr).

Le PS compte 150.000 militants, dont seulement 60.000 à 70.000 à jour de cotisation, contre 170.000 fin 2013. "*On a 7.000 nouveaux adhérents depuis septembre*", se réjouit toutefois M. Cambadélis. (Il ne dit pas combien il en a perdu depuis. -ndlr)

- Cambadélis exhorte le PS à l'unité face au spectre de la défaite - Reuters

Sans unité, la défaite électorale de la gauche est garantie, a déclaré samedi Jean-Christophe Cambadélis, en concluant les états généraux du Parti socialiste.

Le premier secrétaire du PS a voulu conjurer les "*fausses querelles*" au sein du parti, très divisé sur la politique économique du gouvernement issu de ses rangs, et il a désigné "*deux ennemis: l'hégémonie réactionnaire mais également le thatchérisme de la droite*". (Et voilà comment il situe Valls, Macron, Sapin, Moscovici, Fabius, etc. à droite ou les traite de réactionnaire ! - ndlr)

Les élections départementales de mars s'annoncent difficiles pour la majorité, tout comme les régionales de décembre 2015, et le congrès socialiste de juin pourrait voir les divergences sur la politique économique paralyser l'action du gouvernement. (C'est ce qu'on peut se souhaiter de mieux. - ndlr)

Face à ces risques électoraux, Jean-Christophe Cambadélis a mis en garde les socialistes : "*Un effondrement du PS ne serait pas un moment de recomposition de la gauche mais de sa décomposition et de sa marginalisation*". (Qu'il cesse de parler de ce qui est étranger au PS. -ndlr)

Alors que la loi Macron sur la croissance et l'activité, qui sera présentée mercredi au conseil des ministres, ravive les tensions au sein de la majorité, dont une partie la juge trop libérale, le premier secrétaire a voulu relativiser les divergences sur la politique économique. (Il a sans doute raison sur ce point, depuis le TSCG, la "*règle d'or*", les budgets 2013 et 2014, ceux de la Sécu, etc. ils ont tout laissé passer. -ndlr)

"*Aucun socialiste ne défend la fuite des déficits ou la chute du gouvernement*", a-t-il ainsi déclaré.

- Loi Macron: après le débat viendra le "*temps du compromis et de l'unité*" selon Bartolone (PS) - AFP

Pas si sûr cette fois encore, à suivre.

- Lienemann appelle les parlementaires PS à voter "*contre*" la loi Macron - AFP

Marie-Noëlle Lienemann, membre de l'aile gauche du PS, a appelé samedi les parlementaires socialistes à "*voter contre*" la

loi Macron, car elle constitue "la remise en cause de tous les combats historiques de la gauche". (Quelque chose me dit, que si elle se montre si virulente, c'est parce qu'elle sait que peu l'imiteront, et que donc son audace tient en réalité de l'imposture. C'est seulement si elle était virée du PS ou qu'elle en démissionnait que là on pourrait en déduire que sa prise de position n'était pas uniquement une posture ne portant pas à conséquence. - ndlr)

"Je demande, pas seulement aux (députés) frondeurs, à tous les socialistes" de "dire non à la loi Marcron", a-t-elle dit à des journalistes en marge de la clôture des "Etats généraux des socialistes" à Paris. (Elle n'a aucune chance d'être entendue, ce qui confirme ce qui a été dit plus haut ou alors elle a décidé de quitter le PS. - ndlr)

"Il y a trop de choses graves pour que l'on se contente de s'abstenir comme on a pu le faire dans d'autres circonstances", a-t-elle dit, citant les lois de finances. "Parce que là, c'est vraiment la remise en cause de tous les combats historiques de la gauche pour le droit du travail, les seuils sociaux, le temps de travail, le travail de nuit et le travail du dimanche", a expliqué la sénatrice.

Le projet de loi comporte selon elle "des choses moins connues" comme "la remise en cause des congés pour vente qui protègent les gens qui sont locataires quand il y a un congé pour vente à un institutionnel".

"Arrêtons ces reculs sociaux". "On est en train de faire la politique de la Grèce et du Portugal", a-t-elle estimé. "Nous ne serons pas seuls", a-t-elle prévenu. (A partir de deux on emploie le pluriel. On demande à voir. - ndlr)

- Emmanuel Macron doit présenter mercredi en Conseil des ministres son projet de loi sur l'activité et la croissance. AFP 06.12

En complément. Aubry ou la cognée : +10%.

- Lille: Aubry augmentera les impôts en 2015 car l'État "cogne" - La Tribune

On comprend pourquoi les sympathisants du PS la préfère à Valls...

Parole à la réaction.

Pas encore la fureur, mais presque...

- Angela Merkel invite Paris et Rome à réformer davantage - Reuters

Angela Merkel estime dans une interview publiée dimanche par Die Welt que la France et l'Italie doivent entreprendre davantage de réformes afin de s'assurer que leurs budgets 2015 respecteront les règles... Reuters 07.12

Vivement l'extrême droite au gouvernement !

- La France doit s'inspirer de la Suède, selon Jean Tirole, Nobel d'économie - AFP

Pour que "les gens retournent au travail", la France doit s'inspirer de la Suède, qui a revu en profondeur son système économique dans les années 90, a estimé dimanche le prix Nobel d'économie Jean Tirole.

"Nous devons suivre l'exemple de pays comme l'Allemagne et la Suède, qui ont connu des moments difficiles et ont fait beaucoup de réformes", a dit le lauréat à l'occasion d'une conférence de presse à Stockholm.

Dans les années 90, la Suède a traversé une grave crise financière. Pour sauver ce qui pouvait l'être, elle a entrepris de vastes réformes structurelles.

Le pays a alors abandonné ses subventions à l'emploi ou au logement, réformé de fond en comble son système de retraite, et réduit ses dépenses de santé.

Le ratio des dépenses publiques sur le produit intérieur brut, monté au niveau record de 71% en 1993, est aujourd'hui à 53%.

Malgré sa bonne santé économique, la Suède est actuellement dans l'incertitude. Le pays se débat avec une crise politique inédite après la démonstration de force d'une extrême droite se nourrissant du malaise d'une partie de la société qui se plaint d'un modèle social devenu moins généreux.

Fort de 49 sièges au Parlement, l'extrême droite a réussi à rendre inopérant en deux mois seulement le gouvernement de coalition de gauche en votant le budget de l'opposition. Pour sortir de cette situation, le Premier ministre social-démocrate a annoncé

des élections pour le 22 mars. AFP 07.12

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

- La Syrie accuse Israël d'avoir mené deux raids près de Damas - AFP

La Syrie a accusé dimanche Israël d'avoir mené deux raids contre des secteurs tenus par le régime près de Damas, l'accusant d'apporter un "soutien direct" aux rebelles et jihadistes.

Ailleurs dans le pays déchiré par plus de trois ans de guerre civile, les forces pro-gouvernementales ont repoussé un assaut des jihadistes du groupe Etat islamique (EI) dans la province orientale de Deir Ezzor, et resserraient l'étau sur des positions rebelles dans le secteur d'Alep (nord).

Dimanche après-midi, *"l'ennemi israélien a attaqué deux régions sécurisées (gouvernementales) de la province de Damas : le secteur de Dimas (nord-ouest) et celui de l'aéroport international de Damas"*, a accusé l'armée syrienne dans un communiqué diffusé à la télévision, précisant que les raids n'avaient causé que des dégâts matériels.

Le ministère syrien des Affaires étrangères a indiqué dimanche soir qu'il demandait au Secrétaire général Ban Ki-moon et au Conseil de sécurité de l'ONU d'imposer des sanctions contre Israël. Le ministère a qualifié ces raids de *"crime atroce contre la souveraineté de la Syrie"*, selon l'agence de presse officielle SANA.

"Cette agression directe par Israël a été menée pour aider les terroristes en Syrie après que nos forces eurent remporté d'importantes victoires à Deir Ezzor, Alep et ailleurs", a ajouté l'armée. *"Cela apporte la preuve du soutien direct d'Israël au terrorisme en Syrie"*.

L'annonce de ces raids survient alors que les forces pro-gouvernementales syriennes ont connu plusieurs succès ces dernières 24 heures.

Elles ont réussi dimanche à repousser une attaque de l'EI contre un important aéroport militaire situé à Deir Ezzor, selon l'OSDH, qui a précisé que plus de 100 jihadistes et 59 combattants pro-régime avaient été tués.

L'aéroport militaire de Deir Ezzor est considéré comme la seule voie de ravitaillement alimentaire des forces gouvernementales dans l'Est syrien. C'est de là que les avions et hélicoptères de l'armée décollent pour des raids contre les jihadistes et rebelles dans plusieurs régions de Syrie. AFP 07.12

2- Russie

- Poutine contre Israël - french.trib.ir

Alexandre Prokhanov, membre du cercle rapproché de Poutine dénonce le renseignement israélien Mossad comme *"principal formateur des terroristes de Daech"*. Invité sur le plateau de Presstv, Prokhanov a souligné *"le rôle axial du Mossad dans la formation des cadres de l'organisation terroriste de Daech surtout en termes d'espionnage et de contre espionnage"*.

Le responsable russe qui fait partie des conseillers politiques du chef du Kremlin dénonce aussi le rôle des conseillers militaires israéliens dans des opérations terroristes menées par Daech à travers tout le Moyen Orient. *"L'idéologie de Daech, la prétendue foi qu'il défend n'ont rien à voir avec l'Islam tel qu'il se présente en Iran ou dans beaucoup d'autres pays de la région. Ces deux choses sont distinctes et totalement opposées. En réalité Daech est un outil entre les mains des Etats-Unis visant à terroriser à intimider les pays et les nations de la région. Daech est un moyen pour menacer la Russie et l'Iran, pour faire peur à l'Europe. A ce titre, il est la créature des Etats Unis dans la région. Il y a peu Daech a commis sa première attaque terroriste contre la Russie en Tchéchénie."*

Prokhanov est revenu ensuite sur les sanctions anti russes de l'Occident : *"l'objectif des Etats Unis et de leurs alliés à travers ces sanctions, décidées autour de la crise ukrainienne est clair : il est question de provoquer une fissure entre le gouvernement et la nation russe, d'éloigner les Russes de Poutine et pourtant, le peuple russe ne refuse toujours pas son soutien au gouvernement et*

à son président. Une alliance solide les unit à leur président. pour les Russes, l'indépendance de la Russie est plus importante que du blé " et la Crimée? " L'annexion de la Crimée a été la réaction naturelle de la Russie aux tentatives de l'Otan de s'approcher des frontières russes. Nous avons arraché la Crimée des mains des généraux de l'Otan". Le responsable russe qui représente également l'association des élimés de Russie conclut : "Les Etats-Unis cherchent à provoquer une révolution de couleur en Russie mais la Russie ne se laissera pas faire. Elle va renforcer ses capacités militaires, optimiser ses arsenaux d'armes, sa force aérienne car au bout de tout ceci, il y aura sans nul doute la guerre". french.irib.ir 07.12

3- Grèce

- Grèce: le budget 2015 soumis au parlement, contestation dans la rue - AFP

Le parlement grec votait dimanche soir le budget 2015, point de blocage des négociations entre Athènes et ses créanciers risquant de conduire le pays vers une prolongation de son plan de sauvetage dans un climat alourdi par de nouvelles violences urbaines.

"Je suis convaincu que nous arriverons bientôt à un accord", avec la troïka UE-BCE-FMI, a déclaré le ministre des Finances Ghikas Haroufalis à la tribune de l'Assemblée.

Autant que le budget, les images d'affrontements intenses, samedi soir, dans quelques rues de la capitale grecque, ayant conduit à 296 interpellations et 43 défèrements en justice, se sont imposées aux députés.

"Un tel spectacle nuit à notre pays et envoie un message erroné à un moment où nous avons besoin d'unité nationale", s'est plainte la ministre du Tourisme Olga Kefalogianni.

Les incidents sont intervenus à l'issue d'une marche en mémoire d'Alexis Grigoropoulos, tué à 15 ans par un policier, le 6 décembre 2008 à Athènes, drame qui avait entraîné des troubles urbains inédits en Grèce.

La mobilisation était également dédiée à un détenu gréviste de la faim de 21 ans, Nikos Romanos, condamné pour braquage, qui dit mener un combat "politique" pour le droit d'étudier hors de prison. Nikos Romanos était un ami d'Alexis Grigoropoulos.

Les soutiens de Nikos Romanos, beaucoup issus de la mouvance anarchiste et autonome, ont manifesté dans le calme dimanche soir, en même temps que 10.000 personnes ayant répondu à l'appel des syndicats et partis de gauche contre un budget qui poursuit la politique d'austérité. AFP 07.12

4- Liban

- Les libanais bloquent les routes conduisant à l'ambassade turque - french.irib.ir

En protestation contre les soutiens d'Ankara aux terroristes et aux ravisseurs des soldats libanais les citoyens de ce pays ont bloqué toutes les routes conduisant à l'ambassade turque.

Ce dimanche, les citoyens libanais ont bloqué, en protestation contre les soutiens turcs aux terroristes et son implication dans le dossier des militaires de l'armée et des forces de sécurité kidnappés à Ersal, toutes les routes menant à l'ambassade turque, à Beyrouth, a-t-on appris de Farsnews. french.irib.ir 07.12

5- Etats-Unis

- Etats-Unis: Les violences policières continuent à mobiliser - 20minutes.fr

- Etats-Unis: manifestations contre les bavures policières, l'une dégénère - AFP

Les manifestations contre les violences policières contre les Noirs se sont poursuivies samedi aux Etats-Unis, et l'une d'elle, en Californie, a dégénéré en violences et pillages.

Si les manifestations se sont déroulées dans le calme dans la plupart des grandes villes, cela n'a pas été le cas à Berkeley, dans la banlieue de San Francisco, où des petits groupes détachés de la manifestation principale se sont affrontés violemment avec la police et ont pillé des magasins.

"Certains ont commencé à lancer sur les policiers des briques, des tuyaux, des grenades fumigènes", a déclaré à l'AFP Jennifer Coats, porte-parole de la police, ajoutant que de nombreux policiers avaient été blessés.

La police de son côté a fait usage de gaz lacrymogène alors que certains manifestants commençaient à briser des vitrines de magasins et les piller, a-t-elle ajouté, sans pouvoir préciser le nombre de victimes.

A New York, qui en était samedi à son quatrième jour de manifestations, la foule rassemblée dans l'après-midi malgré une pluie diluvienne scandait "*Je ne peux pas respirer*", les derniers mots répétés par Eric Garner, ce père de famille noir âgé de 43 ans mort étouffé en juillet lors d'une interpellation brutale par la police de New York.

Un autre rassemblement a eu lieu dans le quartier de Harlem, à l'appel de la figure de la lutte pour les droits civiques Al Sharpton, en présence du réalisateur Spike Lee.

Dans le cas de la mort d'Akai Gurley, la justice new-yorkaise a annoncé vendredi la convocation d'un grand jury pour décider si le policier, Peter Liang, devait être poursuivi devant les tribunaux ou non.

Le chef de la police de New York, Bill Bratton, avait souligné dès le lendemain qu'il s'agissait d'un "coup de feu accidentel" et que la victime était totalement innocente.

Le mot de "*lynchage*", particulièrement lourd de sens aux Etats-Unis quelque cinquante ans après la déségrégation, a aussi été employé par le représentant de la famille, Kevin Powell, qui voit un lien entre les récentes affaires: "*Nous estimons malheureusement que ça ressemble à une série de lynchages modernes*", a-t-il affirmé.

De multiples affaires policières se superposent en effet depuis cet été et alimentent les appels à une réforme des méthodes policières, et du système pénal en général. AFP 07.12

[Haut de page ↗](#)

Le 21 décembre 2014

CAUSERIE

Les nantis et lecteurs habituels de ce portail ne sont pas les bienvenus dans la mesure où nous n'avons aucun principe, aucune valeur en commun.

Les causeries ne leur sont pas destinées.

On actualisera les différentes rubriques dans la soirée.

Union nationale des ennemis de la liberté d'expression.

Ce n'est pas vraiment une surprise que Mélenchon soit à l'origine d'une énième chasse aux sorcières des censeurs du régime via les médias officiels, qui ont décidés d'éliminer un par un tous les opposants à la pensée unique néolibérale. Car ce qu'il faut bien comprendre, c'est que Mélenchon et tous ceux qui aujourd'hui s'insurgent hypocritement contre la décision prise par iTÉLÉ de se séparer du journaliste Eric Zemmour, auxquels les médias offrent généreusement une tribune pour s'exprimer ou relaient leurs déclarations, font en réalité partie de la grande famille des porte-parole de cette pensée unique néolibérale ou en favorisent la propagation au même titre que M. Zemmour, ils oeuvrent utilement au côté du PS qui a salué cette mesure comme il se devait, on est ou on n'est pas réactionnaire.

Comment ?

S'agissant des représentants de la droite (incluant le PS) ou de l'extrême droite, en soutenant la politique du gouvernement, en le ménageant ou en l'attaquant quand elle n'est pas suffisamment à droite.

S'agissant de la pseudo-gauche et extrême gauche, en prétendant la combattre sur le plan des idées... pour finalement mieux la laisser passer : Alexis Corbière "Nous menons le combat contre les idées de Zemmour", et encore : "c'est sur le plan des idées qu'il faut argumenter, et ne pas donner l'impression d'une censure" (AFP), leur conception de la lutte des classes étant ravalée au niveau d'un combat d'idées qui ne sert strictement à rien, dès lors qu'il n'est pas mené jusqu'au bout et n'aboutit pas à la rupture avec le capital et ses institutions dont l'UE et l'ONU, et qu'il n'est pas axé ou ne se combine pas avec la nécessité impérieuse d'organiser les masses, de contruire un parti pour parvenir à renverser le régime en place et s'emparer du pouvoir politique...

D'autres, plus sournois encore (les révisionnistes, les révolutionnaires d'hier devenus réformistes), mettent l'accent sur l'organisation des masses sans leur permettre d'élever leur niveau de conscience politique, ce qui revient en pratique à organiser certaines couches privilégiées des masses non pas dans la perspective du renversement du régime, mais pour faire pression sur lui dans l'espoir d'en obtenir quelques miettes.

iTÉLÉ pourrait répondre à ses détracteurs qui se réclament de la liberté d'expression, entendez par là la leur uniquement, qu'ils ont pris cette décision pour justement la défendre estimant que M. Zemmour incarnait sa négation, de la même manière qu'il ne supportait pas la présence de musulmans en France et le tour serait joué.

Marine Le Pen et Louis Alliot pour le FN, Nadine Morano et Eric Ciotti pour l'UMP, Christine Boutin pour le Parti chrétien démocrate, Cohn-Bendit, Mélenchon et Alexis Corbière pour la pseudo-gauche, tous s'insurgent contre ce qu'ils appellent un exercice de censure, car voyez-vous, on devrait être porté à penser qu'elle n'existerait pas en France, que le régime serait démocratique puisque eux peuvent s'exprimer librement et leurs propos sont repris par l'ensemble des médias, leur famille en somme, celle du régime.

Contre qui oeuvrent-ils en réalité ? Contre les masses exploitées dont la voix est étouffée et dont aucun de ces réactionnaires ou imposteurs n'incarnent les intérêts, contre la démocratie qu'incarnent la majorité des exploités qui rejettent la politique antisociale et impérialiste du gouvernement. Quel parti représente les exploités au sein des institutions ? Aucun, tous sont inféodés au capital. Quel représentant des travailleurs refusant toute conciliation avec le PS et le PCF ainsi que les appareils corrompus des syndicats passe-t-il à la télé, bénéficie-t-il d'une tribune dans la presse officielle ? Aucun.

Mélenchon a offert sur un plateau une occasion rêvée à la pire réaction de se présenter en défenseur de la liberté d'expression, ce dont elle lui sera gré n'en doutons pas.

Quant au PS, on ne peut comprendre pourquoi il a soutenu la position adoptée par la direction d'iTÉLÉ qu'à partir du moment où on a à l'esprit qu'il est aux commandes pour le compte du régime ou de la classe dominante, qu'il est un parti de droite, régime et classe dominante qui pour se maintenir au pouvoir ne se contentent pas de gérer le présent au jour le jour, mais oeuvrent également à leur survie dans le cadre d'une stratégie bien définie, donc doivent prendre des dispositions ou adopter des mesures ou des positions politiques qui leur seront utiles par la suite, selon les objectifs qu'ils se sont fixés et qu'ils savent être incompatibles avec l'exercice de la démocratie même la plus étriquée qui soit, crise du capitalisme oblige, aussi le limogeage aujourd'hui d'un journaliste de droite d'une chaîne de télé servira d'exemple ou doit servir d'avertissement à tous les journalistes, en particuliers ceux qui oseraient dans l'avenir faire preuve d'audace et tenteraient de s'opposer un peu trop violemment à sa politique néolibérale. Et lorsque l'UMP aura repris les commandes, il lui suffira de ressortir cette misérable opération pour clouer le bec à ses pseudo-opposants totalement décredibilisés ou ridiculisés, réduits à l'impuissance puisque telle n'est pas leur volonté qu'il en soit autrement ou leur refus de combattre le régime, ils gesticuleront ou vociféreront comme ils le font aujourd'hui pendant que les véritables opposants au régime seront un peu plus marginalisés ou muselés ou pire encore, car il arrivera bien un moment où la répression se déchaînera contre eux...

On a expliqué dans des causeries précédentes que le PS avait toujours frayé la voie à l'extrême droite ou au fascisme, qu'ils étaient complémentaires et non des ennemis, que le PS était un parti fondamentalement réactionnaire.

Le PS n'était pas un parti ouvrier, c'était un parti de la petite bourgeoisie inféodée au capital qui put se faire passer pour un parti ouvrier tant que des réformes sociales étaient compatibles avec l'existence du capitalisme, pour un parti démocratique tend que l'exercice (très limité) de la démocratie était compatible avec l'existence du capitalisme, mais dès lors que la crise du capitalisme atteignait un niveau incompatible avec l'exercice de la démocratie et les droits sociaux des travailleurs, les contradictions du capital ont atteint un seuil inconnu par le passé, le PS devait s'avérer être un parti anti-ouvrier, anti-démocratique, fondamentalement réactionnaire, impérialiste, de droite, anti-socialiste.

Le plus fort, et là la palme toutes catégories de l'opportunisme revient aux révisionnistes (trotskistes), qui parce qu'ils ont feint de découvrir la véritable nature du PS (en partie seulement, car à ce jour ils refusent toujours de le caractériser politiquement, ils en sont totalement incapables, ils comptent dans leurs rangs trop de militants issus du PS.), ont décrété un beau matin que le PS serait devenu ce qu'il est aujourd'hui pour ainsi dire du jour au lendemain, histoire de justifier si besoin était leur collusion avec le PS pendant plus de 67 ans et se donner bonne conscience pour pas cher (moins de 25 cts d'euro!) et le tour est joué, la vie peut continuer tranquillement comme avant pour leurs militants.

Mis en ligne hier soir.

Ne vous acharnez pas à vous connecter à ce portail, il n'en sortira plus rien.

Mes lecteurs se composaient d'expatriés, de fonctionnaires, d'intellectuels, de membres des couches moyennes, de retraités, tous à quelques exceptions près disposaient de revenus confortables.

J'ai calculé que pour un lecteur qui se connectait au site depuis 5 ans, l'aide financière que j'espérais de sa part représentait entre 25 et 50 centimes d'euro par mois pendant 5 ans, soit 15 à 30 euros au total, une somme faramineuse qui aurait gravement grevé son budget et qu'il a décidé de refuser de m'accorder estimant sans doute que le site n'en valait pas la peine, ce qui était parfaitement son droit. J'ai envie de dire qu'on ne pouvait pas tomber plus bas, comme quoi effectivement nous ne partageons pas grand chose au delà des apparences, ce sur quoi je n'ai jamais été dupe évidemment.

Bref, c'était juste un test, car je n'en ai vraiment rien à foutre de leur argent. J'ai pris des dispositions pour m'en passer, habitué à faire l'impasse sur beaucoup de choses depuis de longues années, je vis sans aucun doute beaucoup mieux qu'eux qui disposent d'un budget 10, 15, 20 fois supérieur au mien ou davantage encore. Qu'il garde leur argent, il ne leur profitera pas, car dans ces conditions ou en ayant un tel état d'esprit il ne peut pas en être autrement.

Pour tout dire cela me laisse totalement indifférent, je ne suis ni contrarié ni en colère car je savais parfaitement à quoi m'attendre. Au contraire, je suis de bonne humeur et soulagé. On dit parfois qu'en vieillissant on va de désillusions en désillusions, dans mon cas c'est différent car je ne me fais plus aucune illusion sur personne depuis plus de 25 ans, j'ai seulement l'espoir que des gens évoluent ou progressent sachant qu'ils peuvent régresser, et c'est seulement à l'expérience que j'en juge, en bon matérialiste je m'en remets aux faits, c'est la raison pour laquelle je n'ai aucun état d'âme ou aucune amertume, je suis trop lucide pour en avoir.

Mes lecteurs me méprisaient ou me détestaient pour mon franc-parler et cela aussi je le comprenais parfaitement. Certains n'ont pas hésité à me le faire sentir en me demandant de continuer le site tout en précisant qu'ils étaient loin de partager mes idées, j'en profite ici pour leur dire que je savais pertinemment que nous n'avions pas grand chose en commun.

Je leur conseille de lire un article intéressant sur le néolibéralisme qui a été publié par Le Grand Soir, dans lequel l'auteur analyse notamment les origines et les objectifs politiques des campagnes menées sur les thèmes de l'égalité des droits, du féminisme, de l'écologie, de la lutte contre le racisme, l'antisémitisme, la xénophobie, l'homophobie, etc. qui sont en réalité pilotées par les dirigeants de la classe dominante et ses représentants, le PS, ses satellites et ses alliés de la pseudo-gauche et extrême gauche, tous partis confondus.

Tous ces thèmes s'insèrent dans une théorie qu'analyse très bien l'auteur, ajoutons une stratégie politique, avec en toile de fond la destructuration du savoir, de la société, du citoyen, de l'homme qui une fois atomisé se réduit à une individualité sans personnalité, vide, inexistante, donc évidemment sans droit à part celui de se soumettre au marché, qui s'impose à lui de manière si impérieuse et brutale qu'il apparaît plutôt comme un devoir. A terme ce qui est brisée ou disloquée, pulvérisée, c'est la civilisation humaine, la lutte des classes, les rapports sociaux, les bases qui devaient servir à l'établissement du socialisme.

C'est à cela que m'a fait penser l'attitude de mes lecteurs infestée par l'idéologie dominante. Plus particulièrement ceux qui ne peuvent s'empêcher de manifester leurs désaccords avec moi et qui doivent soutenir ces campagnes populistes, qui ont ménagé le PS pendant 70 ans, les adeptes du front unique, qui refusent de rompre avec les appareils pourris des syndicats. Croyez-vous que le PS pourrait se dire de gauche en décembre 2014 si depuis 1945 on n'avait pas arrêté de marteler qu'il était de droite, si on n'avait pas arrêté de rappeler sa sordide histoire, si on avait construit un parti intégrant ce facteur et cette caractérisation ? A leur manière, profitant de circonstances favorables, la classe dirigeante et ses représentants dont le PS ont parfaitement réussi à briser l'image du PCF, agence du Kremlin.

Ce qui a fait la puissance du marxisme, c'est d'avoir intégré et broyé les théories pré-socialistes en faisant du socialisme une science sociale à partir de la lutte des classes. Ce qui a signé la faillite politique des héritiers autoproclamés du trotskisme, c'est d'avoir refusé d'utiliser le socialisme scientifique pour broyer le réformisme qui constituait une adaptation honteuse au capitalisme ou un abandon pur et simple du socialisme. Au milieu des années 80 ils étaient si réformistes et si peu socialistes que ce furent des centaines de militants devaient le rejoindre, et dans les années 2000 ils étaient si réformistes et si peu socialistes que ce furent des milliers de militants du PS qui les rejoignirent, au moins cela montre qu'ils ont de la suite dans les idées et que leur capitulation politique ne date pas d'hier. On nous dira que se couper du PS c'était se couper des masses, foutaise car déjà à cette époque que j'ai bien connue les masses n'attendaient plus rien du PS et pas davantage du PCF, les plus jeunes ne le savent pas et on peut leur sortir ce genre de contrevérités pour les tromper délibérément. Alors effectivement, on comprend pourquoi je n'ai pas grand choses en commun avec les militants qui soutiennent aujourd'hui que leurs dirigeants ne se sont pas fourvoyés.

Le PS a fait mieux que se couper des masses, il se destine de les broyer et vous avec, bon, le boulot est déjà bien avancé et vous lui facilitez la tâche.

On ne va pas s'éterniser sur cette question puisque cela ne sert strictement à rien. L'attitude des militants à mon égard ou plutôt aux idées que j'ai diffusées qui se connectaient sur le site, ont donné raison à Engels qui estimait que c'était perdre son temps de vouloir redresser un parti qui avait failli. De mon côté je n'ai pas échoué, puisque je n'ai jamais disposé des moyens de toucher les couches d'ouvriers ou d'employés les plus défavorisés, cette armée de millions de travailleurs qui n'intéressent ni les partis ni les syndicats. C'est seulement sur le terrain qu'on peut les rencontrer...

Les lecteurs ont décidé que cette expérience devait s'arrêter là, dont acte. Gavez-vous bien le 24 et le 31 décembre, je vous cède volontiers ma part, sans regret, attention tout de même aux indigestions !

Comprendre le néolibéralisme - Simon TREMBLAY-PÉPIN - 14 décembre 2014

Je garde depuis longtemps le souvenir d'une soirée de conférence militante du milieu des années 2000. Elle doit se situer dans l'une de ces salles tristes et mornes qui sont le lot quotidien de nos rencontres. Des néons, des plafonds flottants, du tapis commercial et des chaises de plastique. Souvent fonctionnels, ces espaces ne sont jamais vraiment agréables. Ce soir-là, on y tenait une conférence comme une autre, un panel sûrement. On aime les panels. Plus par défaut que par adhésion, je crois, mais ce n'est pas mon propos ici. Je ne sais plus si j'y prenais ou non la parole.

L'un des panélistes avait tenu le discours social-libéral typique du centre-gauche québécois : « il faut préserver les services publics, mais on doit s'adapter aux réalités du marché ». Selon la formule consacrée, les présentations s'étaient étendues et il ne restait que quelques minutes pour les « échanges ». Alors qu'on a enfin offert le micro à la salle, une dame a pris la parole. C'est cette dame qui a marqué mon esprit.

Le visage empourpré, la peau du cou tendue, elle était visiblement mécontente de s'être farci un discours centriste, alors qu'elle s'était déplacée pour entendre autre chose, justement, que ce qu'on entend tous les jours dans les médias. Après quelques arguments prononcés sur le ton à la fois courroucé et empressé qu'exigent la frustration et les contraintes de temps typiques aux questions laissées à la salle, elle avait laissé tomber, rageuse : « Vous êtes... vous êtes un néolibéral ! ». À l'entendre, elle venait de prononcer l'injure suprême. Le couperet était tombé, cet homme était du côté sombre de la Force. Si le principal intéressé n'a pas semblé relever l'attaque, j'ai tout de suite été frappé par l'affirmation et le ton utilisé pour la prononcer. Les jours suivants, je retournais dans ma tête à la fois les mots de cette phrase et mon profond malaise. Si j'étais somme toute d'accord avec les arguments avancés par cette dame, je trouvais sa finale non seulement étrange, mais en quelque sorte embarrassante. Elle venait de rendre en quelques mots tout ce qui me posait problème avec le mot « néolibéralisme », mais que je n'étais jamais arrivé, jusque là, à situer.

Depuis ce soir-là, ce moment revient périodiquement dans ma tête. Il est de ces événements qui, bien qu'ils ne revêtent aucune importance réelle, se gravent dans ma mémoire pour des raisons que j'ignore. J'ai fini par conclure qu'ils représentent des moments irrésolus, des choses que je sens qui clochent, mais que je n'arrive pas à comprendre sur le champ.

La réaction de cette dame qui me reste en tête depuis un moment soulève une question importante, le rapport à nos adversaires. Plus précisément, le rapport au néolibéralisme. Si je rassemble tout ce que j'ai entendu dire, à gauche, à propos du néolibéralisme, force est de convenir qu'aucune définition claire n'en émerge. Aucune sauf, néolibéralisme = méchant. C'est ce que la dame disait, en somme, à ce monsieur de la conférence : vous vous présentez comme gentil, mais en fait vous êtes méchant. C'est ce que nous disent les gens qui veulent voir plus l'IRIS à la télévision : allez vous battre contre les méchants néolibéraux.

Bref, à cause d'une surutilisation du terme, le mot néolibéralisme est devenu confus et manichéen. La plupart d'entre nous ne sauraient distinguer un néolibéral d'une simple adhérente au libéralisme classique, d'une libertarienne ou d'un défenseur du capitalisme. Ils entrent tous, finalement, dans le grand sac du méchant néolibéralisme.

Face à cette confusion généralisée, la lecture du plus récent ouvrage de Philip Mirowski, *Never Let a Serious Crisis Go To Waste*, me semble éclairante. Pour ma part, elle m'a permis de comprendre et de résoudre mon malaise de la soirée évoquée plus haut en recadrant le néolibéralisme, en mettant de l'avant ses particularités.

Un rapide tour d'horizon nous informe que malgré des dizaines d'ouvrages et près d'une centaine d'articles publiés, le nom de Philip Mirowski n'a que peu circulé dans nos revues universitaires et jamais dans la presse grand public locale. Il mène pourtant depuis le milieu des années 1980 une enquête soutenue sur la transformation de l'économie. Lecteur consciencieux et systématique des écrits économiques de la deuxième moitié du vingtième siècle, il a récemment publié deux volumes [1] qui doivent faire l'objet d'une plus grande diffusion au Québec, si l'on souhaite faire un usage intelligent du mot néolibéralisme.

Comme rien n'indique une traduction à venir à brève échéance, je me contenterai ici de résumer certains éléments de son plus récent ouvrage concernant le néolibéralisme en montrant à quel point ces réflexions peuvent nous nourrir. Je tenterai de reformuler surtout, mais pas uniquement, la partie où il présente les 13 commandements du néolibéralisme [2] pour les adapter aux mythes qui entourent le néolibéralisme au Québec. J'arrive à 10 constats sur le néolibéralisme qui nous permettent de mieux comprendre sa nature et de le situer face aux autres approches de l'économie. Je laisse à de futurs travaux à la fois le soin de couvrir son analyse de la plus récente crise financière et de formuler une critique de son ouvrage. Il me semble que le plus urgent soit de faire connaître certaines idées-forces de Mirowski à propos du néolibéralisme qui nous permettent de mieux saisir les stratégies développées par ses promoteurs.

1. Le néolibéralisme n'est pas une théorie économique, c'est une théorie explicative générale

Du plus petit gène aux relations internationales, du rapport amoureux à la négociation d'une convention collective : tout est le fait d'agents qui tentent de maximiser la valeur de leurs gestes. C'est la grande explication du monde, sa vérité fondamentale : la recherche de l'intérêt. Partout, tout le temps, en toute circonstance. Si vous croyez que qui ou quoi que ce soit puisse être guidé

par autre chose, vous vous laissez berné par des fadaises romantiques ou des justifications morales. Tout agent, qu'il soit un organisme unicellulaire ou un chef d'entreprise fonctionne selon la maximisation de son profit. Ce profit peut être un sentiment, une sensation, un gain matériel ou immatériel, peu importe. Tous les gestes sont intéressés. Le néolibéralisme c'est d'abord l'adhésion à cette proposition générale, à cette vision précise du monde qui permet, par la suite de tout expliquer, peu importe le domaine de connaissance.

La logique est certes économique, mais il s'agit d'une affirmation transdisciplinaire, qui se veut une théorie englobante capable d'aborder n'importe quelle question. L'agent qui cherche la maximisation prend la forme ici d'un donné ontologique qu'on ne peut pas contester – ses a priori cyniques étant toujours la justification a posteriori des gestes, dans une logique circulaire sans fin – mais qu'on n'a pas besoin de vérifier non plus. Le monde néolibéral est ainsi rempli d'innombrables conceptions de ce qu'est le profit et les façons de l'atteindre, il n'y a aucune communauté de besoin et de désir qui serait prévisible, tout est toujours fluctuant, changeant. [3]

2. Pour le néolibéralisme, le marché n'est pas qu'un mode d'allocation des ressources, c'est surtout la façon optimale de traiter de l'information

On présente souvent la conception néolibérale du marché comme prétendant qu'il s'agit de la meilleure institution pour faire l'allocation des ressources. En fait, c'est passer à côté du débat. Comme le monde est composé d'agents souhaitant maximiser leur profit chacun à sa façon et avec ses priorités, il est impossible pour un seul cerveau humain de comptabiliser tous ces désirs et toutes leurs conséquences. Par conséquent, il est nécessaire d'instaurer une façon de tenir compte des volontés de tout le monde à travers leur expression simultanée. Ce processeur d'information c'est le marché et son indicateur-prix. En laissant tout le monde négocier des prix à partir de sa volonté d'obtenir un bien ou un service, on a une image réelle de ce qu'est le monde à un moment donné. Cette image s'incarne dans le prix de chaque bien.[4]

Si la recherche individuelle du profit a un statut quasi ontologique pour le néolibéralisme, le marché prend sans conteste un statut épistémologique. Il s'agit du mode de connaissance adéquat du monde. Les individus, quant à eux, doivent composer avec l'ignorance. Ignorance de ce qu'est la société dans laquelle ils et elles évoluent, mais ignorance aussi de ce qui les attend à l'avenir. On peut même affirmer : ignorance de ce qu'ils sont eux-mêmes. Mirowski montre bien que chez Hayek l'éducation n'est jamais une transformation de ce que nous sommes, mais bien une façon d'adapter nos stratégies pour combler des désirs déjà présents naturellement et inchangeables. Nous sommes ainsi dans un constant état d'ignorance, même face à nous-mêmes. Le « connais-toi toi-même », n'a plus de sens. Nous savons déjà tout ce qu'il y a à savoir (nos désirs) et nous ignorons tout de comment les réaliser avant d'avoir vu le seul indicateur valide qui nous permet de répondre à cette question : les prix offerts par le marché.[5]

S'explique ainsi l'obsession néolibérale pour la prise de risque. L'entrepreneur qui prend des risques devient la clef de voute de cette pensée. Il ne s'agit pas tant de calculer le risque, d'agir avec prudence en mesurant les différentes possibilités, il est plutôt question de se mettre dans un « état » de prise de risque. Comme il est ignorant en fait du résultat de ses gestes, l'entrepreneur embrasse le risque et se lance en affaire. Il tente de satisfaire ses désirs en élaborant un projet et prend le risque de heurter de plein fouet le mur du manque d'intérêt de ses pairs pour ce qu'il a à offrir. C'est là, pour les néolibéraux le courage essentiel, la réalisation de soi qui est à la fois la plus grande aventure et la plus grande tragédie potentielle : entreprendre. Tester la valeur de son être sur les marchés. [6]

3. Le travail n'est pas au centre de l'économie néolibérale, c'est la connaissance qui y est

La pensée économique du libéralisme s'est construite autour du travail, comme élément central légitimant à la fois la propriété et l'enrichissement. On pense bien sûr ici aux écrits de Locke ou à l'analyse de Weber sur l'importance du travail dans l'esprit du capitalisme. Le néolibéralisme se distingue sur ce point du libéralisme. Ce n'est pas l'effort humain qui permet l'enrichissement, c'est la prise de risque et l'adaptation aux exigences du marché. Le néolibéralisme se découple entièrement du résidu moral qui liait encore effort et enrichissement dans le libéralisme. Vous êtes désormais l'entreprise de vous-même qui doit investir dans son « capital humain » : formation, apparence, entregent, charisme, savoir-faire, etc. C'est l'assemblage de ces investissements qui vous permettent de vous adapter bien ou mal aux demandes du marché. Si votre désir de propulser des nains sur une grande distance pour qu'ils frappent une cible est si grand que vous parvenez à devenir un trader génial sans faire d'effort, vous êtes la personne qui répond le mieux à la demande du marché et la morale ou la stupidité de vos désirs n'a rien à voir là-dedans. Vous obtiendrez plus ou moins d'argent en fonction de votre connaissance des demandes du marché et de votre capacité de vous y adapter de façon plus ou moins précise. Bref, c'est votre capacité de prendre des risques face à votre propre ignorance et de tenir compte de la connaissance juste venant du marché qui légitime votre enrichissement. Rien d'autre. Ni les efforts et surtout pas les besoins. [7]

4. Le néolibéralisme ne considère pas les marchés comme naturels, il considère qu'ils doivent être construits volontairement

Le libéralisme classique faisait, on le sait, la promotion du laisser-faire, du laisser-aller. Selon cette pensée, les marchés sont l'état naturel de l'économie auquel il faut revenir, en limitant le plus possible l'intervention de l'État. Nous avons vu que pour le néolibéralisme le marché est un super processeur d'information. Son origine, quant à elle, n'est pas au centre de la réflexion néolibérale qui se concentre davantage sur son effet. Chose certaine, pour les néolibéraux, ce processeur peut et doit

être mis en place artificiellement. Il n'y a aucune recherche d'un retour à un marché naturel chez les néolibéraux. Aucune volonté d'éliminer les artifices de la société pour revenir à quelque chose de plus primaire. Au contraire, il faut sans cesse surveiller l'espace social et y intervenir pour créer des marchés pour que les agents puissent transmettre et recevoir toute l'information dont ils ont besoin pour maximiser leur profit. Le marché est un artifice humain, un mode de gouvernement. D'ailleurs, tous les problèmes qui semblent être causés par des marchés pourront être réglés par la création de nouveaux marchés. Par exemple, on peut organiser des quasi-marchés dans des espaces encore publics pour que certains agents prennent conscience des prix de certaines ressources, ce qui permettra aux gestionnaires de s'adapter à la réalité des marchés extérieurs aux services publics. Ainsi, le problème de spéculation sur certaines ressources qui fait augmenter le prix de services publics doit être renversé : c'est le service public qui n'est pas capable de s'adapter à la réalité fluctuante du monde dont le marché est le meilleur indicateur. [8]

5. Pour le néolibéralisme, les inégalités ne sont pas des externalités regrettables, ce sont plutôt des éléments essentiels et nécessaires au marché

Pour que des individus aient le désir d'agir pour posséder davantage, il faut un aiguillon qui les pousse à vouloir plus. La comparaison avec un voisin mieux nanti est un élément essentiel pour susciter cette volonté d'action. Si l'on souhaite une économie dynamique et créative, il est crucial que la situation ne soit pas égale entre tous et toutes, car rappelons que dans l'univers néolibéral on agit toujours d'abord pour soi-même. On y a aussi détaché l'effort de l'enrichissement, les inégalités n'ont plus besoin de se justifier par un travail plus grand fourni par les plus riches, même s'ils ne faisaient qu'un effort minime, ça n'a pas d'importance, c'est celui qui est approprié selon le marché qui explique et légitime tout à la fois leurs revenus. La concentration de richesse dans les mains d'un petit pourcentage de la population est simplement la démonstration de leur grande capacité à bien gérer les ressources auxquelles ils ont accès, d'où le fait qu'on leur en attribue d'autres. En fait, l'égalité et la justice sociale sont les demandes des perdant-es, de ceux et celles qui veulent exploiter le succès des autres parce qu'ils ont fait des erreurs et ne savent pas vivre avec les conséquences des risques qu'ils et elles ont pris. Le marché qui révèle la réalité des besoins sociaux n'a cure des « besoins fondamentaux » ou des « droits » que certaines personnes pensent avoir. Vous aurez tous les droits que vous voulez quand vous serez pleinement adapté aux demandes du marché, d'ici là comprenez vos erreurs et adoptez de nouvelles stratégies. [9]

6. Les néolibéraux ne considèrent pas les monopoles privés comme des problèmes, ils sont plutôt la preuve d'un succès

De la même façon que les inégalités ne sont pas un problème pour le néolibéralisme, les monopoles privés, s'ils ne sont pas indument protégés par des lois, sont la démonstration d'une grande efficacité atteinte par ces firmes. Au sein du marché, les flux d'investissements peuvent toujours changer. Ce qui attirait les consommateurs et consommatrices hier peut n'intéresser personne demain. Si vous devenez la seule entreprise de votre secteur alors que de potentiel-les concurrent-es pourraient se former et entrer en compétition avec vous, cela fait la démonstration que votre usage des ressources est adéquat, que vous répondez à ce qu'exige le marché. Briser par la loi un monopole qui fonctionne bien, c'est aller précisément à l'inverse de ce que demandent, de façon répétée, chaque jour, des milliers de client-es qui font le choix de faire affaire avec cette entreprise. Briser des monopoles, c'est aller, au fond, contre la volonté populaire. Le seul danger des grandes corporations c'est que ses gestionnaires se déconnectent des priorités des actionnaires – les vrais propriétaires des entreprises –, mais les reconnecter n'est pas très difficile : il suffit de les brancher plus directement sur le marché grâce à des bonis aux rendements ou une rémunération en stock-option. [10]

7. L'État n'est pas l'ennemi à abattre pour le néolibéralisme, c'est un outil dont il faut prendre le contrôle

On confond souvent le néolibéralisme avec les libertariens, ces pseudo-anarchistes favorables au capitalisme. Or, leur rapport à l'État est sensiblement différent. Il n'est pas question pour les néolibéraux d'éliminer ni l'État, ni les institutions internationales ; on se propose plutôt d'en prendre le contrôle. Il n'y a pas d'outils plus performants que l'État, en fait, pour mettre en place de nouveaux marchés. Il ne s'agit donc pas de s'abstenir d'intervention étatique, mais bien de construire une intervention étatique qui permet d'aller à contre-courant de celle, keynésienne, qui vise à baliser les marchés. L'État n'existe donc pas pour protéger la population des dérives du marché, ce concept n'ayant aucun sens pour les néolibéraux, comme les marchés sont les seuls en mesure de traiter adéquatement l'information, ceux qui ne savent pas s'y adapter sont simplement victimes de leur propre ignorance. Le néolibéralisme n'est pas anti-institutionnel, il est favorable à un certain type d'institution, celui qui reproduit les mécanismes de marché. Ces institutions peuvent exiger autant de bureaucrates et avoir leur lot de pouvoir arbitraire, l'élément important c'est qu'ils soient réglés sur les pas du marché. Les institutions internationales – bien que décriée par les néolibéraux alors qu'ils n'étaient pas hégémoniques – sont alors vues comme des lieux importants de diffusion de la volonté de création de marchés. La mise en place de plans d'ajustement structurel a justement pour but d'installer la pensée néolibérale en orthodoxie du développement économique dans une série de pays qui n'avaient pas généré, à l'époque, leurs propres élites néolibérales. Les institutions internationales deviennent le lieu de création des États créateurs de marchés. [11]

8. Le néolibéralisme n'est pas uniquement promoteur de la démocratie libérale, il est aussi en tension avec ce régime politique

On prétend souvent que le néolibéralisme serait en phase avec la « démocratie libérale » — que je préfère, pour ma part, désigner par les mots « gouvernement représentatif » –, or ce n'est vrai qu'à moitié. Le gouvernement représentatif est utile parce qu'il permet de faire élire des gens qui auront ensuite les pleins pouvoirs de mettre en place les réformes néolibérales. De plus,

son fonctionnement électoral peut aisément être rapproché et analysé comme un marché des propositions politiques qui gèrent les désirs de tout le monde et les canalise vers un prix : le résultat électoral (ou le sondage – qui permet justement l'adaptation du pouvoir en place à la demande).

Cependant, persistent dans le gouvernement représentatif des espaces politiques qui ont des éléments démocratiques : la liberté d'expression, de manifestation et d'association où l'on peut discuter, débattre et convaincre les autres de souscrire à des projets politiques auxquels on croit ; où l'on ne confond pas tout derrière l'option unique d'une candidature pour laquelle on doit faire un choix individuel. Dans ces lieux, la politique devient plus difficile à confondre avec l'économie et est même contraire à la logique épistémologique du néolibéralisme. Si on se réunit pour décider ensemble de ce qu'on veut faire collectivement, c'est qu'on prétend que nos cerveaux peuvent, volontairement, consciemment et en commun décider de ce qui est le mieux pour nous. Pour les néolibéraux, cette information nous est entièrement inaccessible, elle ne peut se révéler à travers le débat, le dialogue ou la discussion, elle n'advient que par le marché. Pour bien illustrer cette situation, Mirowski reprend une citation très éclairante de Hayek : « Le libéralisme et la démocratie, même s'ils sont compatibles, ne sont pas une seule et même chose... il est possible, au moins en principe, qu'un gouvernement démocratique devienne totalitaire et qu'un gouvernement autoritaire mette en place des politiques favorables au libéralisme... Un État qui exige des pouvoirs illimités à la majorité devient de ce fait antilibéral. »[12] On voit qu'il est très possible dans ce contexte de penser la Chine actuelle comme porteuse d'avancées néolibérales, sans trop se poser de questions – dans l'analyse économique du moins – sur son caractère autoritaire.

Ainsi, pour les néolibéraux, donner le pouvoir au peuple, c'est lui donner individuellement la capacité de faire des choix de consommation. C'est le diriger, par les contraintes et la discipline étatique, vers les marchés pour qu'il puisse s'exprimer à travers eux, seul espace valable d'expression. Put your money where your mouth is, est la seule démocratie reconnue par le néolibéralisme. On exprime ainsi ses désirs par la quantité de ressources qu'on est prêt à investir dans un produit, un projet, une idée. Le reste – le dialogue, le débat – n'est que tentative d'influence sur les autres : effet rhétorique, jeu de pouvoir ou populisme. Ainsi le gouvernement représentatif a son utilité, mais il doit être balisé par le plus de marchés – souvent créés par lui – possible, sinon il sombre dans le totalitarisme. C'est l'État providence, mais à l'envers. Plutôt que de baliser le marché pour prévenir ses excès, il faut protéger la société de marché contre les dérives étatiques. [13]

9. Le néolibéralisme n'est pas seulement imposé à des personnes, il crée des subjectivités

Souvent, on a l'impression, non sans raison, que le néolibéralisme est une série de politiques imposées d'en haut à des personnes qui ne souhaitent pas en subir les conséquences. Ce n'est pas faux, mais c'est manquer le cœur de la proposition néolibérale. Le néolibéralisme a surtout pour effet de constituer des subjectivités compatibles avec son ontologie : il produit des « entrepreneurs de soi ». Par ses mesures politiques, mais aussi par son influence culturelle, il construit des individualités obsédées par l'accumulation de capital humain, symbolique et culturel dans le but de gravir les échelons du statut social. Il n'y a plus aucun besoin de se comprendre (ni soi-même ni les autres), il est simplement temps d'exprimer les désirs que nous avons naturellement en nous. Ensuite, la personne la plus adaptée aux demandes des autres exprimées dans le marché l'emporte. C'est ainsi tant pour la recherche d'un emploi que pour celle d'un partenaire amoureux sur OkCupid. Prendre le risque d'exposer le capital humain et symbolique qu'on a obtenu, voir si l'on a retenu l'attention de ceux ou celles à qui l'on désire plaire, échouer, recommencer jusqu'à ce qu'on soit parfaitement adapté à la demande. Les réseaux sociaux comme Facebook permettent de cultiver ce rapport au monde, où le marché des « like » nous indique en temps réel la justesse d'une blague, le seyant d'une robe ou la valeur d'une vidéo de chat. À nous de nous adapter lors de notre prochain statut. [14]

Le néolibéralisme est donc aussi un code moral qui a pour but d'établir des règles de vie que devront suivre les individus. Comme pour n'importe quelle adhésion à un corpus d'idée qui a des conséquences dans la vie individuelle, il faut un acte de foi. Il faut croire que la seule recherche de notre profit individuel nous rendra heureux collectivement. Il faut aussi être à même d'interpréter les événements qui surviennent et qui peuvent parfois contredire la doxa néolibérale. Pour cela, une série d'ouvrages servent de petit catéchisme néolibéral (comme ceux d'Ayn Rand) auquel s'accrocher en période de doute, tandis que les think tanks font le travail de fournir des réponses aux problèmes spécifiques qui peuvent surgir ici et là.

10. Les think tanks néolibéraux ne sont pas que des outils de propagande

Maintenant que nous avons fait le tour des préceptes du néolibéralisme, il est nécessaire de parler de ceux et celles qui en font la promotion. Il faut comprendre que leur situation n'est pas simple. Postulant que la compréhension de nos sociétés ne se révèle qu'à travers nos diverses volontés traitées par le marché et qu'elle est inaccessible à notre cerveau, les promoteurs de la théorie néolibérale sont, en fait, des intellectuels de l'antiintellectualisme.

Ils ont surtout pour tâche de dire : « ne vous fiez pas à ceux qui prétendent penser, ne vous fiez pas à votre propre raison, fiez-vous qu'au résultat de vos désirs exprimés sur le marché ». [15] Mirowski propose l'image d'un intellectuel collectif : le neoliberalism thought collective. Gravitant autour de la société du Mont-Pèlerin fondée à l'origine par Friedrich Hayek et encore aujourd'hui fréquentée par les plus ardents défenseurs du néolibéralisme, l'intellectuel collectif néolibéral fonctionne pour Mirowski selon le modèle de la poupée russe. Les entités sont liées entre elles, elles mènent l'une à l'autre, mais elles peuvent aussi être autonomes et tenir des discours qui leur sont propres. Il ne s'agit pas d'une organisation centralisée et organisée pour répandre une propagande uniforme. C'est précisément dans le fait qu'il a une variété de niveaux à son discours et des débats internes que l'intellectuel collectif néolibéral est efficace. Les différences entre ses discours exotériques et

ésotériques constituent une de ces différenciations par niveau que souligne Mirowski. Il peut bien y avoir des think tanks (exotériques) qui diffusent une pensée très simpliste et très anti-intervention de l'État dans les médias tandis que des professeurs de départements d'économie (ésotériques) développent des moyens pour l'État de créer un marché du carbone efficient. L'intellectuel collectif ne se trouve pas affaibli par ces contradictions, il en sort même renforcé selon Mirowski. [16]

Un autre rôle essentiel de certaines poupées russes est de créer, activement, de l'ignorance là où nous croyons avoir des certitudes. Cette création de l'ignorance, Mirowski l'appelle l'agnotologie. Cet art de l'ignorance opère en donnant l'impression que des débats existent là où ils sont en fait marginaux ; en soulevant des doutes sur les compétences ou les intentions d'organisations ou de scientifiques respectés et bien sûr en forçant la tenue de « débats » médiatiques pour que les canaux de nouvelles puissent donner une impression d'équilibre en invitant un « pour » et un « contre ». Ainsi, on peut semer le doute sur les changements climatiques, mais aussi sur le potentiel cancérigène de la cigarette ou sur la validité de la théorie de l'évolution. Loin de certitude, on recrée l'état d'ignorance qui est nécessaire au bon fonctionnement du marché. Tout le monde est alors laissé à ses impressions, mais surtout à ses désirs et n'est plus inquiété par des questions « d'un autre ordre ». De toute façon, le véritable verdict est rendu par le marché qui lui reflète notre envie réelle de consommer des hummers ou des cigarettes. Créer l'ignorance est nécessaire pour prédisposer à la révélation de la vérité par le marché, grand ordonnateur de l'ignorance commune. [17]

Conclusion

Que nous apporte la lecture de l'ouvrage de Philip Mirowski pour comprendre nos adversaires néolibéraux ? D'abord, une clarté sur leurs croyances. En mettant l'agent qui cherche à maximiser son profit comme ontologie et le marché comme seule épistémologie possible du monde, les néolibéraux montrent autant leur force qu'ils tracent la limite de leur pensée. Le résumé implacable de ce qui les rend fort est simple : on ne peut pas prédire l'imprévisible. Si l'on demande à tout le monde ce qu'il souhaite faire immédiatement, nous aurons une série de réponses imprévisibles qu'on n'aurait pas pu prévoir d'avance. Tenter de prévoir l'économie devient un leurre, une impossibilité physique entreprise par des planificateurs téméraires, voire totalitaires. On ne peut que constater après coup quels sont les désirs et s'y adapter ; c'est ce que le marché permet de faire.

La limite est évidente, c'est celle, toute simple que pour la plupart des gens il existe un certain nombre de besoins de base, qu'on peut effectivement prévoir. Nous savons tous et toutes que le caractère illimité est bien relatif pour les désirs et à peu près inexistant pour les besoins. On ne désire pas tout et n'importe quoi à partir d'une impulsion venue du ciel, les désirs naissent en bonne partie des rapports sociaux. Dans une société qui souffle sur les braises de la consommation à grand renfort de publicité, le postulat de l'infinité des désirs peut paraître valide, mais il est possible d'imaginer une société sans cette publicité. Pour ce qui est des besoins nous avons déjà une bonne idée de quels sont ceux des êtres humains et nous pouvons en débattre politiquement : en prioriser certains sur d'autres. En fait, tout le monde planifie quotidiennement l'économie, autant dans de vastes organisations que dans le quotidien des familles.

Or, cette vision du marché comme seul processeur possible de l'information complexe que produit l'économie est devenue très prégnante à gauche. On la rencontre autant chez les intellectuel·les (Mirowski nous signale qu'on la retrouve notamment chez le Foucault pourtant critique de la gouvernementalité néolibérale) que chez les militantes. Qui pense, milite ou conçoit, de nos jours, des modes possibles et fonctionnels de planification qui n'auraient pas les tares du centralisme ? Outre quelques rares exceptions, ce travail ne figure jamais dans les priorités de la gauche qui se préoccupe uniquement de questions de redistribution (impôts, programmes sociaux, lutte à la pauvreté, etc.) ou de combattre la discrimination. Devant le néolibéralisme décrit par Mirowski, ces armes perdent de leur efficacité. La défense des mécanismes de redistribution est constamment remise en question, si l'on croit que le marché est la seule organisation efficace de l'économie. L'intervention étatique devient un pis-aller nécessaire pour défendre le minimum vital, mais qu'on sait au fond porteur d'une lourdeur bureaucratique à propos de laquelle nous n'avons pas de défense sérieuse ou d'options alternatives à offrir.

Quant au combat contre les discriminations (fondées sur la race, le sexe, l'orientation sexuelle, etc.) s'il peut parfois ébranler les néolibéraux sur des enjeux spécifiques, il ne leur pose aucun problème de principe, car ils adhèrent à l'égalité des chances devant le marché. Quand ces discriminations sont présentées en dehors d'une logique systémique (patriarcat, colonialisme, capitalisme) et que la gauche se consacre à moraliser les masses à partir des principes de base du libéralisme (liberté abstraite, égalité devant la loi, etc.) auxquels le néolibéralisme adhère par ailleurs, tout le monde est content. La gauche devient ainsi, pour les néolibéraux, l'éboueur des scories conservatrices encore présentes dans notre société. Dans leur esprit, plus l'humanité sera expurgée des ces préférences traditionnelles (des spécificités culturelles jusqu'aux discriminations, toutes étant vues comme des préférences arbitraires, des préjugés) plus les agents seront effectivement libres d'agir en phase avec leurs désirs réels (donc individuels) sur les marchés. Bref, grâce à cette lecture on comprend un peu mieux à qui on a à faire et en quoi certaines de nos attitudes sont mal adaptées à leurs attaques.

Enfin, l'ouvrage de Mirowski nous permet aussi d'établir des différences cruciales entre libéraux classiques, néolibéraux et libertariens. Cela dévoile des tensions qui ne sont pas toujours perceptibles autrement. Prenons le cas des finances publiques au Québec. Il est bien possible que nous soyons devant un cas où entre le premier ministre, le ministre des Finances et le président du Conseil du trésor on trouve ces trois typologies (à divers degrés et selon divers mélanges) et que des tensions, passées et à venir s'expliquent par leurs adhésions divergentes aux écoles de l'économie dominante. Bien sûr, parfois les divergences ont peu de conséquences, le néolibéralisme étant à ce point hégémonique qu'il force les libéraux classiques à

davantage de création de marchés et qu'il impose aux libertariens de faire davantage usage de l'État. Quoi qu'il en soit, nous sommes mieux en mesure de comprendre nos adversaires politiques et économiques, ce qui ne nous arrive pas souvent. Pour reprendre l'affirmation qui m'avait tant troublé lors de la conférence évoquée en ouverture : les néolibéraux sont peut-être des « méchants », mais il en existe d'autres qui agissent selon d'autres principes.

Peut-être est-ce d'ailleurs ce que nous apprend Mirowski : prendre le temps et l'énergie nécessaire pour bien connaître les pensées adverses. On craint parfois d'être happés par une pensée adverse ou alors presque de se salir à son contact. Il est peut-être temps de constater que c'est en fréquentant peu leurs textes qu'on adopte, le plus souvent sans le savoir, les principes de nos adversaires.

Simon Tremblay-Pepin

<http://raisons-sociales.com/articles/comprendre-neoliberalisme/>

[1] Mirowski, Philip et Dieter Plehwe (dir.) *The road from Mont Pèlerin : the making of the neoliberal thought collective*, Cambridge, Harvard University Press, 2009, 469 p. et Mirowski, Philip, *Never Let a Serious Crisis Go to Waste : how Neoliberalism Survived the Financial Meltdown*, New York, Verso, 2014, 483 p.

[2] Mirowski, *Never Let a Serious Crisis Go to Waste*, op. cit., p. 50-67.

[3] Ibid., p.55-56 et 59.

[4] Ibid., p.54.

[5] Ibid., p.78.

[6] Ibid., p.119.

[7] Ibid., p.58-60.

[8] Ibid., p.53, 65.

[9] Ibid., p.63.

[10] Ibid., p.64

[11] Ibid., p.56, 62.

[12] Ibid., p.57. Ma traduction. Dans le cas d'Hayek on peut remplacer le mot libéralisme par néolibéralisme, si on souhaite être en cohérence avec le propos du présent texte.

[13] Ibid., p.56, 62.

[14] Ibid., p.55, 92.

[15] Ibid., p.224-225.

[16] Ibid., p.43-49.

[17] Ibid. p. 227-229.

[Haut de page ↗](#)

Le 28 décembre 2014

CAUSERIE

N'ayant nullement l'intention de dépenser une roupie de plus dans ce portail pour des lecteurs qui méprisent le travail fourni par son animateur, l'abonnement au serveur qui héberge le site arrivant à échéance la première semaine de janvier, ce portail ne sera plus accessible à partir de cette date.

Un abruti ou un salaud ou les deux à la fois (un trotskiste depuis 44 ans, indigne de l'être assurément) ne supportant pas qu'on ne partage pas ses idées ou qu'on les critique, a été jusqu'à m'écrire dans un courriel que je m'étais abandonné à l'oisiveté qui était "*mère de tous les vices*", répétant une formule apprise par coeur que je connais aussi bien que lui, révèle un esprit étriqué, sclérosé ou qui n'a jamais évolué, sans personnalité, vide et inutile finalement. Je vais vous dire franchement ce que j'en pense, c'est vraiment dégueulasse, d'où ma réaction ici.

Les faits ou la réalité sont cruels et je conçois parfaitement qu'on préfère la fuir plutôt que l'affronter ou de les prendre en compte, s'en écarter conduit infailliblement à commettre ce genre d'absurdités, de contrevérités et bien des confusions ou pire encore, qu'ensuite on ne pourra justifier autrement qu'en en produisant d'autres et ainsi de suite, car on est absolument convaincu d'avoir raison en toutes choses, en proclamant le contraire évidemment. Adopter le statut de militant ce serait comme avoir découvert la pierre philosophale qui vous rend parfait du jour au lendemain, je ne plaisante pas hélas ! je suis aussi passé par là, jusqu'au jour où inconsciemment on n'est plus que l'ombre de soi-même ou de ce qu'on croyait être, tellement on s'est employé à donner corps à nos élucubrations qui se sont dorénavant substituées à la réalité.

On peut longtemps se leurrer sur ce qu'on est, à la longue cela relèvera de la psychopathologie. On va s'employer à entretenir cet état névrotique qui pourra évoluer en schizophrénie, puisque c'est devenu notre nouvelle nature et on s'y accroche pour survivre, ce qui est toutefois un réflexe naturel ou partagé par l'ensemble des hommes dans une société qui finalement n'a pas dépassé le niveau préhistorique de la condition animale faite de concurrence ou de luttes pour leur survie, d'agressivité, de conflits, de violences et de guerres.

En guise d'oisiveté, pendant 10 ans j'ai consacré autant de temps à cette activité politique qu'un militant qui aurait milité pendant 50 ans, et oui à raison de 12 heures par jour et souvent davantage 365j/an, faites le calcul, cela représente 2h20 de militantisme 365j/an pendant 50 ans. Vous connaissez beaucoup de militants qui ont milité pendant 50 ans à raison de 2h20 par jour 365 jours par an, en admettant qu'un militant ne milite pas deux jours par semaine qu'il consacre à sa famille ou à ses propres affaires, cela donne 3h30 par jour, 3h50 ou 4h en retirant les 5 semaines de congés, combien de militants en dehors de leur lieu de travail ou leur temps de travail consacrent 3h50 à 4 heures par jour au militantisme ? Aucun en dehors des permanents, qui eux sont payés pour faire ce boulot, combien tout le monde l'ignore et tout le monde s'en fout apparemment, c'est une autre histoire.

Ce n'est pas par hasard qu'on a parlé d'absurdité, parce que si cette activité politique qui consistait à actualiser ce site quotidiennement et qui était très ingrate, excessivement contraignante, harassante, usante physiquement, lassante à la longue, coûteuse aussi, devait être qualifiée d'oisiveté, que dire alors si au lieu de m'y être livré je m'étais borné à me prélasser sous les cocotiers sur mon coin de plage (jusqu'en décembre 2011), à profiter du temps qui passe et en me foutant de ce qui se passe dans le monde, à voyager ou à m'occuper exclusivement de mes petites affaires, en fait c'est ce militant et le comportement de mes lecteurs qui me pousse à adopter ce mode de vie, comme quoi si confusion ou incompréhension il y a, ce n'est certainement pas de mon côté qu'il faut les chercher. Eh oui, il faut un peu de cohérence dans la vie !

Vous avouerez qu'on atteint là le stade du ridicule et on se demandera comment on a pu en arriver là sans s'en apercevoir, sinon qu'on est soi-même aveuglé par ce qu'on croit être ou par notre interprétation de la réalité qui présente bien des lacunes ou des déformations.

De mon côté, je vais continuer quotidiennement de m'informer et à réfléchir à la situation, à télécharger et à lire de nombreux articles comme si rien n'était changé, à ceci près que je serai débarrassé de ce portail. Je me bornerai peut-être à envoyer sous un pseudonyme des articles à certains portails qui les publieront ou non. Il se peut aussi que je reprenne l'enseignement à l'Alliance française ou au lycée français, si j'obtiens un poste avec des horaires qui me conviennent. Sur le plan politique, je ne peux avoir aucune activité ici sous peine d'être expulsé, il y a des crétins qui ne l'ont jamais compris. Leur vision politique du monde est logiquement étriquée et sans rapport avec la réalité une fois de plus.

Arrivé à 60 ans, je suis littéralement épuisé physiquement, mal en point pour être resté assis trop longtemps, avoir peu dormi pendant 10 ans, avec des douleurs au niveau du coude du bras gauche et du genou de la jambe droite, sans parler des poumons à trop fumer, des yeux, ma vue à baisser de 40% en 10 ans, voilà à quoi conduit l'oisiveté que voulez-vous !

Je vous remercie de m'avoir poussé à prendre un repos bien mérité.

Pour ceux qui sont friands de formules (et de citations gravées dans le marbre d'un cimetière où ils ont déjà réservé leur place ou leur cerveau étant déjà fossilisé), je leur souhaiterais bien tout le meilleur en leur révélant que derrière cette formule, j'entends le meilleur et le pire, sachant que c'est de préférence du pire qu'on tire des enseignements dans la vie et non du meilleur qu'on estime nous échoir naturellement comme un don de la nature ou de dieu, dont on n'apprend rien ou ne nous aide en rien à progresser, au contraire puisqu'il sert à nous endormir ou à nous aveugler au point de ne pas voir le pire en préparation ou qui pointe à l'horizon.

Il n'y a rien de machiavélique là-dedans, ce qui serait plutôt pitoyable ou misérable ce serait de ne se souhaiter que le meilleur et d'ignorer le pire qui lorsqu'il vous tomberait dessus vous foudroierait sur le coup, ce que je ne souhaite à aucun lecteur évidemment, le pire à un niveau inférieur à celui qui nous est fatal ou ruine notre vie est salubre dès lors qu'on en tire des enseignements pour la suite. C'était aussi une des fonctions humanistes du site, mais les lecteurs l'ont ignorée.

Que se souhaiter d'autre, que faire de mieux dans cette société infâme que d'être lucide et s'appuyer sur le meilleur qu'il y a en chacun de nous pour éviter le pire, et s'appuyer sur le pire qu'on ne peut éviter pour atteindre le meilleur ? Cela a forcément un rapport avec la réalité, non ?

Ceci sera ma dernière intervention sur ce portail.

[Haut de page ↗](#)

Le 29 décembre 2014

CAUSERIE

Plusieurs lecteurs m'ont fait parvenir des courriels, sans fournir leurs noms vous en trouverez plus loin la teneur.

Hier j'ai actualisé les différentes rubriques du site avec les articles que j'avais retenus.

Ma situation est vraiment problématique. Il est hors de question que je continue comme avant, car j'y laisse ma santé et je n'ai pour ainsi dire même plus le temps de réfléchir ou de faire quoi que ce soit d'autres. Vous ne pouvez pas imaginer le nombre de problèmes que cela m'a causés au cours des années précédentes ni leur gravité et je n'exagère rien. On fera ce qu'on pourra.

Par exemple et c'est tout récent, pour ne pas avoir été présent sur place pendant la construction de ma petite maison (62M² habitable), j'ai perdu plus de 100.000 roupies et les travaux au lieu de durer 3 mois en ont durés plus de 6, un cauchemar. En principe je dois déménager dans 10 ou 15 jours au plus tard. Laissez-moi le temps de déménager et de m'installer sinon je ne pourrais pas m'en sortir. Je vais encore avoir des travaux à effectuer moi-même par mesure d'économie. Ici en Inde rien n'est facile ou fait pour vous faciliter la vie, bien au contraire. L'achat de ce petit terrain et la construction de cette maison n'a pas été un luxe ou une lubie, car j'ai calculé qu'avec l'augmentation annuelle du loyer de la maison que je louais, que d'ici 10 ans si j'avais gardé cet argent en banque les intérêts que j'aurais perçus auraient été aux trois quart engloutis dans le loyer, il me serait resté environ 5.000 roupies par mois, environ 60 euros, et le loyer aurait continué d'augmenter évidemment. Et puis arrivé à 70 ou 75 ans je ne voyais pas une nouvelle fois refaire mes valises, il arrive un moment où on est fatigué.

Laissez-moi le temps de me réorganiser. Il va falloir que j'accompagne en scooter Selvi à son travail le matin à 8h et que j'aille la rechercher sur les coups de 13h. Pendant ce temps-là j'aurai dû préparer notre déjeuner. J'ai dû lui acheter un portable à 15 euros pour qu'elle puisse m'appeler quand elle a fini son travail. Elle va laisser tomber les 2 heures de ménages qu'elle effectuait l'après-midi chez un Français, car je n'aurai pas le temps de la raccompagner une seconde fois à son travail, la perte de revenu sera de 3.000 roupies par mois (40 euros environ). J'avais envisagé de lui acheter une mobylette d'occasion pour se rendre à son travail qui est à 15 minutes de chez nous, mais j'ai terriblement peur qu'elle ait un accident parce que l'état de la chaussée est épouvantable et la circulation hyper dangereuse, de plus la pauvre femme est plutôt tête en l'air. Cette question est en discussion.

Dans mon budget, j'ai inclus l'achat d'un petit scooter (Honda 109 cc) car la route partant de chez moi est un casse-gueule, je me suis déjà ramassé une fois en moto avec Selvi avec un pied en mauvais état pendant trois mois, je ne tiens pas à recommencer ; et puis la moto est devenue trop lourde pour moi, j'ai du mal à enjamber la selle pour monter dessus, quand je dis que je vieillis ce n'est pas des blagues. Je vais faire cadeau de ma moto au fils de Selvi qui a 23 ans, il va finir sa formation d'ici 5 mois et se mettre à bosser s'il trouve un boulot, il est jeune et c'est un bon garçon, il faut aider et encourager les jeunes. On doit aussi économiser pour lui payer son futur mariage et y penser dès maintenant. En attendant Selvi va continuer de travailler pour couvrir ses besoins, elle arrêtera quand je toucherai ma petite retraite en 2017, environ 250 ou 300 euros par mois. Autre chose que je dois prévoir absolument, c'est de mettre le terrain au nom de Selvi si mon épouse tentait quelque chose pour s'en emparer, la dépense serait de 120.000 roupies, une grosse somme pour nous dorénavant. Il faut penser absolument à tout, j'ignore ce qu'elle peut tenter légalement contre moi, ce que je sais en revanche c'est qu'elle est prête à tout pour me dépouiller.

Quand parfois j'ai écrit que je devais m'occuper de mes affaires, il s'agissait de ce genre de petites choses de la vie quotidienne qui pour nous sont très importantes, on a un mode de vie très modeste et on ne peut pas se permettre la moindre erreur. On va arranger le petit jardin pour qu'il soit rentable ou nous faire faire des économies en nourriture. Depuis ma séparation avec mon épouse ma condition matérielle ou financière n'a plus rien à voir avec ce qu'elle a été pendant les 16 dernières années écoulées.

Le frère de Selvi (Kumar) travaille dans une exploitation agricole (biologique) tenue par des Français notamment, il va nous fournir les semences et nous donner un coup de main, c'est aussi un bon garçon que les Européens surexploitent. Il en est l'intendant pour un salaire misérable de 80 euros par mois en y travaillant 7j/7 et en dormant sur place car en plus il assure la sécurité des 20 hectares de plantations. Il s'agit d'une communauté qui il y a quelques années avait touché 25 millions d'euros de subventions de l'Union européenne, entre babas cools soixante-huitards, hippies attardés ou tiers-mondistes, ongistes profiteurs. C'est Kumar qui a supervisé la construction de ma maison, trouvé les ouvriers et acheté le matériel en me consultant, je vais lui donner 30.000 roupies, plus les 20.000 et les 5.000 que je lui ai déjà donnés, au total je lui aurai versé 50.000 roupies, notez bien qu'il ne m'a rien demandé et m'a fourni toutes les factures et rendu la monnaie à la roupie près, l'essence et la moto étaient fournis par ses généreux patrons, il espérait sans doute que je lui verserais quelque chose, ce qui est la moindre des choses, il vit dans un taudis avec son épouse, ses trois enfants, sa vieille mère et le fils de Selvi. J'aurais voulu faire plus, mais je ne peux franchement pas. Je suis contre le partage des richesses parce que je le pratique déjà. Voilà pour mes comptes, quel casse-tête !

Pour ce qui est du portail.

Dans un premier temps on va continuer d'actualiser la banque de données puisque c'est apparemment ce qui intéresse le plus les lecteurs ou militants. Si cela vous convient, on se contentera de ce travail et j'en profiterai pour classer dans chaque rubrique les 2.000 articles en souffrance depuis décembre 2013.

Par la suite on verrait comment publier des infos en brefs ou des chroniques en fonction de l'actualité en évitant de se disperser, de manière à ce qu'il me reste suffisamment de temps pour m'occuper de mes affaires et de ma compagne. Et en cas de besoin, en fonction de l'actualité ou de l'importance des événements qui pourraient se produire ou certaines échéances institutionnelles, on pourrait intervenir ponctuellement de manière plus consistante.

On peut aussi envisager de laisser tomber les infos en bref et les chroniques et développer des réflexions à partir de certains articles publiés par le Réseau Voltaire, Mondialisation.ca ou Le Grand Soir, c'est intéressant et moins contraignant car détaché de l'actualité immédiate plus exigeante, c'est plus valorisant pour moi.

Dans mon cas ce n'était pas l'oisiveté le pire des vices, mais l'activisme forcené auquel j'ai décidé de mettre fin une bonne fois pour toute.

Si je mets en ligne le contenu de quelques courriels que j'ai reçus, que les intéressés ne se méprennent pas, ils demeurent anonymes, c'est juste pour encourager les autres lecteurs à les imiter et leur montrer que je ne raconte pas de blagues.

Les lecteurs apprécient ou exigent qu'on se justifie à tout bout de champ, ce qu'on peut comprendre ou est légitime, sauf que certains en abusent, c'est ainsi, j'en ai toujours tenu compte même quand cela m'excédait parfois, vous avez dû vous en rendre compte, n'est-ce pas ?

1- *"Fidèle à votre blog depuis 5 ans, je vais faire parvenir à votre mère un modeste don.*

J'espère que je ne serai pas le seul. J'ai aussi connu ce genre de mésaventure.

Je suis entièrement d'accord avec vos analyses. Bon courage et n'abandonnez pas.

De tout coeur avec vous."

Merci, c'est gentil de votre part, cela me touche beaucoup.

Quelque part je me suis dit que ce n'était pas une grosse perte d'arrêter les causeries, parce que j'ai l'impression d'avoir dit (et répété) l'essentiel, et je ne vois pas ce que je pourrais ajouter, en dehors bien sûr de sujets qui n'ont jamais été traités. Et puis chacun peut les compléter à sa convenance, on n'a jamais forcé quelqu'un à adhérer à des idées ou des analyses.

2- *"Je viens de découvrir et je suis désolé que tu décides d'interrompre tes activités sur ton site. j'ai envoyé cette semaine un chèque à l'adresse que tu indiques à Rueil Malmaison.*

Même si tu décides d'arrêter toutes activités, je pense qu'il serait utile que tu maintiennes l'abonnement pour ton site (ou bien que tu passes à quelque chose de gratuit) et peut-être que mon envoi t'aidera à le faire. Une autre solution serait d'en faire une archive à télécharger (mais mes compétences s'arrêtent là). En, effet, au fil de temps, tu as constitué une base documentaire sans équivalent à ma connaissance et qui, je te l'ai déjà dit, peut être très utile à de nombreux militants.

Bonne continuation, quelque soit la solution que tu choisiras."

Ma soeur m'a envoyé un courriel pour me prévenir et je t'en remercie infiniment. L'abonnement au serveur qui héberge le site est incontournable compte tenu qu'il comporte plus de 10.000 fichiers, à la différence d'un modeste blog entièrement gratuit.

3- "Pour ma part, je regretterai la disparition de ce portail. Je n'en partage pas toutes les orientations, ou tout simplement les centres d'intérêt. Et certains de tes jugements, exprimés sans nuances, m'ont agacé. Mais j'en ai reçu un éclairage sur l'actualité qui m'a intéressé.

Et au-delà de l'actualité, j'y ai appris et découvert des choses. Je pense notamment aux textes rendant compte de discussions avec d'ex-militants de l'OCI : j'ai moi-même été militant au PT (...) et l'histoire de mon ex-organisation m'intéresse. Je pense aussi, c'est un exemple, à la vidéo d'une heure et demie sur la conférence de Shlomo Sand, qui a répondu à des questions que je me posais.

Et j'ai aussi régulièrement téléchargé IO, qui me donnait des infos parfois utiles : je reste militant syndical, sur mon lieu de travail, où la résistance est nécessaire.

Je regrette donc, finalement, que tu ne transformes pas clairement ce site en site payant. Avec un prix modique, et selon une forme institutionnalisée. Ce qui serait cohérent avec ton travail, qui mérite rémunération. Et ce qui pourrait se faire avec une part accessible à tous, afin que ce site puisse être connu de qui ne le connaît pas encore. Mais peut-être est-ce techniquement difficile à réaliser. Et peut-être cela ne t'intéresse-t-il pas, ce qui est respectable.

Quoi qu'il en soit, et pour le cas où tu maintiendrais ta décision de fermer ce portail, je te souhaite le meilleur pour les années à venir."

Le meilleur quand il est sincère est déjà acquis, on ne peut espérer mieux, je t'en remercie.

Je ne veux pas obliger les lecteurs à payer pour s'informer, même s'ils peuvent trouver ces articles ailleurs. Je voulais juste rendre service et contribuer à faire avancer nos idées dans la mesure de mes moyens, voilà tout.

On arrêtera là pour aujourd'hui.

J'avais entrepris de rédiger quelques causeries sur l'actualité, on verra si cela vaut encore le coup de les publier.

[Haut de page ↗](#)

Le 30 décembre 2014

CAUSERIE

30 articles ont été ajoutés.

4 articles publiés par Mondialisation.ca que je j'ai pas mis en ligne, rien que le titre permet de comprendre pourquoi, trop c'est trop parfois !

- Cuba: Obama a sans doute pris la décision la plus emblématique de sa présidence et a réparé une anomalie d'un autre temps. (Enfin en voilà un bon président des Etats-Unis ! On est vraiment injuste avec lui...)

- Cuba – Etats-Unis : « Le président Obama a fait un constat lucide ». (Quel brave homme tout de même!)

- Grande absente de la conférence de Lima : La justice climatique. (Al Gore en a une larme à l'oeil!)

- Destruction du tombeau de Saddam Hussein. (Priez pour son âme!)

[Haut de page ↗](#)

Le 31 décembre 2014

CAUSERIE

J'ai actualisé cette rubrique comme j'ai pu avec des infos des 15 derniers jours.

Un vidéo

MH17. Le lanceur de missile BUK 312 revient sur scène. Interview d'un membre de l'équipage.
<https://www.youtube.com/watch?v=Mf3OaY7DH6c>

Anatoliy Shariy a interviewé l'homme qui l'été dernier servait sur le BUK 312 accusé par le SBU (service de sécurité de l'Ukraine) d'être à l'origine du crash du Boeing de la compagnie Malaysian Airlines le 17 juillet 2014. Les photos et les vidéos de ce BUK précis (le 312) ont été largement diffusées par les autorités ukrainiennes et relayées par les médias du monde entier. Cette unité de tir était présentée comme provenant de la Fédération de Russie.

Le jeune homme raconte également comment les soldats ukrainiens désertaient ou passaient du côté de la milice populaire.

Le populisme version néolibérale de gauche (sans rire).

Le quotidien britannique *The Independent* a relevé à propos de la polémique autour du journaliste Eric Zemmour déclenchée par Mélenchon : «*Cette polémique est également typiquement française parce qu'elle est sémantique*», soutient le journaliste qui rappelle que la polémique est d'abord née autour du mot «*déportation*», qui n'a finalement jamais été prononcé. (20minutes. fr 28.12)

Effectivement, ce n'est pas Zemmour qui a prononcé le mot «*déportation*», mais le journaliste de Corriere della Sera lors de leur entretien daté du 30 octobre.

Traduction :

Éric Zemmour : Les musulmans ont leur code civil, c'est le Coran. Ils vivent entre eux, dans les périphéries. Les Français ont été obligés de s'en aller.

Corriere della Serra : Lei allora che cosa suggerisce ? Deportare cinque milioni di musulmani francesi ?

Corriere della Serra : Mais alors que suggérez-vous de faire ? Expulser 5 millions de musulmans français ?

Éric Zemmour : Je sais, c'est irréaliste mais l'Histoire est surprenante. Qui aurait dit en 1940 qu'un million de Pieds-noirs, vingt ans plus tard, seraient partis d'Algérie pour revenir en France ? Ou bien qu'après la guerre, 5 ou 6 millions d'Allemands auraient abandonné l'Europe centrale et orientale où ils vivaient depuis des siècles ?

J'ai vérifié la traduction (Google) de deportare en italien qui ne signifie pas déporter mais expulser. Par contre en latin classique (Grand Robert) deportare signifiait déporter.

Le professeur Mélenchon qui n'a pas officié comme tel depuis des lustres, en réalité il n'aura travaillé que quelques années au cours de son existence dorée, aura confondu l'italien et le latin classique, à moins qu'il se soit livré consciemment à un amalgame pour la circonstance, afin de produire un effet ou faire parler de lui ou encore se faire passer pour ce qu'il n'est pas.

Déporter - Transporter par la force hors de son pays natal (des hommes, des populations).

Expulser - Chasser (qqn) du lieu où il était établi. (Grand Robert)

Si les deux termes sont effectivement très proches, voire synonymes, leur connotation (historique) l'est moins, la charge émotionnelle liée au terme déportation étant supérieure car rappelant celle des juifs ou des tziganes notamment déportés en Allemagne par le régime nazi pendant la Seconde Guerre mondiale, ce que savait Mélenchon qui peine à se faire passer pour un opposant crédible au gouvernement, au régime tout de même pas.

Dans un interview donné à Figarovox, Stefan Montefiori, l'auteur de l'entretien avec Zemmour confirme qu'il a bien employé le mot chasser et non déporter.

Figarovox : L'entretien que vous avez fait avec Éric Zemmour provoque la polémique. Êtes-vous surpris ?

Stefan Montefiori : Cet entretien date du 30 octobre. À l'époque, en Italie, il n'a pas fait trop de polémique.

Le mot déportation, à juste titre, scandalise...

Il faut préciser qu'Éric Zemmour n'a pas employé ce mot. Au terme d'une conversation sur Le Suicide français, les échecs de l'assimilation et du modèle multiculturel, je lui ai posé la question suivante :

« *Mais vous ne pensez pas que ce soit irréaliste de penser qu'on prend des millions de personnes, on les met dans des avions... » ; il ajoute : « ou dans des bateaux », et je reprends : « Pour les chasser ? » Ce que j'ai résumé dans la formule qui fait scandale.*

Le journaliste de Corriere della Sera précisera : "*Après avoir évoqué les exemples pied-noirs et allemands, Eric Zemmour décrit un chaos tragique. La guerre civile que Zemmour décrit n'est évidemment pas ce qu'il souhaite, mais ce qu'il voit venir. Il pense que c'est possible.*" (lefigaro.fr 16.12)

Le chaos et la guerre civile sont possibles en train de devenir possibles dans tous les pays où les chefs d'Etat ou de gouvernement résistent ou s'opposent à la politique de l'impérialisme américain ou lorsqu'ils peinent à la mettre en oeuvre, les milices fascistes ou d'extrême droite qui sont déjà sur place sont alors prêts à se mobiliser à l'appel de l'OTAN, les néolibéraux et leurs officines (NED, CIA, USAID, etc.) leur donnant un coup de main pour réaliser ce coup de force ou coup d'Etat à chaud ou à froid.

On vient d'en avoir l'illustration avec l'Ukraine dirigée par un oligarque entouré de néonazis qui se proposait d'expulser les russophones du pays ou de les conduire à l'exode, bénéficiant du soutien des médias et du gouvernement français, du PS et ses satellites. Démarche jugée tout à fait respectable ou démocratique dès lors qu'elle avait l'aval de Washington et Bruxelles, puisqu'il s'agissait de mettre au pas des ennemis de l'intérieur, des traîtres à la nation, un tiers environ de la population ukrainienne, commandés depuis Moscou, l'ennemi juré des puissances occidentales qui a eu l'audace de s'opposer à leurs ambitions expansionnistes inavouées ou pour défendre ses propres intérêts géostratégiques notamment, que l'on ne partage pas mais c'est une autre question.

Mélenchon s'est finalement laissé aller à une surinterprétation de propos approximatifs et outranciers tenus par un journaliste de droite coutumier du fait et qui n'en valait pas la peine, qu'il est allé chercher dans les poubelles d'un média italien six semaines après leur parution, à croire que durant un mois et demi en France il ne s'était pratiquement rien passé sur le plan social ou politique qui méritait de retenir son attention pour développer sa politique ou plutôt son absence de politique, qu'il remplace avantageusement par ce genre d'opérations misérables de marketing ou de communication de bas étage en direction des médias qui lui offrent en retour une tribune sur un plateau, ceci devant expliquer cela. A défaut d'argument politique consistant ou cohérent, l'illusionniste se satisfait des fonds de poubelles de l'histoire qui servent occasionnellement la propagande de la classe dominante ou ses représentants, permettant ainsi au ministre assassin Cazeneuve de condamner les propos de Zemmour et de se faire passer pour un grand démocrate.

On admettra volontiers que Zemmour est infréquentable. C'est un journaliste de droite qui incarne le nationalisme le plus exacerbé qui rivalise dans l'abjection avec l'extrême droite, avec laquelle lorsque le régime capitaliste vacille les nationalistes s'allient volontiers (Ukraine) puisque c'est l'extrême droite qui dispose des troupes (milices) pour le défendre, quand ce n'est pas à l'armée que revient la direction des opérations.

Sur le Net, il existe des centaines ou des milliers de portails, blogs, plus les réseaux dit sociaux, dans toutes les langues, qui sont xénophobes, racistes, d'extrême droite, fascistes, nazis, etc. Il existe une multitude de publications diverses et autant de partis, organisations, groupes, associations du même genre. Il serait impossible de vouloir en dresser la liste complète ou d'en faire le tour, encore moins de commenter ce qu'ils publient ou de vouloir les dénoncer ou de s'y attaquer sauf à avoir du temps à perdre. Mélenchon en a à revendre, pas nous, il en a même fait profession, notez bien la différence car elle est importante et pas anodine. Le Net mis gracieusement à la disposition de la population était un cadeau empoisonné, car il sert aussi ou surtout à cela, pendant ce temps-là on ne milite pas, on ne rencontre personne avec qui discuter ou échanger des idées, on n'a aucune activité productive, on est passif, neutralisé en quelque sorte, les yeux rivés pendant des heures sur un écran, on s'abrutit soi-même littéralement, car qu'est-ce qui en ressort, rien, absolument rien en l'absence de boussole pour se guider...

Mélenchon et ses semblables du Front de gauche le mal nommé, c'est l'art de brasser du vent.

Qu'est-ce qui est le plus productif, s'en prendre à un journaliste de droite ou d'extrême droite parmi tant d'autres qui continueront de distiller leur venin, amasser des connaissances qu'on sera incapable d'ordonner ou qui demeureront inutiles, ou se munir d'une boussole pour s'orienter (ou mener son combat politique) dans la bonne direction quel que soit le sens dans lequel le vent soufflera afin d'atteindre l'objectif que l'on s'est fixé ou se rapprocher de notre idéal ? Nous avons opté pour la troisième option et nous en sommes satisfait.

Commentaires d'internautes.

1- " Il faut apprendre les langues...

"Deportare" en italien signifie (comme d'ailleurs "deport" en anglais) expulser et non pas déporter qui, en français, évoque les camps d'extermination nazis. Zemmour parle simplement de remigration. Quand on traduit, il vaut mieux connaître les nuances de la langue. "

2- "Enfumage.

Encore une entourloupe de la gauche pour "déporter" l'attention de la population sur autre chose que ses propres turpitudes. Toutes ces gesticulations ont le résultat inverse à celui qu'elles recherchent. Elles ne font que renforcer le sentiment d'incompréhension de la population et le FN."

Il faut bien que la pseudo-gauche entretienne l'illusion qu'elle est de gauche et que quelque chose la distingue de la droite à défaut de rompre avec le capitalisme et ses institutions. Il faut bien qu'elle mérite son étiquette et qu'elle tente comme elle le peut de camoufler son véritable rôle au côté du régime qu'elle joue ici parfaitement en servant d'aiguillon à l'extrême droite, qui s'empressera de dénoncer une atteinte intolérable à la liberté d'expression et pourra ainsi se poser en défenseur de la démocratie et le tour du prestigiteur Mélenchon sera accompli.

Mélenchon est un dangereux populiste parce qu'il ne tient pas compte du régime sous lequel nous vivons, de ce fait il se transforme en fossoyeur de la démocratie, sa démarche est identique aux policiers de la pensée unique qui souhaitent interdire dans ce pays toute expression libre ou indépendante, bâillonner les opposants aux régimes ou au gouvernement, au passage les médias en lui offrant une tribune démontrent qu'il n'en fait pas vraiment partie. Mélenchon rejoint ainsi le combat des néolibéraux ou il est fort utile et ils ne s'y trompent pas.

On a hâte de voir arriver Syriza au pouvoir en Grèce, qui a mon avis au pire préfigure le retour à la dictature des colonels, au mieux se soldera rapidement par une telle débacle que le Front de gauche ne s'en remettra jamais.

En complément.

- Grèce : législatives anticipées en janvier - Francetv info

En refusant d'élire à la présidence de la République le candidat du gouvernement, lundi 29 décembre, le Parlement grec ouvre la voie à des élections anticipées.

Cette nouvelle turbulence politique pourrait ouvrir les portes du pouvoir à Alexis Tsipras, leader du parti de la gauche radicale, Syriza. Ce jeune homme est partisan de la fin de l'austérité. *"Avec la volonté du peuple, dans quelques jours, les plans d'austérité appartiendront au passé. L'avenir peut commencer"*, a-t-il annoncé. Francetv info 29.12

Quel avenir !

- Syriza: Jean-Luc Mélenchon applaudit la Grèce, Marine Le Pen aussi - L'Express.fr 30.12

L'ordre chronologique est respecté, Mélenchon et le FdG en premier, Le Pen et l'extrême droite ensuite...

Un avant-goût.

- La Bourse d'Athènes chute de 4% après l'échec des élections - LeFigaro.fr

Et pourtant ce n'est pas la "volonté" qui leur fait défaut, mais pas dans le sens que l'on croit, au service de qui, vous l'aurez deviné.

- Grèce : Syriza veut se forger un profil européen - LeFigaro.fr 30.12

Son *"programme laisse la place à une certaine volonté de dialogue avec les institutions européennes, tout en restant dans la zone euro et dans l'UE, ce qui n'était pas explicite jusqu'à présent."* relève Le Figaro.

Le Figaro - En attendant, Alexis Tsipras a pris le soin de préparer ses députés s'il n'arrive pas à tenir ses engagements. *«En 2012, lorsque Syriza est passé de 4 % à 27 % et est devenu le principal parti d'opposition, il nous a dit que l'application du programme serait plus difficile (Traduire par impossible - ndr) parce que le gouvernement de coalition signe sans arrêt des engagements qui tiennent le pays envers ses créanciers, révèle Maria Kanelopoulou, députée du parti. Mais c'est à nous de prendre le temps d'annuler tous ces accords. Nous ne pouvons être tributaires d'une dette dont nous ne sommes pas à l'origine,*

ni des engagements pris par les gouvernements précédents. Nous montrerons que la Grèce a des droits, et que c'est un membre à part entière de l'UE.» (Les travailleurs grecs apprécieront qu'ils prennent leur temps avant "d'annuler tous ces accords", on sait ce que cela signifie dans leur jargon politique, qu'ils ne les annuleront jamais. - ndlr)

Malgré les efforts fournis, le profil européen d'Alexis Tsipras ne convainc pas les bailleurs de fonds. Aujourd'hui, une petite majorité de Grecs veut suivre Syriza pour lancer cette éventuelle transition européenne, mais un certain nombre d'autres craignent que les créanciers du pays leur coupent tout simplement les vivres et laissent sombrer le pays. LeFigaro.fr 30.12

En réalité les Grecs savent ce qu'ils ne veulent plus, mais ils ne savent pas ce qu'ils veulent.

Vous aurez constaté que pour Le Figaro, dès lors qu'une majorité se dégage contre la politique de la troïka, il lui faut la minimiser, la rabaisser, il l'affuble d'un déterminant à valeur dépréciative, "petite, il ne supporte pas la démocratie ou qu'une majorité partage une politique opposée à celle qu'il soutient, aussi suggère-t-il aux lecteurs que le camps de ceux qui préfèrent s'en remettre à Bruxelles et au FMI qui sont déjà "un certain nombre qu'il faut estimer relativement important et qui pourrait le cas échéant devenir plus nombreux encore demain, c'est le souhait à peine voilé que formule Le Figaro.

3- *"2040: la chute de l'Europe".*

C'est le titre d'un livre passé totalement inaperçu sorti en 2008. Son auteur, l'ex-diplomate Jacques Jessel, y expose les trois scénarios possibles à l'immigration de masse musulmane en Europe à l'horizon 2040: 1- L'islamisation de l'Europe. 2- La guerre civile et l'expulsion in fine des Musulmans. 3- Une réforme majeure de l'Islam venant de ses deux épîcentres, l'Arabie Saoudite et l'Iran, et le rendant compatible avec nos valeurs. La troisième hypothèse serait à l'évidence la plus souhaitable, mais aussi la moins probable pour Jessel. Donc, il y a 6 ans, Jessel disait la même chose que Zemmour. Ce qui se dessine a de quoi inquiéter. Seulement Zemmour, lui, est écouté."

4- *"Les alliés objectifs du FN.*

Tous ceux qui ont refusé de débattre de l'immigration, qui ont stigmatisé ceux qui posaient les bonnes questions, sont les responsables de l'emprise du FN dans le débat public. Pour avoir refusé une immigration régulée à qui il aurait dû être demandée au minimum une intégration, nous sommes confrontés aujourd'hui à une situation explosive, dont personne ne peut dire comment cela finira. Quand des cités entières sont hors de contrôle, que des communautés entières refusent de s'intégrer, qui peut dire que tout cela finira par s'arranger? Sauf à être irresponsable, on voit bien les tensions réelles qui existent entre les communautés. Et cela peut finir très mal."

Votre constat est correcte. Quant à l'immigration régulée, c'est une vue de l'esprit ou pure ignorance, car en réalité ils ont sciemment liquidé les frontières pour justement en arriver à la situation actuelle qui fait leurs affaires... L'extrême droite ou le fascisme ne les incommode pas, ils sont leur créature tout comme Al-Qaïda ou l'Emirat islamique. Ils ont encouragé ou favorisé la diffusion du wahhabisme et du takfirisme, du pire communautarisme qui soit, au point qu'il y en a aujourd'hui pour défendre le port du niqab ou voile intégral, je parle de la pseudo-gauche à laquelle l'extrême gauche dégénérée a emboîté le pas.

Personnellement, pour rien au monde je n'irais habiter dans une de ces cités.

A entendre les populistes de gauche et les gauchistes, les capitalistes créeraient le chaos sans se soucier de ses conséquences, sans même y avoir pensé, elles s'abattraient un beau matin sur la société, et pris de dépourvus ils ne sauraient pas les gérer ou s'en accommoderaient tant bien que mal, pour un peu on aurait envie de les plaindre et même de leur donner un coup de main. On ne peut même pas dire que ces gens-là vivent un siècle ou plus en arrière car la situation présentait déjà des similarités avec la situation présente sur cette question précisément. Ils vivent sur une autre planète, dans un autre monde que le nôtre qui leur demeure incompréhensible, du coup ils sont manipulables et les capitalistes ou leurs représentants ne s'en privent pas, entre nous, ils doivent bien se marrer.

Ils ont introduit dans la société un facteur effectivement explosif qui ne peut qu'alimenter l'extrême droite et que la pseudo gauche et extrême soutiennent, un vrai bonheur, une belle réussite puisque personne ne la remet vraiment en cause, les uns et les autres se faisant les complices de ce chaos programmé. Notez bien qu'ils sont cohérents puisqu'ils soutiennent l'opposition armée modérée en Syrie qui en réalité n'existe pas ou officie au côté du Front Al-Nosra ou de l'Etat islamique, et qui est à l'origine du chaos et de la guerre dans ce pays. Puisqu'ils refusent d'oeuvrer à l'unité de la classe, c'est normal qu'ils soutiennent tous les facteurs qui peuvent la diviser et l'affaiblir, la disloquer ou aboutir à l'affrontement de ses différentes couches.

5- *"Est-ce qu'on peut débattre de quoi que ce soit à l'heure actuelle dans ce pays ? Il semblerait que non. On va au plus facile en jetant des anathèmes, on diffame, on travestit et on insulte. C'est plus qu'insuffisant quand on prétend combattre un courant de pensée. Quand les mots et les idées font peur, on se demande vers quoi on se dirige."*

Vers une dictature implacable.

6- *"Qu'on laisse Zemmour s'exprimer on verra que les thèses qu'ils soutient sont également celles du FN. Cela aurait le mérite d'être très clair.*

C'est préférable en effet. Cela ne garantit rien au-delà."

Nous soutenons la liberté d'expression en sachant qu'elle profite de préférence ou exclusivement aux représentants de la classe dominante, sans pour autant exiger de ces représentants qu'ils en soient les garants, ce serait leur faire trop d'honneur ou remettre notre sort entre leurs mains, les légitimer, ce qui est inconcevable, pas pour Mélenchon, normal, puisque c'est aussi un représentant du régime.

7- *"J'avoue que j'ai des difficultés à suivre certains commentaires qui ne s'en tiennent pas aux faits, et à eux seuls : selon le témoignage même – que l'on ne peut pas mettre en doute – du journaliste Stefan Montefiori qui déclare, je cite l'extrait du présent article : "Il faut préciser qu'Éric Zemmour n'a pas employé ce mot".*

Par conséquent, toutes les accusations contre Éric Zemmour relèvent de la diffamation et de l'infamie quand elles ne frisent pas le ridicule devant tant d'acharnement et de mauvaise foi de la part d'hommes censés mener un pays pour le bien de tous.

Les tribunaux apprécieront, ainsi que les électeurs devant les urnes."

Entre nous, on se fout des tribunaux et des urnes qui peuvent servir accessoirement d'urinoirs si vous y tenez tant que cela.

8- *"Ce soir Max Gallo sur France-Info qui venait discuter de son prochain livre, parlait de "patriotisme" et de "France qui va mal". Mais le journaliste qui l'interrogeait n'a pas osé faire le rapprochement avec Zemmour. Tout juste s'il a exprimé une certaine gêne face au mot "patriotisme"... un mot à prendre avec des pincettes, visiblement."*

La police de la pensée veille, les chiens de garde montent la garde pour le compte du régime en place, ils en deviennent grotesques et hystériques.

J'ai cru percevoir une gêne semblable de la part de nombreux lecteurs du site, ce qui explique peut-être leur hésitation à me soutenir, alors qu'on a toujours justifié l'emploi d'un terme ou d'une formule particulière, lapidaire ou violente parfois j'en conviens, mais dont le contexte permettait d'en justifier ou admettre potentiellement l'usage à partir des intentions de l'auteur.

A mon avis il ne faut pas se braquer sur les mots dans la mesure où on ne leur attribue pas forcément la même signification ou on en fait une interprétation différente, c'est le sens général de la pensée qui retiendra notre attention, dans quelle direction elle est orientée. On retiendra aussi la personnalité ou les intentions de son auteur, à savoir s'il oeuvre ou non pour notre cause, s'il en a conscience et à quel degré en cas de réponse négative.

Et puis, l'essentiel demeure les faits, les faits sur lesquels repose un discours, tout le reste passe après. On parle d'immigration mais personne ne veut vraiment traiter le sujet en réalité.

Je suis un émigré depuis bientôt 20 ans et je vis avec une Indienne depuis 25 ans, 24 avec mon épouse dont je suis séparée et 10 mois avec Selvi Kaliyavan. J'ai vécu pendant 16 ans à Clichy-sur-Seine qui était à l'époque la commune de France à la plus forte concentration d'immigrés sans jamais rencontré le moindre problème avec mes cousins de l'autre côté de la Méditerranée, c'est ainsi qu'ils nous appelaient et nous avons vraiment l'impression de faire partie de la même famille ce qui était très agréable, plus agréable que l'indifférence des quartiers bourgeois. Je vis avec les Indiens et je ne fréquente pas les expatriés européens. Je suis plus près des Indiens, les pauvres de préférence, je le suis devenu un peu ou beaucoup à force, plus pauvre aussi et cela me fait marrer, c'est nerveux, disons que je les comprends aussi bien que les Français. Nous sommes assurément très différents sans que cela ne pose un problème du moment qu'on se respecte mutuellement. Je suis parfaitement intégré sans jamais avoir renié quoi que ce soit de mon éducation, de ma culture ou de mes idées, mes principes et mes valeurs.

On ne peut donc pas soupçonner un instant que je serais xénophobe ou raciste ou je ne sais quoi du même registre, entre nous, je le conseille à personne. Je ne partage pas le point de vue sur l'immigration des partis ouvriers et c'est mon droit, je me suis déjà exprimé très largement sur ce sujet. J'ai aidé des Indiens à immigrer en France à titre individuel, sans les connaître, et j'en ai dissuadé d'autres que j'ai revus depuis qui ne regrettent pas d'avoir fait leur vie en Inde, car le pays s'est développé au cours des deux dernières décennies, alors que la France n'a cessé de régresser.

Immigrer pour des raisons personnelles demeure une décision individuelle qui doit être traitée comme telle, dont chacun doit assumer la responsabilité, dans le cas contraire c'est flatter ou encourager l'irresponsabilité et ce n'est rendre service personne dans un contexte social et politique particulièrement difficile. Ce n'est pas par hasard que j'évoque le contexte social épouvantable en France, je pars des faits. Dans un contexte social totalement différent ou favorable j'aurais volontiers aidé n'importe qui à partir en France.

Quant aux malheureux qui malgré tout échouent sur une plage en France ou quelque part en Europe, une fois sur place il faut bien les prendre en charge et franchement je les plains d'avoir fait ce mauvais choix. Je dis ce choix volontairement, car s'ils étaient restés dans leur pays il aurait bien fallu qu'ils se débrouillent pour survivre comme le reste de la population. Les Indiens que j'ai dissuadés de partir, ils ne sont pas crevés au coin d'une rue à ce que je sache, ils travaillent et ont fondé une famille. A ma connaissance bien des Indiens de conditions modestes sont plus heureux ou se portent mieux que bien des Français. Les raisons pour lesquelles ils veulent immigrer ne méritent pas qu'on s'y arrête, sauf à soutenir l'individualisme effréné ou l'état d'esprit purement marchand que partage la majorité de la population en France et qui fait son malheur. J'allais oublier de préciser que j'encourageais tous les Indiens de ma connaissance à s'engager dans un parti ouvrier ou à se syndiquer et combattre pour améliorer leur condition.

La tentation irresistible de l'adaptation au capitalisme.

Reçu par courriel. Extraits.)

- MS21 - Mouvement pour un socialisme du 21e siècle

Le 6 décembre 2014 au congrès du M'PEP, les membres de la tendance « Faire vivre le M'PEP » qui avait recueilli 1/3 des voix ont décidé de démissionner, estimant que le vote organisé de bout en bout par la tendance majoritaire a été faussé. De plus ils se refusent à faire de la gauche le bouc émissaire des échecs du M'PEP depuis six ans et à s'enfermer dans l'autoritarisme et le sectarisme.

Perpétuant les ambitions initiales du M'PEP, notre tendance a décidé de se constituer en une nouvelle organisation qui cherchera à fédérer ceux qui partagent les valeurs de gauche et sont attachés à la souveraineté nationale et populaire.

Pourquoi un nouveau mouvement ?

L'idéologie ultralibérale fait de la recherche du profit le moteur de notre vie publique. Il est temps d'agir pour que le monde qui vient donne à chaque personne le droit de vivre par son travail, qu'il réponde aux besoins de justice, de solidarité, de fraternité, qu'il garantisse aux générations futures la promesse d'un réel avenir. Là doit se situer la base de notre vie politique.

Notre mouvement veut l'éradication du chômage, de l'austérité et de la précarité, ce qui implique la recherche de leurs causes. Le néolibéralisme, forme actuelle du capitalisme agit conjointement avec les gouvernements pour accroître les profits des entreprises aux dépens des salariés.

Notre mouvement veut militer avec les organisations syndicales qui travaillent en ce sens pour la constitution d'une société de plein-emploi. Seule la société que nous vous appelons à construire et que nous avons nommée le socialisme du 21e siècle peut prétendre assurer durablement le plein-emploi et les besoins vitaux de la population.

Le socialisme que nous voulons ne sera pas la réplique des socialismes du XXe 20e siècle. Il sera démocratique comme tendent de l'être les sociétés d'Amérique Latine évoluant vers le socialisme. C'est la raison pour laquelle nous avons créé le Mouvement pour un socialisme du 21e siècle, le MS21. ms-21.tumblr.com 23.12

Une rapide analyse.

Pas touche à l'Etat bourgeois ou capitaliste, à ses institutions, à sa constitution.

- "*La reconquête par l'Etat de sa monnaie et la libre décision de son budget*", il s'agit là de l'Etat bourgeois ou capitaliste en place, nulle part il ne sera question d'un Etat ouvrier ou d'une République sociale.

Pas touche à la propriété privée des moyens de production dont il n'est fait référence nulle part et on comprend pourquoi, puisqu'ils entendent la perpétuer.

- "*L'Etat s'étant donné les moyens de créer les emplois nécessaires dans le secteur non-marchand, il pourra créer les nouveaux emplois répondant à la satisfaction des besoins de la population (santé, éducation, logement, culture, etc.). Les emplois du "secteur non-marchand" et ceux de la "santé, éducation, logement, culture, etc." sont en réalité les mêmes, à aucun moment il ne sera question de l'ordre capitaliste, du secteur privé, de lui imposer quoi que ce soit, il le prendrait mal !*

Ces gens-là ont un train de retard ou font dans le déni, ce sont des charlatans ou des agents du capital.

La politique proposée par le MS21 incarne l'impuissance de ses dirigeants ou plutôt leurs intentions inavouables les

amènent logiquement à s'en remettre à l'ONU, aux bourreaux de tous les peuples, qui par exemple n'a jamais manifesté la moindre volonté d'imposer à Israël l'application de la moindre résolution qu'elle a adoptée depuis 1948 dès lors que l'ONU est un instrument au service de l'impérialisme anglo-saxon-sioniste et ne peut pas servir d'autres intérêts, faire croire le contraire est une escroquerie politique.

C'est d'autant plus pitoyable que dorénavant l'impérialisme américain ne prend même plus la précaution de passer par l'ONU pour légitimer ses interventions militaires dans le monde, les lois qu'il a adoptées dans le cadre de la défense de la sécurité nationale des Etats-Unis depuis le 11 septembre 2001 suffisent, l'OTAN ou ses vassaux occidentaux lui emboîtant le pas sans broncher. Dans le cas contraire, plus discrètement et contournant le droit international, les Américains passent par des officines (USAID, NED, etc.) ou des milices (armées) privées (Al-Qaïda, Front Al-Nosra, Emirat islamique, Blackwater, etc.), la CIA, etc. pour atteindre leurs objectifs (de déstabilisation) politiques ou militaires, comme en Ukraine, en Irak ou en Syrie par exemple, mais aussi en Russie, en Hongrie, au Venezuela, à Cuba, en Bolivie, au Brésil, etc.

- *"Notre Mouvement considère que l'idéal socialiste ne peut se réaliser que dans la paix. (...) Il fera respecter les résolutions des Nations Unies"*, ils sont très forts !

- *"pour la sortie de la France l'OTAN"...* pour le compte des intérêts de l'impérialisme français.

Le MS21 n'entend pas être un mouvement incarnant les intérêts d'une classe spécifique, mais ceux des *"Français"*, autrement dit il tourne le dos à la réalité de la société divisée en classes aux intérêts antagoniques et irréconciliables au profit du corporatisme ou de l'intérêt général qui se confond avec les intérêts de la classe dominante, il rejette donc la lutte de classe et rejoint ainsi les néolibéraux qui poursuivent le même objectif politique.

- *"Si vous faites partie de ces Français qui, dit-on, sont déçus des partis politiques dont le but est la promotion de leurs dirigeants, si vous pensez que la politique est l'organisation de la cité et non la préparation de son prochain mandat électif, alors rejoignez-nous pour ensemble jeter les bases d'une société laïque, œuvrant pour la paix et respectueuse de ses citoyens et de son environnement."*

Nous appelons les militants et les travailleurs à se détourner de ce mouvement nuisible à la cause du socialisme ou aux intérêts collectifs des exploités et des opprimés.

Ce mouvement n'envisage nullement de mettre un terme au mode de production capitaliste.

Son refus de rompre avec le capitalisme traduit son rejet de l'interprétation du développement du capitalisme conduisant à son effondrement et de la lutte des classes, qui logiquement conduit le MS21 à rejeter les conclusions pratiques qu'en avaient tirées Marx et Engels, au-delà les enseignements de la lutte des classes des siècles passés, dont la révolution russe de 1917 qui avait permis au prolétariat de s'emparer du pouvoir politique et d'exproprier les capitalistes ainsi que les grands propriétaires fonciers.

A partir de là, le MS21 ne peut que se fixer des objectifs impossibles à atteindre qui ne dépassent pas le stade des bonnes intentions sans lendemain, du socialisme en parole totalement déformé au point d'être méconnaissable, d'être étranger au socialisme dont il est un fossoyeur de plus, tout comme le PG de Mélenchon, le PCF ou encore le M'PEP.

Du fait que le MS21 refuse d'affronter le régime ou de rompre avec lui et ses institutions, en premier lieu l'ONU auquel le MS21 (comme le PG également) voudrait faire jouer un rôle de premier plan contre le capitalisme, alors qu'il en est une émanation.

Le MS21 est un mouvement à caractère corporatiste, contre-révolutionnaire, antisocialiste, qui revendique son adaptation au capitalisme.

Ils regrettent que *"20 % de la population qui pourrait participer par leur travail à la création de richesses sont contraints au chômage"* tout en ayant pour modèle Venezuela et la Bolivie notamment, où 40% de la population demeure plongée dans la pauvreté. Ils ne se demanderont pas non plus à qui profite en priorité le travail de ceux qui créent les richesses, ignorant au passage que parmi ceux qui travaillent des millions de travailleurs (et retraités) peinent tout simplement à survivre ou sont déjà réduits à l'état d'indigence, à la mendicité au près d'organismes en tous genres, apparemment ils devraient continuer à supporter cette condition qui serait un privilège dès lors qu'on a un emploi et un salaire aussi misérable soit-il. C'est l'objectif du porte-parole de l'oligarchie financière Macron.

On ignore quel est le niveau de vie des dirigeants de ce mouvement, mais gageons qu'ils n'appartiennent pas vraiment à ces couches défavorisées de travailleurs, la pauvreté ne les concerne qu'en parole ou ne leur coûte rien.

Leur objectif serait *"une société de plein-emploi"* que partage le gouvernement et le PS, l'UMP, etc., ne serait-ce pas également l'objectif de la loi Macron pour laquelle *"tout n'a pas été essayé pour lutter contre le chômage"*, des *"réformes"* structurelles annoncées et souhaitées par le FMI ou Bruxelles ?

Ce mouvement "veut l'éradication du chômage, de l'austérité et de la précarité", ce qui implique la recherche de leurs causes" dit-il, mais ne sont-elles pas connues, ne résident-elles pas dans la survie du capitalisme qu'ils n'entendent pas abolir ? Dès lors qu'on le nie ou rejette cette interprétation, on est infailliblement conduit à s'adapter, à s'accommoder du capitalisme au lieu de réellement le combattre.

Ce mouvement ne peut que conduire dans une impasse politique les militants qui le suivraient, tout comme le M'PEP.

Rétropédalage.

Le néolibéralisme ou l'avenir. Inégalités excacerbées. Sous-développement et servitude. A quand le retour des charrettes à bras et des charretiers ?

- Les vélos-taxis débarquent à Paris - Francetv info

Ici en Inde ils tombent petit à petit en désuétude ou se font rares.

A Pondichéry il y a à peine quelques années en arrière, le rickshaw ou pousse-pousse ou encore le vélos-taxi était le moyen de transport en commun le plus répandu et le plus économique pour les courts trajets à l'intérieur des grandes villes. Depuis il a été supplanté par les autorickshaws à moteur à peine plus chers pour les clients et plus rapides qui permettent d'atteindre la banlieue. De même que les chars à boeufs ont pratiquement disparu au profit de camionnettes légères.

Pour donner une petite idée du bouleversement économique et du mode de vie des Indiens qui s'est opéré depuis 1991.

Le nombre de deux roues à moteurs à Pondichéry et sa banlieue est passé de quelques dizaines de milliers à peine à plus de 300.000 en 2014, générant un tel trafic et des embouteillages incompatibles avec le rickshaw ou le char à boeuf ou même le vélo qui se fait plus rare aussi ; le salaire minimum est passé de moins de 1.000 roupies par mois à environ 7 ou 10.000 roupies par mois avec une nette accélération au cours des 10 dernières années, un maçon (menuisier, peintre, etc) qui était payé 150 roupies par jour en 2000 perçoit 800 roupies en 2014 (il faut toutefois préciser que n'étant pas mensualisé, il travaillera que quelques mois par an.), les factures d'électricité qui ne dépassaient pas les 50 roupies par mois atteignent maintenant 300 à 400 roupies, le paquet de 10 cigarettes qui était à 5 roupies est passé à 50 roupies, les habitations en feuilles de cocotier ont été remplacées par des constructions en briques, ces maisons ont été raccordées au réseau d'eau potable et au lieu d'une simple ampoule et d'une seule prise de courant, elles bénéficient d'une installation électrique complète, les téléphones fixes étaient très rares en 1991, dans un village de 5.000 habitants seuls quelques dizaines de personnes possédaient un téléphone, en 2014 chaque famille dispose au moins d'un téléphone portable, en réalité plusieurs, un pour les parents et un par enfant scolarisé de plus de 10 ans, alors que dans un village de 5.000 habitants il n'y avait que quelques téléviseurs noir et blanc en 1991, en 2014 on en trouve un dans chaque maison, on respire mieux aussi car chaque maison ou presque dispose de toilettes...

Le gouvernement a décidé de libéraliser le crédit en 1991, voilà l'explication. En outre, il a donné le signal en augmentant fortement les salaires des fonctionnaires sur lesquels ceux du secteur privé ont fini par s'aligner avec quelques années de retard entraînant une importante hausse généralisée des salaires, donc permettant d'accéder au crédit et de consommer davantage. En fait, les fonctionnaires sont une composante importante de la classe moyenne.

Hier les Indiens étaient généralement plus pauvres assurément (mettons de côté ici le cas des miséreux), mais à cette époque environ 7 sur 10 environ ne travaillaient pas et d'une certaine manière profitaient de la vie, un salaire suffisait pour faire vivre une famille de 5 à 7 personnes aux faibles besoins. De nos jours 7 sur 10 travaillent, mais les prix ont tellement flambé et leurs besoins ont tellement augmenté qu'une même famille doit avoir au minimum 2 ou 3 salaires pour survivre, payer ses factures... et ses dettes, car dorénavant elle est endettée, à des taux usuraires de préférence.

Donc à proprement parler il n'y a pas eu de miracle économique dû au développement industriel, le progrès social ayant un goût particulièrement amer car étant synonyme de davantage de servitude et d'exploitation. Hier la plupart des Indiens était contraint de se laisser vivre en l'absence de travail, ils vivaient à un rythme très lent, dorénavant ils vivent au même rythme effréné que les occidentaux, et comme ils travaillent six jours sur sept (à l'exception des fonctionnaires et de certains employés de grandes entreprises) ils n'ont même plus le temps de profiter de la vie (sauf en cas de chômage forcé qui est devenu un cauchemar), ils vivent pour travailler, donc imaginer qu'ils seraient plus heureux qu'hier est un leurre ou une contrevérité, ne disposant pas de temps libre ou si peu, ils n'ont pas le temps de lire ou de se cultiver, d'évoluer, ils subissent leur condition voilà tout, d'où des rapports (individualistes poussés à l'extrême) entre eux encore pires que par le passé.

La société qu'on vient de décrire partiellement correspond assez bien au modèle social et politique infernal que les néolibéraux veulent imposer partout dans le monde.

Vivre pour travailler, individualisme et précarité à outrance sans aucun droit social ou politique, mode de vie ou besoins déterminés

par le marché, marchandisation de l'éducation, de la santé, de la culture, etc. Etat policier et corrompu, système politique de type féodal, monarchique, ploutocratique, inégalités et injustices à tous les étages, rapports humains exécrables, misérables, possibilités d'évolution (ou d'épanouissement digne de ce nom) inexistantes puisque le même mode de pensée épouvante au sein de toutes les classes, la notion de citoyen n'existe pas ou revêt uniquement un contenu nationaliste à forte propension xénophobe, comme tous les droits, les principes et les valeurs de la démocratie et de la République sont réservés aux classes ou couches supérieures qui en usent à leur profit uniquement, la tolérance envers les différentes religions ou philosophies sont hypothétiques ou à prendre au conditionnel en réalité, dans la mesure où elle ne sert que des intérêts individuels qui peuvent donner lieu à toutes sortes de manipulation jusqu'au rejet ou à des manifestations violentes selon les circonstances...

Maintenant il est vrai que les Indiens aspirent à la démocratie, à vivre dans une société meilleure et plus juste comme tous les peuples et c'est bien naturel, mais quand on analyse la situation ou des rapports, il est préférable de pas confondre ces aspirations ou cet idéal avec la réalité. L'étranger ou l'occidental qui vit en Inde ou un pays comparable a intérêt à avoir les pieds sur terre s'il veut éviter bien des des déboires ou pire encore.

[La question que personne n'ose poser : n'avaient-ils pas de famille, d'amis pour les héberger ?](#)

-Vague de froid en France: six morts - AFP

-Un sans-domicile-fixe meurt de froid à Douai - LeMonde.fr

-Un million de Somaliens souffrent de la faim - LeMonde.fr 08.12

[Imposture. Le temps des chrysanthèmes. Hommage au passé pour mieux l'enterrer... vivant.](#)

Pour mémoire, ne jamais se fier aux apparences, Hitler et le régime nazi aussi flattait les mérites de la classe ouvrière victime de l'odieuse finance avant de l'envoyer à la boucherie, tout comme Le Pen. Valls ménage les ouvriers qu'il matraque simultanément ou le lendemain. Seuls les faits comptent ou l'emportent sur les discours.

-A Liévin, l'hommage de Valls au monde ouvrier - AFP

Manuel Valls a rendu samedi un hommage appuyé au monde ouvrier, lors de la commémoration du 40e anniversaire de la catastrophe minière de Liévin (Pas-de-Calais).

Il y a 40 ans, le 27 décembre 1974, à la reprise du travail après la trêve de Noël, un coup de grisou à 06H30 emporte 42 hommes, descendus à la fosse des Six-Sillons à Liévin. C'est la plus grande catastrophe minière en France d'après-guerre, alors que les charbonnages sont déjà sur le déclin.

Honorer la mémoire des victimes, "*c'est aussi accomplir un devoir envers tous les ouvriers des mines qui, durant près de trois siècles, ont fait de la France une grande nation, une grande nation industrielle*", a déclaré le Premier ministre qui a déposé une gerbe devant la stèle rendant hommage aux mineurs.

"*Le monde ouvrier a fait avancer l'Histoire. A travers sa participation au dessein économique de notre pays, bien sûr. A travers, surtout, la prise de conscience de lui-même, ses luttes syndicales, sociales, politiques*", a expliqué le chef du gouvernement, rappelant que la France comptait toujours "plus de 6 millions d'ouvriers".

"*La gauche française, le socialisme, le syndicalisme se sont construits avec ces combats*", a souligné le Premier ministre, pour qui les ouvriers ont "*pris toute leur part aux progrès économiques et sociaux*" et "*bâti la France*".

M. Valls a aussi tenu à "*réaffirmer l'avenir industriel de la France*" face au "*malaise ouvrier*", nourri par le chômage, le recul des services publics ou le "*manque de reconnaissance de l'effort*". AFP 27.12

[En famille. Pour qui gouverne le PS ? Il faut bien que quelqu'un se sacrifie... pour les capitalistes.](#)

- Manuel Valls veut « *sortir du logiciel des Trente Glorieuses* » - lemonde.fr 10.12

- Valls aux Français: encore des années de sacrifice - AFP

Valls honorés par les conservateurs, ses pairs.

- Valls, «*homme de l'année*» Pour «*El Mundo*» et père la rigueur - Libération.fr 30.10

Sarkozy en 2007, Valls en 2014. Le quotidien conservateur espagnol El Mundo a fait du Premier ministre français son «*homme de l'année*».

Et El Mundo de célébrer le «*socialisme pragmatique et patriotique*» de «*l'Espagnol qui veut changer la France*» et son «*modèle insoutenable, basé sur un Etat-providence généreux et une administration lourde et coûteuse*». Dans l'interview qu'il a accordée pour l'occasion, Valls prévient d'ailleurs que les efforts devront se poursuivre «*pendant des années*» : «*Je ne veux pas dire aux Français que d'ici deux à trois ans nous en aurons fini avec les sacrifices.*» Le Premier ministre a aussi affirmé être en phase avec les Français, qui «*en général sont en avance sur leurs dirigeants politiques, en ce qui concerne les réformes, les changements et leur disposition à l'effort*». Libération.fr 29.12

- Moscovici: la France est un "*pays qui a besoin de réformes manifestes et majeures*" - AFP 21.12

- Bruno Le Roux appelle les socialistes à "*relever la tête*" en 2015 - Francetv info

Le noir ou la couleur favorite du régime.

- 2014-2015: l'espoir après une nouvelle année noire pour Hollande - AFP

- 2014: Les 5 raisons d'une nouvelle année noire pour François Hollande - 20minutes.fr

Souhaitons-lui !

Il n'est pas le seul à privilégier le noir.

- La montée du fanatisme alarme la classe politique - LeFigaro.fr 22.12

La preuve du contraire ou qu'ils s'en accommodent..

- L'Etat islamique lance un magazine en français - LeFigaro.fr

«*Dar-al-Islam*» relaye la propagande de Daech en français, exhortant les musulmans à quitter la France pour gagner les territoires de l'Etat islamique.

15 pages de propagande en couleur, en français, trouvable en deux clics sur internet. Le nouveau magazine intitulé «*Dar Al-islam*», qui fait l'apologie de l'Etat islamique est disponible depuis lundi soir sur le web français. LeFigaro.fr 25.12

Information ou promotion de la part du Figaro ?

Mais au fait, en France, l'apologie du terrorisme n'est-il pas illégale ? Au ministère de l'Intérieur ils n'ont pas eu le temps de relever l'adresse Internet de ce portail des barbares, normal Daech réalise le plan américain de la partition de l'Irak et de la Syrie auquel participe le gouvernement français. Sans rire, le gouvernement se démène pour dissuader des jeunes de partir faire le djihad en Syrie ou en Irak...

Voilà une info plus importante que les élucubrations de Zemmour. Qui l'a relevée ? Personne. Cela vous étonne-t-il encore ?

- Valls: la société doit réagir face au terrorisme qui n'a jamais été aussi grand - AFP 22.12

Le Figaro a pris les devants.

Est-ce exagéré de parler de terrorisme d'Etat à propos du gouvernement français sachant qu'il soutient l'Etat islamique et Al-Nosra en Irak et en Syrie qui sont les supplétifs de l'OTAN ? De qui ou de quoi Hollande-Valls-Fabius sont-ils les porte-parole sinon de ces barbares en poursuivant le même objectif, abattre les Etats syrien et irakien pour faire main basse sur leur pétrole et leur gaz ?

ACTUALITE EN TITRES

Les médias au chevet de Hollande et le PS dans tous ses états.

- Vœux présidentiels: Nos conseils à François Hollande - 20minutes.fr

- Les 4 Vérités : Pour Franz-Olivier Giesbert, François Hollande a "*toujours été social-démocrate*" - Francetv info

Le courant de gauche du PS était en réalité encore plus à droite, qui l'aurait cru franchement ?

- Le couple Montebourg-Filippetti se paie Hollande sur Twitter - L'Express.fr

- Montebourg félicite Renzi pour "*sa leçon magistrale de courage*" à Hollande - La Tribune

Pour qui d'autres peuvent-ils gouverner ?

- Macron a gagné près d'1 million d'euros chez Rothschild en 2011 et en 2012 - AFP

De 2009 à 2012 (toujours années fiscales), M. Macron a gagné à ce titre 2,884 millions d'euros selon le calcul de l'AFP. S'y sont ajoutés 100.811 euros pour ses six mois de 2012 à l'Élysée. AFP 23.12

Le PS un parti de grands bourgeois, qui l'aurait cru franchement ?

Comment camarades, cela ne vous dit plus rien un petit front unique avec le PS, pourtant c'est bien la politique que vous avez soutenu pendant des décennies, non ? Ne nous faites pas croire que le PS aurait changé, que les banquiers auraient changé, que la situation aurait changé car c'est à cette époque qu'ils ont préparé ou que s'est préparé les conditions que nous vivons aujourd'hui, tout était déjà écrit ou les faits permettaient clairement de discerner la véritable nature du PS (et du PCF) sans attendre 2012 ou 2014. Et puis nous les avons vus à l'oeuvre entre 1981 et 1995, non ? On pourrait remonter ainsi jusqu'au 3 août 1914. On en a manifestement pas la même interprétation. La question est de savoir où la vôtre ou celle de vos dirigeants nous a conduits.

Quand le "*réel*" se confond avec la dictature du marché.

- Le secrétaire d'Etat Thierry Mandon défend une "*gauche du réel*" - AFP 11.12

Du coup :

- Julien Dray (PS) : «*La gauche se meurt, il faut un big-bang !*» - LeParisien.fr 12.12

Voilà qui va l'achever ou l'illusion que certains entretenaient que le PS était de gauche.

- Loi Macron: une "*loi de gauche*" pour "*libérer la croissance*" - AFP 10

Libérez, libérez, libérez le capital du travail scandent en chœur les patrons et leurs représentants.

Normal qu'ils en attendent quelque chose puisque c'est leur président, pas le nôtre.

- Coquerel (PG): "*échec terrible*" de la politique de Hollande - AFP

Eric Coquerel, secrétaire national du Parti de Gauche (PG), a dénoncé vendredi l'"*échec terrible*" du mandat de François Hollande dont la politique "*ne peut pas relancer l'économie*". AFP 26.12

Relancer la machine capitaliste, faire en sorte qu'elle tienne bon, la sauver malgré elle, ils y tiennent au PG et au FdG...

Plus qu'un peu, par n'importe quel moyen.

- Mélenchon voit en "*Closer*" "*un espace de liberté*" - Le Huffington Post 18.12

Difficile de tomber plus bas !

La tentation était trop forte.

- Sapin appelle les entreprises à ne pas augmenter les salaires trop vite - Francetv info
- Jean-Vincent Placé déplore qu'EELV soit "*le parti des Roms et de la Palestine*" - Francetv info 18.12
- L'ex-vice-président américain, Dick Cheney, n'hésiterait pas à torturer à nouveau - Francetv info

[D'où vient cette campagne d'intoxication ?](#)

- France, États-Unis : haro sur les jouets "*génrés*" - LePoint.fr

Le 18 décembre, un rapport sénatorial a été rendu public par Chantal Jouanno, présidente de la délégation sénatoriale aux droits des femmes. Intitulé "*Jouets : la première initiation à l'égalité*", il préconise notamment la création d'un site internet pour recenser les fabricants des jouets les plus sexistes, la formation des professionnels qui travaillent avec les enfants ou encore la mise en place d'une charte pour l'égalité des sexes dans les jouets.

Aux États-Unis aussi, c'est carrément le président Barack Obama qui s'est impliqué sur le sujet, non sans humour. LePoint.fr 25.12

Si vous suivez la pseudo-gauche et extrême gauche, attention vous allez vous retrouver en compagnie d'Obama. Obama ne fait pas dans la récupération, ce sont ses amis néolibéraux qui sont à l'initiative de cette guerre psychologique contre les masses. Qui peut imaginer un instant que le chef de guerre Obama serait sensible aux sorts des enfants ? Un peu de logique ou de lucidité à défaut de perspicacité.

[Intox](#)

- France. Les relations ambiguës gouvernement-patronat - La Tribune
- Grèce. Syriza, ce parti qui fait peur à Bruxelles - La Tribune
- La Bourse d'Athènes chute de 4% après l'échec des élections - LeFigaro.fr
- Etats-Unis. La CIA doutait du lien entre Saddam Hussein et les auteurs du 11-Septembre - 20minutes.fr

Elle savait depuis le départ qu'il n'existait... pour l'avoir elle-même inventé !

Embarrassant !

- Les Russes soutiennent Vladimir Poutine - Francetv info

"Il a clairement le soutien des Russes. Quand on rencontre des gens dans la rue, ils nous répondent systématiquement 'ce n'est pas la faute de Vladimir Poutine, c'est la faute des Occidentaux'. Et ça, c'est quelque chose qui marche très bien comme message. Le nationalisme, le romantisme russe qui soutiennent à fond le régime et donc Vladimir Poutine", rapporte le journaliste de France 2 Alban Micoczy. Francetv info 18.12

En complément. Mais ils ne désarment pas.

- Russie: l'opposant Navalny arrêté en pleine rue, Bruxelles dénonce un procès "*politique*" - AFP

[Economie de guerre](#)

- L'Ukraine mise sur l'austérité mais quintuple son budget militaire - La Tribune

[La troisième guerre américaine pour s'emparer de l'Irak ou le disloquer.](#)

- 2014, l'année où Daech a fait main basse sur l'Irak - Le Huffington Post

[Propagande, dictature et stratégie du chaos. Guerre inter impérialistes.](#)

- Pour Poutine, l'ennemi, c'est nous ! - LePoint.fr

C'est vous !

- La guerre d'Ukraine a commencé : ce que les Occidentaux devront faire pour arrêter Poutine - Atlantico.fr

- Ukraine: Washington interdit tout commerce avec la Crimée - AFP

- Obama signera la loi autorisant de nouvelles sanctions contre la Russie - AFP 16.12

- La Chine, porte de l'internet nord-coréen ? - AFP

- Gaziantep, le quartier général des journalistes syriens exilés en Turquie - francetvinfo.fr

- Turquie: un patron de presse inculpé, mandat requis contre l'ex-allié d'Erdogan - AFP

- Le président kényan signe une loi antiterroriste controversée - Reuters

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Bahreïn

- Bahreïn: le chef de l'opposition chiite en détention, incidents autour de Manama - AFP

Le chef de l'opposition chiite à Bahreïn, cheikh Ali Salmane, inculpé d'incitation à un changement de régime, a été placé en détention pour sept jours, entraînant de nouveaux heurts entre manifestants et forces de l'ordre.

Des affrontements se poursuivaient après 15h00 GMT près de la résidence de cheikh Salmane, dans une banlieue chiite de Manama, ont indiqué des témoins en faisant état d'au moins cinq blessés dans ce secteur.

La police faisait usage de gaz lacrymogène pour disperser des jeunes. Des incidents étaient signalés dans d'autres localités.

Arrêté dimanche à Manama, cheikh Salmane, 49 ans, est accusé d'appel à la haine et à la violence pour changer le régime dans ce royaume du Golfe à majorité chiite dirigé par la dynastie sunnite des Al-Khalifa.

Le chef d'Al-Wefaq ("L'entente"), principal mouvement de l'opposition à Bahreïn, avait été convoqué au ministère de l'Intérieur dimanche matin. Lundi soir, il a été formellement inculpé "*d'incitation à un changement de régime par la force, par des menaces et des moyens illégaux, et d'insulte publique envers le ministère de l'Intérieur*".

Selon le procureur général, cheikh Salmane est également accusé d'avoir incité à "*la haine envers un segment de la population*", une référence à la communauté sunnite.

L'opposant, qui a pu voir quatre de ses avocats avant un nouvel interrogatoire mardi, a été "*confronté à des enregistrements (de ses discours) comportant des appels et des incitations qui justifient le recours à la violence et impliquent une menace de recourir à la force militaire contre l'autorité de l'Etat*", a affirmé le procureur général Nayef Youssef Mahmoud dans un communiqué.

Au terme de l'interrogatoire, il a été décidé de maintenir "*l'accusé en détention pendant sept jours à titre préventif pour les besoins de l'enquête*", a-t-il ajouté.

Réagissant très vite, le Wefaq a estimé que cette mesure "*grave*" témoignait de "*l'ampleur de la crise politique*" à Bahreïn. Elle "*ferme toutes les portes à un règlement politique*", a ajouté le mouvement.

Mais le Wefaq a été rappelé à l'ordre par le ministère de la Justice qui l'a accusé dans un communiqué d'"*utiliser des forums et des hommes religieux dans ses activités politiques, en contravention avec les principes de l'action politique*".

Le ministère prévient que "*si le Wafaq continue (...) ce sera une grave déviation*", par rapport à la loi sur les associations politiques qui agissent de fait comme des partis, formellement interdits à Bahreïn.

Proche allié des Etats-Unis et siège de la Ve flotte américaine, Bahreïn (1,3 million d'habitants) est secoué depuis février 2011 par un mouvement de contestation animé par la majorité chiite qui réclame une vraie monarchie constitutionnelle.

La dynastie sunnite des Al-Khalifa a jusqu'ici réprimé d'une poigne de fer toutes les manifestations violentes. Des élections législatives, organisées en novembre, ont été boycottées par l'opposition. AFP 30.12

ECONOMIE

1- Etats-Unis.

- Aux USA, le gaz naturel liquéfié souffre de la chute du pétrole - Reuters

L'effondrement des cours du pétrole a fait une première victime dans le secteur de l'exportation de gaz naturel liquéfié (GNL) aux Etats-Unis avec la mise entre parenthèses d'un projet de terminal au Texas par le groupe Excelerate Energy.

Les exportateurs américains de GNL imaginaient réussir une percée sur les marchés asiatiques avec leur hydrocarbure moins cher que le pétrole, mais ce scénario se fondait sur un cours de pétrole élevé. Or ce dernier a perdu la moitié de sa valeur depuis juin. Reuter 30.12

Entendu hier soir sur Russia Today International hier soir dans un magazine économique, la chute du cours du pétrole a déjà entraîné 6.000 suppressions d'emplois aux Etats-Unis et 40.000 supplémentaires sont prévus en 2015 si les cours demeuraient inchangés.

L'exploitation du pétrole de schiste a été financée avec de l'argent distribué à bon compte par les banques via la Fed, à hauteur de 150 milliards de dollars qu'il faudra bien que les exploitants remboursent, sauf qu'avec un baril aux alentours de 50 dollars cela va s'avérer impossible. Il faut donc en déduire que, soit les cours vont remonter rapidement, soit cette nouvelle bulle va exploser.

- Le cours du pétrole finit à son plus bas niveau depuis 2009 - lemonde.fr 29.12

Le baril de « *light sweet crude* » (WTI) pour livraison en février a perdu 1,12 dollar, pour s'établir à 53,61 dollars, sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), soit son plus bas niveau en clôture depuis début mai 2009. lemonde.fr 29.12

2- Chine.

- Naissance d'un géant chinois de la fabrication de trains. - latribune.fr

Une nouvelle compagnie à même de rivaliser avec l'Allemand Siemens ou le Canadien Bombardier. Deux des plus gros fabricants de trains de Chine, les sociétés d'État China CNR Corp. et CSR Corp., vont fusionner, a annoncé mardi 30 décembre l'agence officielle d'informations Chine Nouvelle, citant une annonce faite par la nouvelle entité à la Bourse de Shanghai. Le 21st Century Business Herald a indiqué que la nouvelle entité se nommerait "*China Railway Rolling Stock Group*".

Chacun des deux fabricants chinois de trains est évalué à quelque 13 milliards de dollars, la capitalisation de CSR étant légèrement plus élevée. Les détails de cette fusion n'étaient toutefois pas disponibles immédiatement, bien que cette démarche ait fait l'objet de spéculations depuis des mois. Éviter la compétition interne

Selon Chine Nouvelle, de cette fusion émergera une société de plusieurs milliards de dollars de chiffre d'affaires au moment où la Chine cherche des marchés pour vendre ses trains à grande vitesse. D'après les médias officiels, la fusion aiderait également à empêcher une compétition "*coupe-gorge*" lorsque les deux fabricants devraient exporter leurs trains.

CSR a fait partie d'une consortium qui a remporté un contrat de 3,75 milliards de dollars pour construire un train à grande vitesse au Mexique en novembre. Mais ce contrat devait être annulé en raison de questions concernant la légalité du processus d'enchères. CNR a quant à lui remporté un contrat pour la construction d'un métro à Boston aux États-Unis. latribune.fr 30.12

En 2005 j'écrivis que le jour où la Chine produirait ses propres avions et TGV notamment, les puissances occidentales n'auraient plus rien à lui vendre en échange de ses produits et elles se tiers-mondiseraient à l'exemple de l'Afrique. J'avais fixé je crois

une échéance de 15 ans pour que cette condition soit remplie, 10 ans me semblait un peu juste. On y est ou on y arrive.

[Haut de page ↗](#)